

سكنا على الارض

# Le Monde



QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12409 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

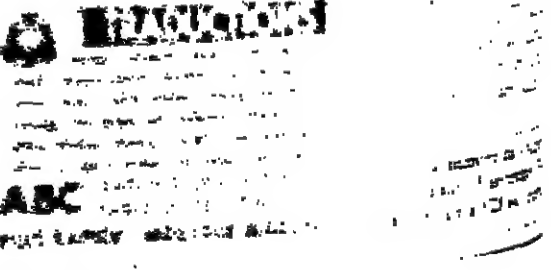
JEUDI 20 DÉCEMBRE 1984

## « Le Monde » a quarante ans

Le 18 décembre 1944, le premier numéro de « Le Monde » est paru. Il avait pour titre : « L'Europe nouvelle ». Ce jour-là, la France venait de se libérer de l'occupation allemande. Le journal, fondé par Hubert Beuve-Méry, était alors un journal d'opinion, un journal de débats. Il a traversé quatre décennies, et aujourd'hui, il est devenu un journal d'information, un journal de faits. Mais, malgré ces changements, il reste toujours un journal de débats, un journal de réflexion. C'est ce qui fait de « Le Monde » un journal unique, un journal irremplaçable.

### NOUVELLES BRÈVES

Le 18 décembre 1984, le journal « Le Monde » a publié un article intitulé « L'Europe nouvelle ». Cet article était une réflexion sur l'avenir de l'Europe, sur les défis qui se posent à l'Europe de l'après-guerre. L'auteur de cet article était Hubert Beuve-Méry, le fondateur du journal. Cet article a été très lu, très discuté. Il a marqué le début d'une nouvelle ère pour le journal « Le Monde ».



Louis Feraud



## Procès au Vietnam

L'ère des procès, inaugurée dans l'ancien Saïgon par les lourdes condamnations - dont cinq à mort - frappant vingt et une personnes accusées de trahison et d'espionnage, est la dernière manifestation d'un très sensible durcissement du régime vietnamien.

En dépit du silence épais qui entoure dans le pays l'action de la police, on savait, par exemple, que des personnalités religieuses, bouddhistes et catholiques, avaient été inquiétées ces derniers temps. On apprend aujourd'hui que plusieurs dizaines d'entre elles vont être traduits en jugement.

Le tribunal d'Ho-Chi-Minh-Ville a mis en cause les États-Unis, la Chine, la Thaïlande, en affirmant que ces pays avaient encouragé les accusés dans leurs tentatives de sabotage. On veut bien admettre que Pékin - qui maintient une pression militaire à la frontière - ne nourrit aucune sollicitude à l'égard de Hanoï. Mais qui croira que les « contre-révolutionnaires » que l'on prétend juger ont tous agi pour le compte de l'étranger ?

L'espionnage qui sévit actuellement au Vietnam apparaît avant tout comme la conséquence de la grave détérioration de la situation intérieure d'un pays qui, près de dix ans après la fin de la guerre d'Indochine, n'est pas encore parvenu à s'engager sur la voie d'un développement relativement harmonieux.

Depuis longtemps, les responsables vietnamiens eux-mêmes répètent que leur principal combat est livré non au Cambodge, son sur la frontière chinoise, mais sur le « front intérieur ». Tant la Chine que les États-Unis, expliquent-ils, s'appliquent à « étrangler » le Vietnam, lui infligeant ainsi un handicap que l'aide soviétique n'a nullement permis de surmonter.

Ce raisonnement est incomplet, car si le Vietnam se trouve actuellement isolé et engagé encore dans une économie de guerre, c'est d'abord en raison du maintien de son occupation du Cambodge - dont le gouvernement de Hanoï porte la responsabilité. Économie de guerre signifie pénurie, laquelle engendre inévitablement marché noir et corruption, singulièrement nocifs au régime qui n'est assuré d'un véritable soutien moral ni dans une large partie de sa jeunesse ni chez certains de ses cadres régionaux ou locaux.

Ainsi bien quelques-uns des procès prévus porteront-ils précisément sur des affaires de corruption et de délits économiques. Ainsi se dessine un climat trouble, propice sans doute aux agissements souterrains et clandestins.

Mais l'assimilation ne peut être admise entre de tels faits, relevant du droit commun pour certains d'entre eux au moins, et le genre de « crimes contre-révolutionnaires » que dénoncent les autorités de Hanoï et qui semblent bien relever du délit d'opinion, voire du simple exercice de la liberté religieuse.

Le Vietnam en guerre pour sa libération a bénéficié autrefois d'un immense capital de sympathie à travers le monde, y compris chez ceux contre lesquels il luttait. Ce capital est aujourd'hui plus qu'épuisé. Il sera entièrement dissipé si le régime, en proie à ses propres contradictions, ne trouve comme réponse à ses difficultés réelles que la répression policière et l'exécution d'accusés reconnus coupables à l'issue de procès-spectacles.

(Lire nos informations page 5.)

## Nouvelles menaces sur le marché pétrolier mondial

### Réunie à Genève l'OPEP est tentée de rompre la discipline des tarifs

De notre envoyée spéciale

Genève. - Une grande amertume régnait à Genève, mercredi 19 décembre, à l'ouverture de la conférence ordinaire de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Amertume mêlée d'une inquiétude croissante à mesure que l'idée d'une guerre des prix du pétrole fait son chemin parmi les producteurs.

Les quinze pays membres, profondément traumatisés par l'échec de la stratégie de riposte mise en place lors de la conférence extraordinaire d'octobre dernier et par la perte de crédibilité qui s'ensuit, semblent en effet de plus en plus s'assurer seuls la défense des prix mondiaux pour l'unique profit des pays qui se refusent à toute discipline.

« L'OPEP ne pourra pas continuer toujours à supporter seule le fardeau des pressions du marché », a déclaré le mardi 18 décembre M. Al Oteiba, ministre des Emirats arabes unis, dénonçant l'« attitude irresponsable » des producteurs non membres de l'organisation, qui, depuis deux mois, alors que le marché multiplie les signes de faiblesse, ont augmenté leur production d'un million de barils par jour (1) - contrairement à l'OPEP dont la production n'a quasiment pas bougé en 1984 - et qui prévoient d'accroître à nouveau leur rythme d'extraction de 600 000 barils/jour au cours des douze prochains mois.

VERONIQUE MAURIS.

(Lire la suite page 27.)

(1) 1 million de barils/jour équivaut à 50 millions de tonnes par an.

## Crise politique au Pays basque espagnol

### La démission du président du gouvernement régional illustre les divisions des nationalistes

De notre correspondant

Madrid. - L'assé des controverses de plus en plus sérieuses qui l'opposaient à la direction de sa propre formation, le Parti nationaliste basque (PNV), M. Carlos Garaikoetxea, a présenté, dans la nuit du 18 au 19 décembre, sa démission de président du gouvernement régional basque, un poste qu'il occupait depuis le rétablissement de l'autonomie dans cette région en avril 1980. Cette décision, qualifiée d'« irrévocable », risque de « déstabiliser » encore davantage une région déjà gravement affectée par la violence de l'ETA et par une crise industrielle sans précédent.

Les désaccords entre l'Euzkadi Buru Batzar, le principal organe de direction du PNV et le lendakari (titre du président de l'exécutif basque) portaient en dernière instance sur la distribution du pouvoir entre le parti et le gouvernement régional. En faisant en 1980 de M. Garaikoetxea son candidat au poste de lendakari, la direction du PNV l'avait choisi pour sa qualité de Navarrais - il symbolisait ainsi la revendication du nationalisme basque sur cette région - mais aussi parce qu'il semblait devoir se conformer sans problème aux orientations dictées par l'Euzkadi Buru Batzar.

M. Garaikoetxea avait toutefois rapidement montré qu'il n'entendait pas s'être qu'un instrument docile. Le conflit avait éclaté publiquement en décembre 1983, à la veille des secondes élections régionales. THIERRY MALINAK.

(Lire la suite page 3.)

## Le PC vote contre le budget

### Une confirmation de la rupture de la majorité

Les députés communistes ont voté, mercredi matin 19 décembre, contre le projet de budget pour 1985, examiné en deuxième lecture par l'Assemblée nationale dans la nuit de mardi à mercredi. En joignant ses voix à celles du RPR et de l'UDF, le PCF a voulu exprimer son rejet d'une politique qui, selon lui, avantage les détenteurs de capitaux au détriment des salariés et ne peut avoir d'autre résultat que la victoire de l'opposition aux élections législatives de 1986.

Le vote des députés communistes est la conséquence logique du refus du PCF de participer au gouvernement de M. Laurent Fabius, en juillet dernier, et de sa rupture, confirmée en septembre, avec la majorité qui soutient le pouvoir au Parlement. L'attitude des communistes vise à mettre en lumière, aux yeux des électeurs de gauche, ce que M. Charles Fiterman a appelé, mercredi matin, l'« échec » du Parti socialiste.

(Lire nos informations page 10.)

## L'AVENIR DU TIERS-MONDE

### Prospecter les gisements d'épargne

Quel est, depuis une génération, le plus grave échec de la coopération internationale ? Sans conteste l'aide aux pays en développement. Des milliers de rapports ont été écrits, sous le timbre d'organisations mondiales ou de gouvernements, d'instituts ou de groupements spécialisés, des experts ont rempli des bibliothèques, des promesses ont été lancées sur le montant de l'assistance des pays riches par rapport à leur produit intérieur brut, quelques pas ont été faits sur la voie d'un nouvel ordre international à travers l'ébau-

par PIERRE DROUIN  
che d'un dialogue Nord-Sud. « Paroles, paroles, paroles », paperaient, marée de bonne conscience...

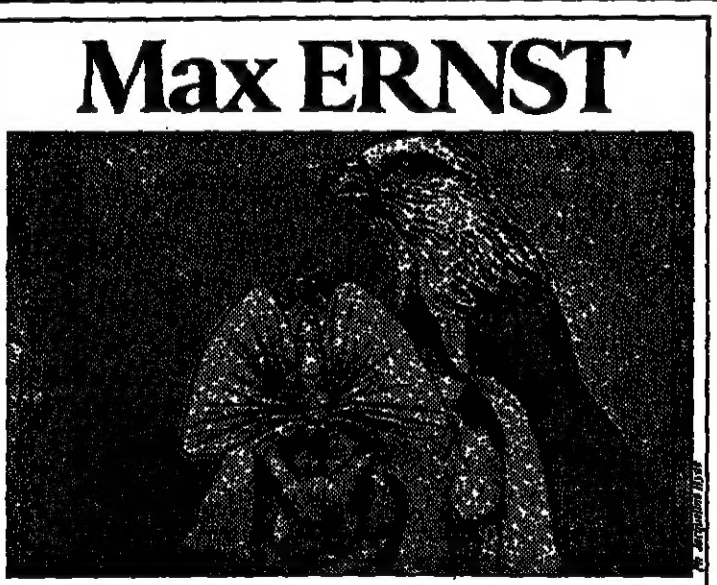
Au bout : la famine dans l'Afrique sahélo-saharienne, la dette pyramidale de certains pays d'Amérique latine. Seuls commencent à s'en sortir ceux (d'Asie du Sud-Est notamment) qui ont cherché dans leurs propres fonds et dans l'ardeur au travail le bout du tunnel. Le pétrole lui-même a cessé d'être un pactole. Mais n'y a-t-il pas

d'autres gisements à exploiter qui n'ont plus rien à voir avec les matières premières ou énergétiques ?

C'est ce que pensent un nombre de plus en plus important d'observateurs du phénomène de développement. Pour eux, la perspective de l'épargne des particuliers dans les pays du tiers-monde, sa collecte, sa canalisation dans des circuits mieux adaptés, pour des objectifs plus précis, plus proches des utilisateurs, seraient aujourd'hui l'une des sources les plus saines de l'accumulation du capital, qui, comme chacun sait, est le réservoir de toute croissance.

N'y a-t-il pas quelque provocation à parler d'épargne dans les pays pauvres ? Ce n'est pas ce qu'ont pensé les cent quarante participants d'un colloque qui vient de se tenir à Yaoundé où figuraient des représentants de trente-cinq pays dont 80 % appartenaient au tiers-monde.

(Lire la suite page 28.)



## Max ERNST

### Werner Spies Les collages inventaire et contradictions

Cet ouvrage fondamental de Werner Spies aborde un des aspects les plus étonnants de l'œuvre de Max Ernst : les collages. Un art qui oppose la contradiction à l'inventaire existant des choses visibles, une protestation prémonitoire contre les illustrations qui envahissent tout ce qui peut être objet de représentation.

GALLIMARD nrf

## Le pouvoir et les médias

### M. Gérard Unger remplace M. Bernard Miyet à la tête de la SOFIRAD

Le conseil des ministres devait nommer, ce mercredi 19 décembre, M. Gérard Unger, directeur général adjoint de Radio-Montecarlo (RMC), à la présidence de la Société française de radiodiffusion, la SOFIRAD. M. Bernard Miyet, PDG depuis le 3 août 1983 (après avoir été directeur du cabinet de M. Georges Fillard, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication), a présenté sa démission au premier ministre ce mercredi.

Le retrait de M. Miyet, qui n'a pu empêcher le secrétaire d'État, est le résultat d'un désaccord entre l'Élysée et le président de la SOFIRAD sur la conception de son rôle.

Ce holding d'État contrôle notamment, directement ou par ses filiales, Europe 1, RMC, Sud-Radio et diverses stations de la Méditerranée, d'Afrique, des Caraïbes... Prenant la succession de M. Michel Caste, M. Bernard Miyet s'est efforcé de redresser l'exploitation défective de la SOFIRAD : 5,7 millions de francs en 1982, 11 millions de francs en 1983. L'année 1984 devrait être excédentaire de 2 à 3 millions de francs.

La société a pratiqué une politique d'économie sur son budget propre. Sans tapage excessif, M. Miyet a d'autre part su, notamment, remettre sur les rails deux des points faibles de la SOFIRAD : Télé-Mont-

Carlo, en étendant sa zone d'influence sur Marseille, et Sud-Radio. Haut fonctionnaire, mais aussi militant de base du PS, M. Miyet a de son rôle une idée purement gestionnaire, alors que le pouvoir (quel qu'il soit) a toujours considéré la SOFIRAD comme l'un de ses bras séculiers dans l'audiovisuel.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 23.)

## AU JOUR LE JOUR Dirigeant

On avait pris l'habitude de les considérer tous, à les voir alignés au balcon de la place Rouge, comme des vieillards cacochymes en instance d'hospitalisation.

Ces dirigeants soviétiques, avec leurs lourds manteaux, avec leurs chapeaux « rétro » sous lesquels germaient de

sinistres projets, paraissaient inhumains. Et voici que M. Gorbatchev débarque à Londres. L'Occident écarquille les yeux. On juge l'homme fringant, par contraste. On va jusqu'à parler du charme de son épouse. Un homme comme les autres ? Enfin, presque. BRUNO FRAPPAT.



# commentaires

Le Monde

## Tout est spectacle

« L'ÉTAT-SPECTACLE » joue à guichets fermés. Il y a sept ans, dans un livre portant ce titre, M. Roger-Gérard Schwartzberg dénonçait une dérive de la démocratie, une perversion du débat politique. Il écrivait : « La politique, autrefois, c'était des idées. La politique, aujourd'hui, ce sont des personnes. Ou plutôt des personnages. »

Ce qui s'est passé depuis sept ans sur la scène — oui, la scène — politique a confirmé le diagnostic. Il y avait l'art d'utiliser les ondes. M. Montanet, de Gaulle y excellait. Tous les autres s'engouffraient dans la brèche et travaillèrent leur image médiatique avec parfois plus de soin que leur programme politique. Dérive peut-être, évolution en tout cas contre laquelle il paraissait vain de s'insurger, sauf à les interdire tous d'antenne et à les contraindre à parler dans les quasi huis clos d'une Assemblée déserte...

Il y eut, ensuite, une annexion de la politique par les gens du spectacle. On vit Coluche candidat à la candidature en 1981. Yves Montand monta un crâneau pour dire son fait à la gauche, jouer le procureur et le dieu de bonne conscience. Il y eut Alain Delon, qui passa de la rubrique cinéma à celle de la politique, colonne de droite, voire d'extrêmes droites.

DES comédiens jouant à la politique, des imitateurs jouant la politique. Pierre Douglas, Patrick Sébastien et Thierry Le Luron représentèrent le débat politique avec ses personnages plus vrais que nature, ses premiers rôles typés et ses morceaux de bravoure.

Restait à franchir la dernière étape de cette confusion des genres : la transformation des hommes politiques eux-mêmes en histrions. C'est fait. Tous les dimanches matin, par exemple, à l'émission de France-Inter « L'oreille en coin », les dirigeants des partis viennent, face au public, jouer les saltimbanques. On leur demande d'amuser, de plaire ou d'émouvoir. Et la France de se tordre à leurs bons mots, à leurs piquantes répliques. Comment y échapper ? M. Chirac lui-même, à l'occasion de son récent anniversaire, est allé acclamer Le Luron. La confusion fut telle qu'on ne sut plus qui, du maire de Paris ou de son imitateur, faisait de la politique ou amusait le peuple...

E « bébé show » de Collaro amuse la France. Catherine Nay vient à la télévision présenter son dernier livre à l'émission de Sacha Distel comme le ferait Sheila pour sa dernière chanson. A l'émission de Michel Drucker une foule du Nord reprend en chœur « L'émmerdant, c'est la rose ». Tout est politique, disait-on. Tout est spectacle, désormais.

Jusqu'au chef de l'Etat qui, présentant sa politique extérieure à la télévision, demande qu'on attende « la fin du film » pour la juger. Et voici le sommet : un sondage du Parisien libéré sur les Français et le rire. A la question « Parmi les hommes politiques, quels sont ceux qui vous font le plus rire ? » 50 % répondent : Georges Marchais, vedette incontestée du hit-parade de la politico-gauchisme. Viennent ensuite MM. Defferre (17 %), Barre et Le Pen (9 %), Chirac (7 %), Giscard d'Estaing (6 %), Mauroy (5 %). Patrick Sébastien commente : « Je me marre parce que Marchais a fait un meilleur score que le mien (42 %) ».

A U cours de son « Heure de vérité », M. Rocard avait lancé : « La politique n'est pas un spectacle ». Répliquant à l'offre de face à face de M. Fabius, M. Barre a déclaré : « La France n'a pas besoin de spectacles, télévisés ou non. » En voilà au moins qui sont d'accord pour dire que la politique n'est pas une farce. A ces deux-là qui sont... dans leur rôle — un rien archaïque — on a envie de crier : « Bravo ! »

BRUNO FRAPPAT.

## POUVOIRS

1984 31

### la corruption

dans la république  
formes et moyens  
pourquoi ? pour qui ?  
devant les tribunaux  
dans la presse  
en sortir ?  
africaine  
soviétique

f. kupferman  
l. fougère  
j. becquart-leclercq  
p. peuchot  
p. albert  
m. bergès  
p. decaene  
a. adler

débat :  
l'administration française est-elle corrompue ?  
f. bloch-lainé, a. chalandon, y. gailard  
dossier : 4 ans de corruption (1980-1984)

Publié avec le concours du C.N.R.S.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

pu

## Les trois erreurs du PCF

Le Parti communiste décline en France parce qu'il s'est trompé sur la croissance, sur l'Union soviétique et sur le tiers-monde

par ROGER GARAUDY (\*)

Le prochain congrès du Parti communiste français peut marquer un effacement définitif de ce parti dans la politique française, en le marginalisant comme groupuscule, s'il poursuit sa dérive mortelle. Qui reculerait, après le désastre, l'héritage d'une classe ouvrière désorientée par des dirigeants aveuglés et par des dogmes pilleurs d'épaves ? Qui a remanié l'héritage du Parti communiste allemand après que les erreurs de ses dirigeants eurent facilité sa destruction ? L'année terrible de 1933, avec l'arrivée au pouvoir de Hitler, largement plébiscité par le vote de son peuple, apporte réponse à cette question. Si l'on prend la véritable mesure de l'événement, nous sommes tous concernés. Tout notre peuple. Et son avenir.

Le problème n'est nullement réglé, même pas soulevé, par le mauvais roman policier des notes de Knapa. Ce n'est pas un faux. Ce n'est pas une révélation. C'est une banalité. Rien de nouveau n'en sort. Un éditeur expert en relations publiques a su orchestrer cette opération, même pas politique, publicitaire.

Le problème ne peut pas être résolu seulement en changeant les « méthodes ». D'ailleurs en Juin, l'on reprend la même routine : Remettre en cause le centralisme démocratique. La vraie dérive ne porte pas sur les méthodes mais sur les fins, sur le fondement théorique d'une politique. Un parti conservateur peut se passer de théorie et de sujet : l'empirisme organisationnel suffit pour maintenir des intérêts et un passé. L'opposition n'a pas d'autre « projet » que de revenir au pouvoir. Un parti nouveau ne peut vivre sans une vue claire du mouvement de l'histoire, et un projet d'avenir existant.

Un renouveau véritable exige de tout repenser : l'analyse du mouvement historique réel, l'écoute des masses et de leurs aspirations, la méthode de pensée, d'organisation et d'action, le projet global d'avenir et de culture.

La chute du parti ne date pas de son échec aux européennes, en 1984, mais de 1968. L'on peut en dater l'origine avec précision. Tout comme on peut dater le point de départ de la crise économique mondiale : la panique de la Bourse de New-York, en octobre 1929. Le Parti communiste français est tombé sur les bas-côtés de l'histoire, le 3 mai 1968, avec l'article de Georges Marchais dans l'Humanité de deux révolutionnaires à démasquer. Ce jour-là, le parti n'a pas perçu ce qui, sous forme chaotique, commençait à émerger. Cependant, les grandes convulsions sociales naissent à des moments de crise. En 1968, le système se portait bien : taux de croissance satisfaisant, pas de chômage, peu d'inflation. C'est alors que, pendant deux mois, se manifeste la plus forte explosion de notre histoire : des millions de salariés

en grève, toutes les universités en bouillonnement.

Dans la confusion, c'est vrai, naît une conscience nouvelle : le système est plus dangereux, pour l'écrasement de l'homme et son aliénation, par ses succès que par ses ratés. Etre révolutionnaire, jusqu'à, c'était faire la théorie des crises, et montrer comment libérer la production des entraves des rapports sociaux anciens. Marx l'avait fait admirablement, un siècle plus tôt. Etre révolutionnaire, désormais, c'est à-dire, selon la méthode de Marx : dégager les contradictions spécifiques d'une époque, et, à partir de là, élaborer le projet capable de les surmonter, c'est, en cette fin du vingtième siècle, découvrir une alternative au modèle occidental de croissance qui a conduit le monde à l'impasse.

### L'occasion manquée

Cette mutation fondamentale, le parti ne la voit pas et la refuse : il n'y voit que gestation anarchique. Et, pendant deux mois, il n'aura de cesse de rétablir le « cours normal » des choses au lieu de se sentir sommé par l'événement de découvrir un nouveau modèle de croissance et un nouveau modèle de culture. Au comité central de Nanterre, le 8 juillet 1968, analysant cette mutation et cette occasion manquée de l'histoire, j'ai dit à Marchais : « Tu seras le fossoyeur de notre parti ».

La décadence du Parti communiste français est due à trois erreurs théoriques fondamentales qui l'ont empêché de percevoir le réel et d'apporter des réponses nouvelles à des problèmes nouveaux :

1. Marx avait élaboré, dans le Capital, une théorie de la croissance. Il avait établi un rapport algébrique entre la production des moyens de production et celle des produits de consommation pour assurer une croissance optimale. (C'est, selon le manuel de Samuelson, Prix Nobel d'économie, la seule théorie de la croissance qui reste valable après un siècle.) Marx avait fait ainsi une théorie descriptive du développement du capitalisme anglais au milieu du dix-neuvième siècle. Les dirigeants et les « théoriciens » soviétiques, et ceux des partis communistes qui les ont imités, en ont fait une théorie normative du développement du socialisme au vingtième siècle. C'était intégrer le socialisme au modèle occidental, capitaliste, de croissance, qui consiste à produire, de plus en plus, de plus en plus vite, d'importer quoi, utile, inutile, nuisible, ou même mortel.

Dans la pratique politique cela s'est traduit, pour le Parti communiste français, par l'impuissance de sa direction à voir, par exemple, que le nucléaire et l'armement étaient les deux mamelles du chômage, pour une raison simple : ce sont les branches qui exigent les plus forts investissements par emploi créé. La direction du parti s'est ralliée à un programme nucléaire démentiel et au mythe de la « dissuasion ». La direction

du parti a partagé toutes les illusions sur Concorde, et elle n'a pas vu venir la crise de l'automobile (pas plus que celle de la sidérurgie), alors que la saturation du parc était aisément prévisible. Elle même aujourd'hui une campagne sur l'emploi à maintenir sans rien changer, au lieu de faire l'effort d'imaginer pour définir un plan de reconversion nécessaire pour créer des emplois productifs dans la perspective d'un autre modèle de croissance.

2. La deuxième erreur théorique mortelle découle de la première. Elle consiste à maintenir la fiction selon laquelle l'Union soviétique serait un pays « socialiste » dont le bilan serait « globalement positif ». Il est contradictoire de reconnaître à chaque instant les monstruosités de ce régime et de continuer à l'appeler « socialiste ». Quelle image donne-t-on ainsi du socialisme au peuple français ? A quoi sert-il, par exemple, de reprocher un jour l'invasion de la Tchécoslovaquie pour se taire dès le lendemain, et ne pas rechercher, dans la logique même d'un système, et non pas dans une « erreur » des hommes, la source de chaque crime ?

L'Union soviétique est un cas particulier : les problèmes de la construction du socialisme y ont toujours interféré avec ceux de la lutte contre le sous-développement antérieur. Le socialisme ne pouvait y être ce que concevait Marx : le dépassement des contradictions d'un capitalisme parvenu à son plein épanouissement, et qui pouvait donc être pacifique. Lénine, dans une situation différente de celle envisagée par Marx, a inversé le schéma, et fait une révolution volontariste, au nom d'un prolétariat qui existait à peine (3 % de la population active en 1917). L'« eurocommunisme », c'était la prise de conscience que la situation en Europe occidentale était plus proche de celle de Marx que de celle de Lénine. Berlinguer et le parti italien en ont suivi toutes les conséquences. Ce parti n'a cessé de grandir. Au Portugal, Alvaro Cunhal a condamné l'eurocommunisme, et maintenant, comme vents et marées, le mythe de l'« infailibilité » de l'Union soviétique. Son parti se régresse pas.

Le Parti communiste français a oscillé entre les deux attitudes : il a perdu sur les deux tableaux.

3. La troisième erreur théorique, c'est l'absence d'une vision planétaire. Si les élections européennes ont été le révélateur, c'est que, sur ce problème, toutes les contradictions apparaissent sous un fort grossissement. Que signifie cette participation à l'« Europe » lorsque on reprend les slogans chauvins : « Achetez français », et qu'on s'oppose à l'entrée de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce, dans l'Europe, comme si c'était une catastrophe pour la classe ouvrière, dont on se prétend le défenseur, si les tomates, les artichauts, le vin, le beurre ou la viande coûtaient moins ? L'on préfère courir une clientèle électorale paysanne, la encore sans lui apporter les vrais remèdes, avec les indolentes reconversions qu'ils impliquent. Et, surtout, la partici-

tion à l'Europe, c'est la participation aux crimes de l'Occident, avec ses frigorifiques regorgant de viande et de beurre quand les deux tiers du monde meurent de faim. L'avenir de la France n'est ni atlantique, ni soviétique, ni européen. La tâche essentielle, planétaire, pour une paix que l'on prétend défendre, c'est de briser la logique suicidaire des deux blocs. L'Europe seule n'est pas capable d'accomplir cette tâche : elle ne peut constituer une troisième puissance qu'avec le tiers-monde, en changeant ses rapports avec lui.

Telles sont les trois erreurs théoriques qui ont conduit au désastre. La première a fait le lit du patronat et de la réaction, dont la croissance aveugle est l'affaire (dans tous les sens du mot). La seconde a fait le lit du Parti socialiste, qui ne parait pas le boulet soviétique. La troisième a fait le lit de l'extrême droite, insupportable sur le plan du nationalisme et du racisme.

### Un nouvel ordre culturel

Le problème de la décadence du Parti communiste français est celui de la décadence de l'ensemble de notre société. La résurrection du socialisme, en France, exige une mutation radicale.

Et d'abord dans les trois domaines que nous avons définis :

— Création d'un nouveau modèle de croissance, mais croissance ordonnée à des fins humaines : croissance de l'homme, et non des profits et de la puissance ;

— Création d'un nouveau modèle de socialisme et de démocratie, non plus fondé sur une conception faussée — humaniste — de la « suffisance » de l'homme, mais conscient qu'il n'y a pas de rupture sans ouverture de l'homme à ce qui le dépasse, conscient, en un mot, qu'il est contradictoire de séparer le socialisme de la foi ;

— Conscience de l'unité du monde. Aucun problème, aujourd'hui, ne peut être résolu à l'échelle de la nation : ni les problèmes de l'économie ni les problèmes de la paix (cette « paix » que la polarisation autour de deux blocs condamne à n'être qu'un « équilibre de la terreur »). Le problème de la « défense » d'une nation est un faux problème : il s'agit de la survie de l'humanité. Moins encore ne peuvent être résolus à cette échelle les problèmes de la culture, dans l'ignorance quasi totale des sagesse de ces trois domaines qu'un appel à « la terre-monde ».

Un nouvel ordre économique et politique mondial exige d'abord un nouvel ordre culturel mondial. Le marxisme s'écroule pour n'être qu'un royaume. Comme le christianisme. La pratique extérieure ne peut être pensée qu'à cette échelle planétaire. Le Parti communiste français n'est pas seul à l'avoir oublié. Puisse, dans les réflexions sur les raisons d'un naufrage, la conscience des vrais problèmes, qui ne sont pas ceux d'un parti mais d'un peuple et d'un monde. Nous nous perdrons tous ensemble ou nous nous sauverons tous ensemble.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 05  
C.C.P. 4207-23 PARIS  
Tél. MONDAR 65072 F  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens

Directeur de la publication : Jacques Fauriol

Directeur : Hubert Barre-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant et Hubert Barre-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Fergand

Impression : « Le Monde »

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 859 F 1089 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1245 F 1819 F 2340 F

ÉTRANGER (par messagerie) L. BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 975 F 1240 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : adresser les modifications (dans les semaines ou plus) des abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à tous correspondants.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par chèques d'impôts.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 27 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Danemark, 1,60 kr. ; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$ ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 200 P. ; Norvège, 0,350 kr. ; Luxembourg, 250 L. ; Pays-Bas, 8,00 fr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 7,70 fr. ; Soudan, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 ad.

Le Monde  
EUROPE

Irlande du Nord

LA PRATIQUE DES « SUPER-MOUCHESES »  
Un tribunal de Belfast résume la dérive d'un « repent » de l'IRA protestant

De notre correspondant

« C'était l'un des hommes les plus importants de l'IRA... » Le tribunal de Belfast résume la dérive d'un « repent » de l'IRA protestant. Le tribunal a jugé un ancien membre de l'IRA, un « repent », pour des crimes commis en 1972. Le tribunal a résumé la dérive de cet homme, qui a été un « repent » de l'IRA protestant. Le tribunal a résumé la dérive de cet homme, qui a été un « repent » de l'IRA protestant.

Le tribunal a résumé la dérive de cet homme, qui a été un « repent » de l'IRA protestant. Le tribunal a résumé la dérive de cet homme, qui a été un « repent » de l'IRA protestant. Le tribunal a résumé la dérive de cet homme, qui a été un « repent » de l'IRA protestant.

Le tribunal a résumé la dérive de cet homme, qui a été un « repent » de l'IRA protestant. Le tribunal a résumé la dérive de cet homme, qui a été un « repent » de l'IRA protestant. Le tribunal a résumé la dérive de cet homme, qui a été un « repent » de l'IRA protestant.

LA REPRISE DU DIALOGUE EST-ELLE POSSIBLE ?

M. Genscher plaide à Prague pour un renforcement des contacts entre pays européens

Correspondance

Après les déboires de la dernière année par Bonn dans la tentative de relancer un dialogue avec les pays du bloc soviétique, M. Genscher, ministre des Affaires étrangères, a plaidé à Prague pour un renforcement des contacts entre pays européens.

M. Genscher a plaidé à Prague pour un renforcement des contacts entre pays européens. M. Genscher a plaidé à Prague pour un renforcement des contacts entre pays européens. M. Genscher a plaidé à Prague pour un renforcement des contacts entre pays européens.

M. Genscher a plaidé à Prague pour un renforcement des contacts entre pays européens. M. Genscher a plaidé à Prague pour un renforcement des contacts entre pays européens. M. Genscher a plaidé à Prague pour un renforcement des contacts entre pays européens.

150



## Irlande du Nord

LA PRATIQUE DES « SUPER-MOUCHARDS » EN ÉCHEC  
Un tribunal de Belfast récuse la déposition  
d'un « repent » de l'IRA provisoire

De notre correspondant

Londres. — C'était l'un des procès les plus importants de l'histoire judiciaire nord-irlandaise, et il se termine par un échec retentissant. Vingt-six « terroristes », membres de l'IRA provisoire ou de l'IRA (Armée de libération d'Irlande du Nord), ont quitté libre le tribunal de Belfast le 19 décembre, le témoignage de l'informateur sur lequel reposait toute l'accusation ayant été totalement rejeté.

La nouvelle fait grand bruit, tant en Irlande qu'en Grande-Bretagne, car elle signifie la fin d'un système, celui du recours aux « super-mouchards » (supergrass), indicateurs infiltrés dans les réseaux socialistes ou militants « repentins » ou « retournés » par la police. Ce procès-fleuve a duré huit mois. Quarante et une personnes ont comparu, inculpées pour la plupart de complicité dans divers attentats. Elles étaient poursuivies sur la foi d'informations fournies par un ancien membre de l'IRA provisoire, Raymond Gilmore, qui, en quatre ans, aura permis l'arrestation de près de soixante-dix suspects.

La tête de Raymond Gilmore avait été mise à prix par l'organisation clandestine, et celle-ci, pour tenter de le « neutraliser », avait enlevé son père avant de le relâcher après dix mois de captivité. Même sa femme avait essayé d'obtenir sa rétractation. Raymond Gilmore, protégé par la police, a tenu bon et a déposé devant le tribunal. Mais lord Lowry, principal magistrat d'Irlande du Nord, a récuse son témoignage en termes particulièrement sévères, puisqu'il a déclaré que ses allégations « n'étaient absolument pas dignes de foi » et lui a reproché de « mentir » sur souvent qu'à son tour. Trente-cinq des accusés ont été acquittés, et vingt-six d'entre eux ont été libérés sur-le-champ. Les neuf autres restent détenus pour d'autres poursuites.

C'est à partir de 1980 que la police d'Irlande du Nord, le Royal Ulster Constabulary (RUC), a mis au point le système des « super-mouchards » et, grâce à celui-ci, plusieurs centaines de suspects ont été arrêtés au cours de la

seule année 1982. Un coup sévère a ainsi été porté aux organisations terroristes. Mais, en Irlande comme en Grande-Bretagne, ce procédé a été dénoncé de toutes parts. On a soupçonné le RUC d'utiliser le chantage ou d'importantes sommes d'argent pour obtenir les services de délateurs.

Le RUC a démenti, tout en reconnaissant cependant que certains informateurs se voyaient offrir l'immunité et, bien sûr, une protection vigilante, voire les moyens de s'installer à l'étranger après leurs dépositions. En 1983, la controverse s'est aggravée, d'autant plus que le système a commencé à montrer des défaillances. Un nombre de plus en plus grand de mouchards se sont rétractés, et, voici un an, six membres de l'IRA avaient déjà dû être libérés à la fin de leur procès. Même le pasteur Paisley, leader unioniste extrémiste, s'est joint à la critique en déclarant que la protection accordée par le RUC à des « criminels » était, quelles qu'en soient les raisons, une « compromission inacceptable ».

Le procès qui vient de s'achever risque de sonner définitivement le glas de la tactique adoptée par la police. Qu'on le veuille ou non, cet acquittement et le « démantèlement » de l'accusation par le tribunal sont un succès pour l'IRA provisoire, qui s'est réorganisée depuis 1982, parvenant à réduire considérablement les velléités de défection, et qui a redoublé d'activités ces derniers mois. C'est un dur revers pour la justice et la police en Irlande du Nord. Cela entame davantage le peu de confiance que pouvait avoir la population des deux communautés dans ces institutions. A ce propos, il convient de rappeler que les tribunaux d'Irlande du Nord comme celui qui vient de prononcer l'acquiescement fonctionnent selon un régime d'exception dans les affaires de terrorisme, puisqu'ils ne sont composés, depuis 1973, que d'un magistrat. Il n'y a plus de jury, car l'on craint que des pressions puissent être exercées sur les jurés.

FRANCIS CORNU.

## RFA

## LA REPRISE DU DIALOGUE EST-OUEST

## M. Genscher plaide à Prague pour un renforcement des contacts entre pays européens

Correspondance

Bonn. — Après les déboires causés cette année par Bonn dans ses tentatives de renouer un dialogue direct avec les capitales est-européennes, M. Hans Dietrich Genscher, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a entrepris, mardi 19 décembre, une visite officielle à Prague.

Le séjour de M. Genscher en Tchécoslovaquie s'inscrit dans les efforts du gouvernement allemand pour tenter de convaincre les capitales est-européennes de la nécessité d'accompagner la reprise du dialogue entre Moscou et Washington par un renforcement des contacts entre pays européens. M. Genscher — qui doit se rendre prochainement à Sofia — aurait dû aller à Varsovie le mois dernier, mais il avait reporté sa visite au tout dernier moment en raison des conditions jugées inacceptables créées par le gouvernement polonais, — et ce en dépit du vif désir exprimé à maintes reprises par la RFA d'établir des relations plus étroites avec la Pologne.

L'un des incidents qui avaient précédé le report de la visite en Pologne était un refus de visa à un journaliste de Die Welt, M. Carl Gustav Strohm, qui devait accompagner le ministre. Pour éviter que le problème ne surgisse de nouveau avec les Tchécoslovaques (qui ont aussi refusé un visa au même journaliste), le ministre allemand avait décidé de n'emmener, contrairement à son habitude, aucun représentant de la presse dans sa délégation.

Au cours du dîner offert mardi soir en son honneur par son collègue tchécoslovaque, M. Choupek, M. Genscher a insisté sur les espoirs que les pays de l'OTAN plaçaient dans les futures négociations

soviéto-américaines. Mais, il a également profité de l'occasion pour réaffirmer la volonté de Bonn de parvenir à une réconciliation avec ses voisins de l'Est. Evoquant indirectement la campagne lancée dans les capitales de l'Est contre le « revanchisme » allemand, il a longuement plaidé en faveur d'un effort de tous pour aider à surmonter les plaies du passé. Il devait d'ailleurs se rendre, mercredi, au village de Lidice, anéanti pendant la deuxième guerre mondiale par une unité de SS, puis aller déposer une gerbe sur la tombe d'un soldat allemand.

Les conversations devaient porter également sur les échanges commerciaux entre les deux pays, qui ont atteint 4 milliards de marks (environ 12 milliards de francs) au cours des neuf premiers mois de l'année et sont en nette augmentation. Prague comme Bonn souhaitent continuer dans cette voie. Les deux partenaires ont un intérêt commun à une coopération dans de nombreux domaines, notamment dans celui de l'environnement.

M. Genscher sera aussi fortement confronté au problème posé par les soixante-huit citoyens est-allemands qui se sont réfugiés à l'ambassade d'Allemagne fédérale à Prague, et qui semblent juger insuffisants les efforts déployés par Bonn pour convaincre Berlin-Est de les autoriser à émigrer à l'Ouest. Une quarantaine de personnes ont entamé vendredi une grève de la faim pour attirer l'attention sur leur sort, et plusieurs d'entre elles ont déclaré être déterminées à aller jusqu'au bout. M. Genscher a déjà abordé cette question avec M. Choupek.

H. B.

## Italie

## Un décret-loi devrait permettre de lutter contre la fraude fiscale

De notre correspondant

Rome. — Un décret-loi, adopté le 18 décembre, après une longue réunion du conseil des ministres, réintroduit l'essentiel des mesures destinées à lutter contre la fraude fiscale des commerçants et de ceux qui exercent une profession libérale, proposées dans le projet de loi de M. Bruno Visentini, ministre des finances (républicain). Ces nouvelles normes entreront en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1985.

L'impossibilité de voter à la Chambre dans les délais prévus le texte de loi déjà approuvé le 29 novembre dernier par le Sénat a obligé le gouvernement de M. Craxi à recourir à l'arme du décret. Ce dernier devra, néanmoins, être voté par le Parlement avant le 19 février prochain. L'obstructionnisme des néo-fascistes et les modifications que veulent apporter au texte la démocratie chrétienne, mais surtout le petit Parti social-démocrate qui se cache pas ses « réserves » sinon son opposition, risquent de rendre difficile l'approbation de ce plan de lutte contre la fraude fiscale.

Cinq mois de polémiques et d'affrontements politiques, deux grèves générales des commerçants massivement suivies dans toute l'Italie les 23 octobre et 13 décembre derniers : en voulant affronter radicalement cette question d'une fraude fiscale évaluée par certains experts à 60 000 milliards de lire (300 millions de francs) par an, M. Visentini a touché un véritable tabou. L'ampleur du phénomène, dans un pays où les salaires contribuent pour 54 % aux recettes de l'impôt direct, est pourtant évidente. Ainsi, en 1982, les employés ou les ouvriers de l'industrie déclarant un revenu annuel moyen de 9,7 millions de lire. Mais de nombreux catégories de commerçants déclaraient ne gagner que 6, 7 ou 8 millions de lire.

Au cours des années précédentes, diverses mesures telles que le « refus fiscal obligatoire » ou le « casier enregistrés » avaient été décidées afin de pouvoir contrôler plus préci-

sément le gain réel des commerçants. Mais celles-ci s'étaient révélées insuffisantes. La loi italienne prévoit, en effet, que toutes les entreprises ou les commerces dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 780 millions de lire (95 % d'entre elles sont dans ce cas) peuvent bénéficier d'une « comptabilité simplifiée ». Or celle-ci, très facilement manipulable, rend presque impossibles les éventuels contrôles des inspecteurs du fisc. M. Visentini propose donc l'instauration systématique d'une « évaluation forfaitaire » qui permette aux inspecteurs du fisc d'évaluer, indépendamment de la déclaration du commerçant lui-même, l'ampleur de son revenu réel.

## Compromis

C'est sur ce point que se concentrent l'opposition des organisations de commerçants ainsi que celle des diverses forces politiques, particulièrement sensibles aux quelque 10 millions de voix que représentent les commerçants, artisans, membres des professions libérales, etc.

Trouver un compromis n'a pas été une chose facile. Il fallait pouvoir à la fois garantir des contrôles du fisc plus rigoureux mais éviter les abus que peut créer l'arbitraire des agents des contributions. L'essentiel du projet de M. Visentini a été sauvegardé. Tous les contribuables qui bénéficient de la comptabilité simplifiée pourront être sujets à l'évaluation forfaitaire. Mais c'est par un tirage au sort que seront choisis les commerçants qui y seront soumis. Le texte précise que « dans les avis de vérification devront être indiqués spécifiquement les faits qui fondent la présomption de fraude ». C'est ce que demandait la démocratie chrétienne. De surcroît, les paramètres choisis pour le calcul de l'évaluation forfaitaire « devront exclusivement tenir compte des facteurs liés à l'activité professionnelle du commerçant et non de son niveau de vie privée ».

(Interim.)

## A TRAVERS LE MONDE

## Afghanistan

● BOMBARDEMENT DES ENVIRONS DE KABOUL PAR LES FORCES GOUVERNEMENTALES. — Les forces soviéto-afghanes bombardent presque chaque nuit les environs de Kaboul, afin de dissuader la résistance de lancer des opérations à l'occasion du cinquième anniversaire de l'intervention de l'armée rouge, ont indiqué des diplomates occidentaux, mardi 18 décembre, à Islamabad. L'armée soviétique a, d'autre part, ramené sur la capitale des unités qui se trouvent auparavant dans la vallée stratégique du Logar, au sud de Kaboul. Selon les mêmes sources, la résistance aurait attaqué « avec l'aide de l'Iran » un convoi soviétique près de la ville d'Hérat, à l'ouest du pays. — (Reuter, AFP.)

## République sud-africaine

● QUATORZE MINEURS TUÉS ACCIDENTELLEMENT. — Deux accidents distincts ont provoqué, lundi 17 décembre, la mort de quatorze mineurs dans les mines d'or. Huit

d'entre eux ont trouvé la mort dans une mine de l'Est Rand Proprietary, à l'est de Johannesburg. Les six autres ont été tués dans une mine de la vallée du Reef appartenant à la compagnie Anglo American, située au sud-ouest de Johannesburg.

## RFA

● VOITURE PIÉGÉE. — Une voiture dont le coffre était rempli d'explosifs a été découverte, mardi 18 décembre, à une dizaine de mètres de l'entrée du centre d'instruction militaire américain de l'OTAN à Oberammergau (Bavière). Son coffre contenait trois bouteilles camping-gaz dans lesquelles se trouvaient entre 25 et 35 kilogrammes d'explosifs, ainsi que des cartouches explosives.

## Sri-Lanka

● NEUF POLICIERS TUÉS L'EXPLOSION D'UNE MINE. — Neuf policiers ont été tués, mardi 18 décembre, par l'explosion d'une mine télécommandée au passage de leur véhicule, dans le secteur de Kalawachikudy, dans l'est de l'île, a annoncé le gouvernement.

## Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse pour main voluptueuse : bague « panthère » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée : or et diamants. (Bague, clips d'oreilles et pendentif).

FRED

Jouiller, 6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 240.34.65.

Le Châtelet, 74, Champs-Élysées • Hôtel Mirador, Paris • Aéroport d'Orly.  
Hôtel Lorient, Monte-Carlo • 21, bd de la Croisette, Cannes.  
28, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

## Espagne

## Crise politique au Pays basque

(Suite de la première page.)

Arguant de la nécessité d'être « le président de tous les Basques », le *lendakari* avait fait savoir qu'il refuserait de se présenter à la réélection s'il n'était pas exempté de la discipline de parti. La direction du PNV avait alors dû s'incliner.

Nouvelle crise en mai dernier, lorsque le PNV de Navarre, très lié à M. Garaikoetxea, se refusait, malgré les injonctions de l'Euzkadi Buru Batzar, à faciliter l'élection à la tête du gouvernement navarrais d'un représentant de la formation conservatrice, Alliance populaire. La direction du PNV répliquait en dissolvant la section de Navarre du parti, privant ainsi le *lendakari* d'une de ses principales bases d'appui.

Ce nouveau heurt mettait en évidence l'aspect politique des divergences surgies au sein du nationalisme basque : tandis que l'Euzkadi Buru Batzar se montrait favorable à un rapprochement avec les formations politiques conservatrices à Madrid, le *lendakari* (qui aimait à se définir comme « social-démocrate ») était réticent, et pesait davantage pour l'établissement d'un *modus vivendi* avec les socialistes.

Le troisième affrontement durant depuis le début du mois de novembre. Il était dû aux divergences d'interprétation d'une loi qui, depuis son approbation par le Parlement de Vitoria en 1983, a cessé de diviser le PNV : la loi des territoires historiques. Elle répartit les attributions et les ressources financières entre le gouvernement de Vitoria et les Diputations, les organes de direction des trois provinces basques, dont les

titulaires sont très liés à l'Euzkadi Buru Batzar.

M. Garaikoetxea considérait indispensable de concentrer un grand nombre de prérogatives entre les mains de son gouvernement si l'on voulait que celui-ci pût réellement remplir sa tâche et se structurer de manière moderne. Invokant au contraire les vieilles franchises « fueros », dont jouissent jadis chacune des provinces basques, les adversaires du *lendakari* cherchaient à le dessaisir d'une partie de ses compétences en les octroyant aux Diputations, davantage contrôlées par la direction du PNV. Celle-ci avait finalement réussi à imposer ses thèses lors d'une assemblée, tenue le 15 décembre, mettant ainsi le *lendakari* au pied du mur.

Son départ ne contribuera certainement pas à clarifier la situation politique au Pays basque. Le PNV a démontré à nouveau son hétérogénéité politique, et se retrouve plus divisé que jamais : une grande partie des « bases » du parti, au Guipuzcoa et en Navarre surtout, continuent d'appuyer le *lendakari* sortant.

Vue de la capitale, la démission de ce dernier a également de quoi inquiéter : contrairement aux nationalistes durs de son parti, M. Garaikoetxea avait souvent tenté, sans succès sur le fond, de tenir un langage un peu plus conciliant face au gouvernement de Madrid. Tout porte à croire que son successeur n'en fera pas de même. Et ceux qui, dans les milieux proches du pouvoir à Madrid, semblaient se réjouir de la crise affectant la formation majoritaire au Pays basque, risquent de déchanter.

THERRY MALINAK.

## M. Garaikoetxea : un homme trop moderne pour son parti

De notre correspondant

Madrid. — « M. Garaikoetxea défendait des idées trop modernes pour son parti ». Ce jugement de l'un de ses principaux collaborateurs n'est sans doute pas sans fondement et contribue à expliquer pourquoi celui qui fut le premier président du gouvernement basque depuis l'autonomie retrouvée s'est, de fait, vu obligé par la direction de son propre parti à donner sa démission.

M. Garaikoetxea avait tenté de secouer la tutelle pesante du Parti nationaliste basque (PNV), qui aspire à dominer tous les rouages de la vie politique. Aussi avait-il formé un gouvernement relativement indépendant, décidé à gérer les affaires publiques sans en référer continuellement à la direction du PNV. Les divergences qui opposaient à cette dernière étaient également d'ordre politique. En matière d'éducation, de « problèmes de société », du rôle du secteur public dans l'économie, M. Garaikoetxea avait défendu plus d'une fois des options plus avancées que les principaux dirigeants du PNV, davantage liés aux secteurs conservateurs de la « famille » démocrate-chrétienne.

## Une éducation chrétienne

Au moment de l'arrivée des socialistes au pouvoir à Madrid, en décembre 1982, le président du gouvernement basque avait tenté de parvenir avec eux, malgré l'opposition de nombre de ses collègues, à un « accord historique » mettant fin, une fois pour toutes, à la querelle entre Madrid et Vitoria. « Dans le passé, la gauche a toujours mieux compris la revendication à l'autonomie que la droite », affirmait-il.

Tout semblait pourtant présager M. Garaikoetxea à partager les vues des éléments les

plus conservateurs de son parti. Né en 1939 à Pamplune, au sein d'une famille fortement influencée par les idées réactionnaires du carlisme, il étudia, comme la plupart des dirigeants du PNV, dans un collège catholique, puis à l'université de Deusto, où il fut « dirigé » par les jésuites. — où il est né en droit et en sciences économiques.

Il travailla ensuite durant plusieurs années au sein du secteur privé, en Biscaye et en Navarre, et acquiesça à cette époque la réputation d'un négociateur taiseux face aux travailleurs. Nommé président de la chambre de commerce de Pamplune au début des années 70, il commença alors à s'intéresser au nationalisme basque et apprend, à trente-cinq ans, la langue basque, l'euzkera, qu'il n'a jamais vraiment dominée à fond.

C'est le « leader historique » du PNV, M. Juan Aiaraguer, qui lui fera gravir rapidement les échelons au sein du parti. En 1977, une assemblée du PNV à Pamplune le nomma président de l'Euzkadi Buru Batzar, le principal organe de direction nationaliste. Il est ensuite désigné, en 1979, président du Conseil général basque, une institution provisoire destinée à préparer l'octroi de l'autonomie à cette région. C'est lui qui négocie la même année avec le président du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, le statut de Sucesos, grâce auquel le Pays basque retrouve l'autonomie qu'il avait perdue quarante ans auparavant, avec la chute de la République. Après la nette victoire du PNV aux premières élections régionales en mars 1980, M. Garaikoetxea s'installe à la présidence du gouvernement de Vitoria, et est ensuite réélu en février 1984.

Th. M.

## Attentats en série contre l'oléoduc Rota-Saragosse

Madrid (AFP). — Trois attentats à l'explosif ont été perpétrés, mardi 18 décembre, en trois points de l'oléoduc Rota (Cadix)-Saragosse, utilisé pour le ravitaillement en kérosène des forces militaires espagnoles et américaines en Espagne. Construit à l'origine par les Américains pour le ravitaillement de leurs bases aériennes en Espagne, il est géré par la compagnie nationale Campsa dans le cadre de l'accord de défense bilatérale hispano-américain du 2 juillet 1982.

C'est la première fois que cet

oléoduc est visé par des attentats. La première explosion s'est produite aux premières heures de la matinée à Ariza, localité située près de Arcos-de-Jalon, à 200 kilomètres au nord-est de Madrid, dans une sous-station de l'oléoduc. Elle a provoqué un incendie qui s'est rapidement propagé. Le second attentat a eu lieu à 60 kilomètres à l'est de Saragosse, à la station de pompage de Bujaraloz-La Almolda. Le troisième a été commis dans l'après-midi de mardi à Valfurra, à une dizaine de kilomètres du précédent dans la province de Huesca.







السلامة العامة

# AMÉRIQUES

## ASIE

### Josyane, Patrick, Anouk et les autres...

Les républicains ont obtenu la victoire dans les élections législatives de 1983. Josyane, Patrick, Anouk et les autres... Les républicains ont obtenu la victoire dans les élections législatives de 1983. Josyane, Patrick, Anouk et les autres... Les républicains ont obtenu la victoire dans les élections législatives de 1983. Josyane, Patrick, Anouk et les autres...

### États-Unis

#### LE CONGRÈS JUGE INSUFFISANTES LES COUPES PRÉVUES PAR M. REAGAN DANS LE BUDGET DE LA DÉFENSE

(Correspondance.) Washington. — Grâce à l'appui du président Reagan, M. Weinberger, ministre de la défense, a emporté dans la lutte qui l'opposait à ses collègues du gouvernement au sujet du budget militaire. La bataille, toutefois, est loin d'être gagnée au Congrès, où même les leaders républicains estiment que les coupes de M. Weinberger sont loin de celles jugées suffisantes pour l'adoption du budget par la Chambre des représentants contrôlée par une majorité démocrate.

Certes, pour l'année fiscale 1986, M. Weinberger a accepté une réduction des dépenses militaires de 8,7 milliards de dollars, allant ainsi au-delà des 8 milliards de réductions recommandées par M. Stockman, directeur du budget. Mais, au lieu des 20 milliards de coupes recommandées par ce dernier pour 1987 et des 30 milliards pour 1988, M. Weinberger n'envisage de diminuer les dépenses militaires que de 9 milliards en 1987 et de 10 milliards en 1988. Ainsi, au lieu d'un montant total de 56 milliards de dollars de réductions pour la période de trois ans allant jusqu'en 1988, comme le demandait M. Stockman, appuyé par la majorité des ministres et l'état-major républicain, le Pentagone envisage seulement une réduction de 28 milliards de dollars.

Les démocrates dans l'opposition, mais aussi un certain nombre de républicains, notent que les réductions proposées par M. Weinberger ne permettront pas au président Reagan d'atteindre son objectif de réduire de moitié (soit 100 milliards de dollars) le déficit budgétaire d'ici à 1988. D'autre part, il est très douteux que le Congrès accepte que soient augmentées les soldes militaires, comme le propose M. Weinberger, alors que les traitements civils doivent être réduits. Ainsi les milieux du Pentagone s'attendent à un vigoureux affrontement au Congrès.

Lors d'une conférence de presse, M. Weinberger a dit que les propositions du directeur du budget auraient « sauvagement » abaissé le budget militaire et qu'il serait « extrêmement dangereux » pour les États-Unis de « geler » les dépenses militaires. Les partisans d'une pause dans le rythme d'accroissement des crédits de la défense estiment, quant à eux, que M. Reagan ne pourra atteindre son objectif de réduction du déficit qu'en procédant à de nouvelles coupes claires dans les programmes « civils ». En effet, sans les économies recommandées sur le budget militaire, le président devra, contrairement à ses promesses, soit augmenter les impôts, soit prévoir de nouvelles réductions de programmes non militaires. Le sénateur Paul Laxalt, ami intime de M. Reagan, a souligné, pour sa part, qu'une « économie sans état essentielle pour la sécurité du pays ». Il appelle donc que le marchandage entre le chef de l'exécutif et le Congrès ne fait que commencer.

HENRI PIERRE.

### Vietnam

#### Paris se préoccupe des condamnations à mort d'Ho-Chi-Minh-Ville

Le directeur d'Asie au ministère des relations extérieures, M. Michel Combal, a « demandé », mardi 18 décembre, à l'ambassadeur du Vietnam en France, M. Ha Van Lan, de venir au Quai d'Orsay pour lui exprimer la préoccupation du gouvernement français après les condamnations à mort pour espionnage prononcées par le tribunal de Ho-Chi-Minh-Ville, a indiqué le porte-parole du ministère.

Cinq personnes ont été condamnées à mort et trois autres à la détention à perpétuité, mardi, après avoir été jugées coupables de tentative de renversement du régime communiste de Hanoï (le Monde du 19 décembre).

Le porte-parole du Quai d'Orsay a précisé que des recherches étaient en cours pour vérifier les indications, recueillies de sources concordantes au Vietnam, selon lesquelles plusieurs des accusés, dont deux des condamnés à mort, seraient de nationalité française. Paris, a indiqué le porte-parole, se réserve toute possibilité d'action si ces informations sont confirmées.

A Cannes, la fille de l'un des condamnés à mort d'Ho-Chi-Minh-Ville, M. Mai Van Hanh, a adressé un télégramme à M. François Mitterrand pour lui demander d'intervenir en faveur de son père.

Interrogée par l'AFP, Sophie Van Hanh a déclaré avoir appris la nouvelle en regardant la télévision et avoir formellement reconnu son père. « Mon père, qui a la double nationalité française et vietnamienne, est pilote de ligne à Royal Air Maroc, a-t-elle précisé, et il était parti au Vietnam en août dernier. Depuis, ma sœur Clara et moi n'avons plus de nouvelles. » L'ancienne épouse de M. Mai Van Hanh, qui vit également à Cannes, a indiqué, de son côté, que le père de ce dernier était autrefois vétérinaire à Hanoï et marié à une Européenne. M. Mai, ajoute-t-elle, a été officier instructeur dans l'aviation française au Vietnam.

#### Nouveau procès

A Ho-Chi-Minh-Ville, annonce l'AFP, des sources dignes de foi indiquent que de nouveaux procès sont attendus, dans lesquels près de deux mille personnes pourraient être impliquées. Les procès qui se préparent porteront soit sur des activités « contre-révolutionnaires », c'est-à-dire d'opposition au régime communiste de Hanoï, soit sur des affaires de corruption, soit sur d'autres affaires de droit commun, ont précisé ces sources.

Le prochain grand procès qui doit se dérouler à Ho-Chi-Minh-Ville sera celui de quelques quatre-vingt bouddhistes, rattachés à une pagode de la région, qui seront jugés pour activités « contre-révolutionnaires ».

On prévoit, d'autre part, que plusieurs dizaines de personnes liées aux accusés condamnés mardi seront également jugés prochainement. Selon certaines sources, l'instruction d'une affaire en relation avec le suicide du principal accusé, un haut responsable de la province de Minh-Hai, dans le delta du Mékong.

Le Comité d'entente des anciens d'Indochine a adressé au président de la République un télégramme exprimant « l'extrême émotion ressentie par tous ses membres » devant le procès de Ho-Chi-Minh-Ville et lui demandant d'intervenir « de façon immédiate » auprès des autorités vietnamiennes en faveur des condamnés.

Le Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme formule la même requête, en ajoutant que les personnes condamnées « n'ont fait que leur devoir en luttant pour les droits fondamentaux du peuple vietnamien et pour le respect des accords de Paris ».

### Inde

#### MENAKA CONTRE RAJIV

#### La bataille des Gandhi

De notre correspondant

New-Delhi. — « C'est un amoureux, un mou, un fils-à-maman, un bébé politique immature. » O duocours familiales ! Quand elle évoque son beau-frère premier ministre, Menaka Gandhi (1) n'est jamais à court d'images. La jeune dame (vingt-sept ans) a la dent dure, du charme et une énorme ambition : enlever à Rajiv Gandhi son mandat de député d'Amethi, une petite circonscription d'Uttar-Pradesh.

Le projet ne date pas d'hier, mais certains pensent que, l'adversaire ayant changé récemment de stature — le voilà tout de même maître du gouvernement et de la puissante machine électorale du Congrès — Menaka y renoncera. C'était mal connaître la bouillante jeune femme : elle vient de confirmer que le « duel des Gandhi » aura bien lieu à la date et à l'endroit prévus. Les quatre cent mille électeurs d'Amethi, et avec eux la presse tout entière, se délectent déjà par avance du spectacle. Les Indiens adorent les histoires de famille. Et la querelle à épisodes des Gandhi vaut bien « Dallas » à domicile et en hindi...

Résumons. Menaka est la veuve de Sanjay Gandhi, le fils préféré d'Indira, l'héritier présumé disparu dans un accident d'avion il y a quatre ans. Menaka espère reprendre le flambeau politique de son époux et — qui sait ? — peut-être même assumer un jour la succession des Nehru à la tête de

l'Inde. Les deux femmes ne s'aimaient pas, tout en ayant beaucoup de points communs et une manière un peu identique de se situer très haut par rapport à la plèbe. Mais, c'est connu, Indira ne faisait vraiment confiance qu'à la chair de sa chair. C'est Rajiv, l'autre fils, l'aîné qui n'aimait pas la politique, qui fut choisi par balles-maman pour assumer la dynastie.

Le grand frère chausse donc les bottes du cadet disparu, et s'en alla conquérir le siège encore chaud d'Amethi, laissé vacant par Sanjay. « Une imposture », dit aujourd'hui Menaka. Evincée de la succession, la jeune veuve en conçut beaucoup d'amertume et entreprit, dans l'ombre d'abord, de saboter l'image politique, déjà bien floue, de son beau-frère. Début 1983, la rupture entre Indira Gandhi et sa bru était consommée. Menaka fut priée de quitter le domicile familial, celui du premier ministre, et, bientôt, les deux femmes ne correspondaient plus que sur du papier bleu.

#### L'aversion d'Indira

Aujourd'hui, le Forum a un député au Parlement et une poignée de représentants dans quelques assemblées régionales (en Andhra-Pradesh notamment). C'est encore peu, et, si les princes de l'opposi-

tion ne dédaignent pas d'utiliser de temps à autre la jeune femme pour exaspérer la famille au pouvoir, ils ne la prennent pas vraiment au sérieux. Menaka n'est pas dupe, elle se fait les dents... Pour exister, elle s'oppose. Et, même si Rajiv la considère « quantité politiquement négligeable », ses réunions publiques attirent toujours des milliers de curieux.

Un jour elle invita publiquement tous ceux qui détenaient des informations sur les relations privées, orageuses selon elle, de Menaka et de Sanjay, à les publier. Une autre fois elle déclara à un journaliste étranger que le mariage des jeunes gens résultait à son avis d'une conspiration inspirée par des forces hostiles pour infiltrer la résidence familiale. Amorcée un jour de 1981 dans l'intimité d'un salon de famille, la querelle se poursuit aujourd'hui dans l'arène politique.

Fille d'un officier sikh (2), Menaka a hérité d'un tempérament de battant, et le rôle de veuve-épilée-maltraitée-par-la-vie qu'elle affectionnait à ses débuts ne lui convenait pas vraiment. En mars 1983, deux mois après la rupture familiale, elle fonde son propre parti, le Rashtra Sanjay Manch (le Forum national de Sanjay) avec quelques anciens lieutenants de son époux disparu.

Aujourd'hui, le Forum a un député au Parlement et une poignée de représentants dans quelques assemblées régionales (en Andhra-Pradesh notamment). C'est encore peu, et, si les princes de l'opposi-

tion ne dédaignent pas d'utiliser de temps à autre la jeune femme pour exaspérer la famille au pouvoir, ils ne la prennent pas vraiment au sérieux. Menaka n'est pas dupe, elle se fait les dents... Pour exister, elle s'oppose. Et, même si Rajiv la considère « quantité politiquement négligeable », ses réunions publiques attirent toujours des milliers de curieux.

A Amethi, elle a très peu de chances de l'emporter, mais, bien meilleur tribun que son beau-frère, elle peut faire un score embarrassant pour le gouvernement. A condition, bien sûr, que sa fougue naturelle ne l'entraîne pas à emboucher la trompette favorite de l'opposition : celle qui dénonce « la domination dynastique des Nehru-Gandhi » sur la vie publique indienne. Après tout, s'il est vrai que Rajiv n'est encore dans l'opinion que « le fils de... », Menaka sait bien aussi qu'elle doit le plus grand part de son existence médiatique au nom qu'elle porte...

PATRICE CLAUDE.

(1) Le prénom de la veuve de Sanjay Gandhi est bien Menaka, et non Maneka. Elle a elle-même publié récemment un communiqué en ce sens.

(2) Ses parents étant sikhs, Menaka a épousé la même confession. On la voit cependant peu dans les gurdwaras, les temples de la religion, et elle ne s'est jamais identifiée publiquement à la communauté. Son fils Varun n'est pas sikh.

# HISTOIRE DE FRANCE

Sous la direction de Jean Favier

**Karl Ferdinand Werner**  
**Les origines**  
536 pages  
98F

**Jean Favier**  
**Le temps des principautés**  
504 pages  
98F

**PIANOS BAUDE**

LOCATION 280 f/mois  
VENTE 252 f/mois  
CREDIT GRATUIT 12 mois  
LIVRAISON GRATUITE  
GARANTIE 10 ANS  
75 bis. av. de Wagram  
75017 PARIS  
763 34 17 / 227 88 54

**Nouvelle collection d'actualité "POINTS CHAUDS DU GLOBE"**

**NICARAGUA, SALVADOR, IRAK-IRAN, LIBAN...**

Quel est le rôle des États-Unis et de l'Union Soviétique dans ces conflits ? Ces "Points Chauds du Globe" sont-ils inévitables pour éviter l'apocalypse nucléaire ?

par **Jacques SOPPELSA**,  
Président de l'Institut National d'Études Supérieures de Défense

Éditeur : PUBLICATION DE LA SORBONNE - (01) 329 12 13

**LIQUIDATION**

**JEAN PIERRE**

PARIS & PORTES DE LA SEINE

10, rue de Valenciennes, PARIS



## Les exilés de

### II. - Querelles sans

l'œuvre de la monarchie est fruste  
et encore douteuse. Malgré leurs  
efforts et les multiples débâcles  
qu'ils ont eues au cours des récentes  
élections, les dirigeants des organes  
généralistes, socialistes, qui ont  
dominé pendant des années la gauche  
française et ont prouvé qu'à Paris  
on ne sait rien de son sujet, l'Etat  
et la République, le chef du  
Mouvement général de la rénovation  
politique (MGRP), qui fut le  
premier ministre du général de  
Gaulle. Rémi Pélissier, après avoir été  
ministre de l'économie pendant dix  
mois de quelques années l'an  
dernier, a écrit, dans la revue  
«Jeune gauche», la manifestation  
de la monarchie est non seulement  
possible mais inévitable.  
«Ainsi, pensait-il, dans le régime  
monarchique, sans la loi, mais

**le de Gaulle de France**

Il est également **présenté comme** le **premier** d'un **privé** de M. Ali Amin, **président** de l'Assemblée nationale de l'Irak. Il faut que les deux hommes aient eu d'un **réflecteur** la **présence** du **prince héritier** (ou **roi**). Les deux dirigeants ont eu une **séance** à leurs **conversations** **elles** en **septembre** le **18 juillet 1983** en **déclaration commune** dans le **palais** du **président** le **roi** et le **président** **constitutionnel**. Depuis, **à plusieurs** **autres** **deux** **deux** **conversations** **se** **peuvent** **à** **flashes** **notées** **et** **parle** **sur** **sur** **des** **questions** **de** **personne**. M. Ali Amin, **qui** **présente** **coordonnateur** **du** **P.I.L.** **est** **généralement** **éparpillé**. Mais **en** **coûte** **sa** **conscience** **et** **sa** **bonne** **Après** **tout**, **il** **n'a** **pas** **conscience** **de** **la** **parodie** **de** **la** **monarchie** **constitutionnelle**. Retiré **de** **la** **vie** **politique** **actuelle** **de** **l'Irak**, **le** **premier** **ministre** **du** **château** **avait** **accusé** **en** **1978** **en** **suggérant** **le** **premier**, **dans** **un** **interview** **au** **mode**, **que** **le** **souverain** **"s'écartera** **un** **certain** **temps** **"pour** **surveiller** **l'opération** **et** **épurer** **son** **entourage** **de** **la** **"France**, **Israël** **et** **autres** **ennemis** **qui** **peuvent** **être** **quatre** **des** **plus** **du** **réflecteur**.

PETER RODDY VELL

# ENCYCLOPÉDIE

de la micro  
informatique



**HACHETTE**  
*Informatique*

150 من المصنف



سنة ١٤٠٥ هـ

## PROCHE-ORIENT

### Les exilés de Khomeiny II. - Querelles autour du prétendant

par JEAN GUEYRAS

En cinq ans, Paris est devenu le principal centre de ralliement de la classe politique iranienne hostile au régime de Khomeiny. Profitant d'une conjonction politique favorable, les dirigeants de l'opposition s'ont en qu'à se féliciter de l'attitude des autorités françaises à leur égard. Il n'en est pas de même pour une grande partie des réfugiés, notamment des intellectuels, qui éprouvent de plus en plus de difficultés à vivre en France (le Monde du 19 décembre).

Le retour de la monarchie en Iran est-il encore possible ? Malgré leurs divisions et les multiples déboires qu'ils ont eus au cours des récentes années, les dirigeants des organisations pro-monarchistes qui se sont installés et ont proliféré à Paris n'ont aucun doute à ce sujet. Pour M. Chapour Bakhtiar, le chef du Mouvement national de la résistance iranienne (MNRI), qui fut le dernier premier ministre du chah, le rétablissement de la monarchie est non seulement possible mais inéluctable. « Notre meilleur allié dans ce domaine, affirme-t-il sans se laisser aux visiteurs qu'il reçoit dans sa résidence de Suresnes, gardée par une douzaine de gendarmes taillonnés, est le régime de Khomeiny lui-même. Grâce à l'imam, l'idée même d'une république est discréditée et est devenue une monstruosité que les Iraniens ne peuvent plus tolérer sous quelque forme que ce soit : khomeyniste ou radjafiste. »

Au fil des ans, le « républicain » Bakhtiar, qui a souvent affirmé qu'il avait accepté le poste de premier ministre du chah pour mieux faciliter son départ, est devenu un « royaliste » à tout crin. Il y a encore quelques années, lors de sa rentrée politique à Paris en juillet 1979, il réclamait l'organisation d'un « nouveau référendum, un vrai », pour que le peuple iranien puisse « choisir librement entre la monarchie et la république ». Il a maintenant l'air de craindre que ce référendum qui sera et forcément « manipulé, ainsi qu'il est d'usage dans nos pays du tiers monde », en vue d'une « élection libre » en vue d'une « monarchie qui opère » pour lui le doute n'est pas de mise — pour une monarchie constitutionnelle.

« La de Gaulle de l'Iran »

Telle est également grosse mode la position de son rival, M. Ali Amini, président du Front de libération de l'Iran (FLI), qui lui aussi, a abandonné l'idée d'un référendum. Sous la pression du prince héritier Cyrus Reza, les deux dirigeants ont mis une sourdine à leurs querelles stériles en signant le 18 juillet 1983 une déclaration commune dans laquelle ils préconisent le retour à une monarchie constitutionnelle. Depuis, la polémique entre les deux organisations se poursuit à travers montchets, et porte surtout sur des questions de personnes. M. Ali Amini, qui s'est proclamé coordinateur du FLI, est généralement égaré. Nul ne met en doute sa sincérité et sa bonne foi. Après tout, n'a-t-il pas toujours été un partisan de la monarchie constitutionnelle ? Retiré de la vie politique active depuis 1961, l'ancien premier ministre du chah avait fait sensation en 1978 en suggérant le premier, dans une interview au Monde, que le souverain « s'éclipse pour un certain temps » pour sauver la monarchie et épurer son entourage des « frères, sœurs et autres satellites qui pendant quinze ans ont profité du régime ».

Foncièrement libéral, ne nourrissant aucune ambition personnelle, attaché à sa vocation de « coordinateur » de l'opposition qu'il souhaite unifier, M. Amini veut rester en dehors de la mêlée. Mais ses adversaires, « bakhtiaristes » ou autres, lui reprochent d'avoir laissé les courtes franches à son lieutenant, le secrétaire général du FLI, M. Chahine Fatemi, qu'ils jugent un peu trop « inconditionnellement monarchiste », après avoir été dans sa jeunesse un adversaire de gauche du chah. Certains trouvent cette conversion d'autant plus suspecte qu'il était le neveu M. Hossein Fatemi, ministre des affaires étrangères de Mossadegh, exécuté en 1953 sur l'ordre du chah.

Quoi qu'il en soit, sa charge aujourd'hui d'être devenu un « ultra-monarchiste », autant par conviction personnelle que par réalisme politique, car, dit-il, « je ne vois aucune voie de salut pour l'Iran en dehors d'une monarchie constitutionnelle ». Contrairement à beaucoup d'autres monarchistes, il s'abstient de critiquer le régime de Pahlavi, qui constitue selon lui « la période la plus remarquable de notre histoire ». Il est particulièrement sévère à l'égard de M. Bakhtiar, dont il se défend d'être l'allié. « Il faut qu'il soit logique envers lui-même, dit-il. Il ne peut à la fois critiquer le régime du chah et être loyal à la Constitution de 1906. Pour que nous puissions collaborer sans arrière-pensée, il faudrait aussi qu'il se soumette à une direction collective, ce dont il est parfaitement incapable. Il aspire à devenir le général de Gaulle de l'Iran et son

unique sauveur. En somme, il se pose en rival du chah. Entré par sa fervente monarchiste, M. Fatemi se proclame « fondamentalement contre-révolutionnaire » et « fier de l'être ». Selon lui, l'opposition monarchiste de droite est la seule qui a une chance en Iran, et il entend profiter de cette situation.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les deux organisations rivales n'aient pas célébré ensemble, le 5 août dernier, l'anniversaire de la Constitution de 1906. M. Bakhtiar a profité de l'absence de ses « alliés » pour clouer au pilori ses détracteurs du FLI qui « se veulent plus royalistes que le roi » et pour lesquels il a inventé le terme péjoratif de chaholahi (allusion aux chaholahi, les partisans inconditionnels de l'imam Khomeiny). Soucieux de préserver les apparences, M. Bakhtiar n'a à aucun moment cité le nom de M. Fatemi, mais l'a décrié, rompu aux toutes premières heures, a reconnu le secrétaire général du FLI dans l'étrange animal « reptile qui se croit devenu un aigle impérial défendant le prestige de la royauté » et dans le portrait d'un « nostalgique impénitent de la tyrannie couronnée qui a l'habitude de retourner sa veste et de changer de positions politiques ».

En ce qui le concerne, M. Bakhtiar estime qu'il est demeuré fidèle à lui-même. « Après tout, dit-il à qui veut l'entendre, j'ai toujours été l'héritier de Mousa, qui ne cherchait pas autre chose qu'une monarchie constitutionnelle. » En fait, le chef du MNRI, qui compte parmi ses partisans autant de royalistes que de républicains issus de l'ancien Front national, est obligé de tenir un double langage, pour satisfaire à la fois les exigences de son programme de restauration de la monarchie et tenir compte des réserves formulées par les « républicains » de son mouvement qui se sont ralliés à lui après l'effondrement des « monarchistes » du vieux Front national. Les « républicains » du MNRI ont adhéré au mouvement par fidélité à M. Bakhtiar, et surtout parce qu'ils ne savaient pas exactement quoi faire. Ils ne contestent pas la ligne monarchiste préconisée par leur chef, mais souhaitent des garanties pour que le prince Reza ne suive pas l'exemple de son père.

Pour la princesse Azadeh, fille de la princesse Achraf, elle-même sœur jumelle du défunt chah d'Iran, la querelle entre « bakhtiaristes » et « aminiistes » est futile, car aucune des deux parties en présence ne représente dignement la monarchie des Pahlavi. La jeune princesse qui, depuis cinq ans, s'efforce, dans la faible mesure de ses moyens, de défendre la mémoire de son oncle, réserve cependant ses foudres les plus acérées à M. Bakhtiar, à qui elle n'a apparemment pas pardonné sa « trahison » de janvier 1979. Elle admet qu'il y a eu corruption en Iran, mais estime qu'elle n'était pas le fait de l'empereur et que les « corrompus » ont transporté en exil leurs habitudes. Pour elle, ceux qui se réclament à cor et à cri de la dynastie à Paris ne souhaitent en fait que profiter de la popularité que la monarchie conserve toujours en Iran. En ce qui la concerne, elle est certaine pour la restauration, mais après que la famille royale aura été épurée de ses éléments « corrompus et trahis ». Elle scandalise même certains de ses proches en souhaitant la constitution, à Téhéran, d'un gouvernement d'union nationale de gauche d'où ne seraient exclus ni les toudchis (communistes) ni les moudjahidines.

Des torrents de boue

Les vues de la princesse Azadeh, tolérées par sa mère, la princesse Achraf, sont en partie partagées par les membres d'une nouvelle organisation monarchiste, la Ligue d'anciens officiers de l'armée impériale iranienne pour l'honneur (LOIH), qui regroupe d'anciens officiers de l'armée impériale réfugiés à l'étranger et qui, pour l'instant, tiennent à conserver l'anonymat. La LOIH a fait récemment connaître les grandes lignes de son programme. Celui-ci prévoit que la question de la monarchie sera tranchée par le Majlis, librement élu, qui se prononcera après avoir reçu l'aval de la hiérarchie religieuse chite, incarnation du pouvoir spirituel. Signe des temps, ce même programme prévoit l'interdiction absolue du commerce de l'alcool, des casinos, fumeries, tripes, boîtes de nuit, admettant ainsi le bica-férisé de certaines mesures prises par l'actuel régime de Téhéran. Enfin, la LOIH se proclame non seulement monarchiste mais aussi révolutionnaire et se désolidarise de « certains courtisans des dernières années de feu Mohamed Reza Pahlavi, l'accusant ces hommes de la honte et du déshonneur qui, par leurs excès, ont provoqué le déclenchement de la subversion ».

L'accusation de corruption est devenue monnaie courante dans le monde des monarchistes de Paris, et M. Bakhtiar ne perd jamais une occasion de mettre en cause la princesse Achraf, qui souhaite installer un centre de pouvoir absolu et corrompu dirigé par un colonel de l'armée, pour continuer à exercer son influence néfaste.

Pour éviter d'être éclaboussé par le torrent de boue que se jettent à la figure les protagonistes parisiens du psychodrame monarchiste, le prince Cyrus Reza, sur les conseils pressants des membres de son entourage, a décidé de se placer au-dessus de la mêlée en évitant de s'installer à Paris et en coupant tous ses liens avec les membres de la famille royale, à l'exception de sa mère et de ses frères et sœurs. L'entourage du jeune prince est d'ailleurs mis en cause par certains anciens officiers qui auraient souhaité eux-mêmes le flanc d'un « bureau politico-militaire » afin de dicter sa conduite. Certains des membres de l'entourage sont accusés d'être des « aventuriers corrompus » qui n'ont rien compris de la leçon de l'histoire et dont la seule tâche est de dresser un mur entre le prince héritier et les éléments sains de la monarchie Pahlavi. Il est également reproché à MM. Amini et Bakhtiar, qui sont en contact fréquent avec le prince Cyrus, de l'avoir « chambré » au Maroc pour l'empêcher d'être le « roi de tous les Iraniens ».

L'affaire se complique du fait que MM. Amini et Bakhtiar ne sont pas d'accord sur le titre auquel a droit le prince héritier. Ce dernier s'est proclamé en novembre 1980 empereur, en se déclarant prêt à « assumer ses responsabilités de roi ». M. Bakhtiar cependant refuse de le considérer comme le chah en titre, affirmant que tant qu'il n'aura pas été, ainsi que le prévoit la Constitution de 1906, serment de fidélité devant le Majlis, il n'est que le « prince héritier et le prétendant légitime au trône des Pahlavi » point de vue largement partagé par de nombreux partisans de la monarchie. Pour M. Bakhtiar, accorder prématurément le titre de Chahinshah au prince Reza « complique la position du chah et crée un obstacle devant les progrès de la démocratie et de son installation graduelle en Iran ».

#### L'ombre de l'Irak

Un autre élément de discord — et non des moindres — qui divise le camp monarchiste est l'attitude à adopter à l'égard de l'Irak en guerre contre l'Iran. Sur ce point, M. Bakhtiar, dont les liens avec Bagdad sont notoirement, est totalement isolé. M. Chahine Fatemi va jusqu'à reconnaître à l'imam Khomeiny qu'il possède le mérite d'avoir défendu « l'intégrité et la souveraineté de l'Iran » face à l'agression irakienne, ajoutant qu'il préfère sauvegarder l'unité de son pays plutôt que de le voir débarrassé du joug de Khomeiny, qui, de toute façon, ne saurait durer éternellement.

La princesse Achraf défend un point de vue similaire. Elle est hostile à toute collaboration avec l'Irak, « ennemi du peuple iranien », même si cela devait « faciliter la chute de Khomeiny et le retour de la monarchie en Iran ». Elle ajoute avec une pointe de regret : « Malheureusement, je dois dire que beaucoup de gens dans l'opposition touchent de l'argent de l'Irak et des Arabes », allusion transparente aux rumeurs tenaces selon lesquelles la prospérité financière du mouvement de M. Bakhtiar serait d'origine irakienne. Ce dernier jure cependant ses grands dieux que, depuis quatre ans, il n'a « pas reçu un sou » de Bagdad et que, de toute façon, il garde une totale indépendance d'action à l'égard de l'Irak.

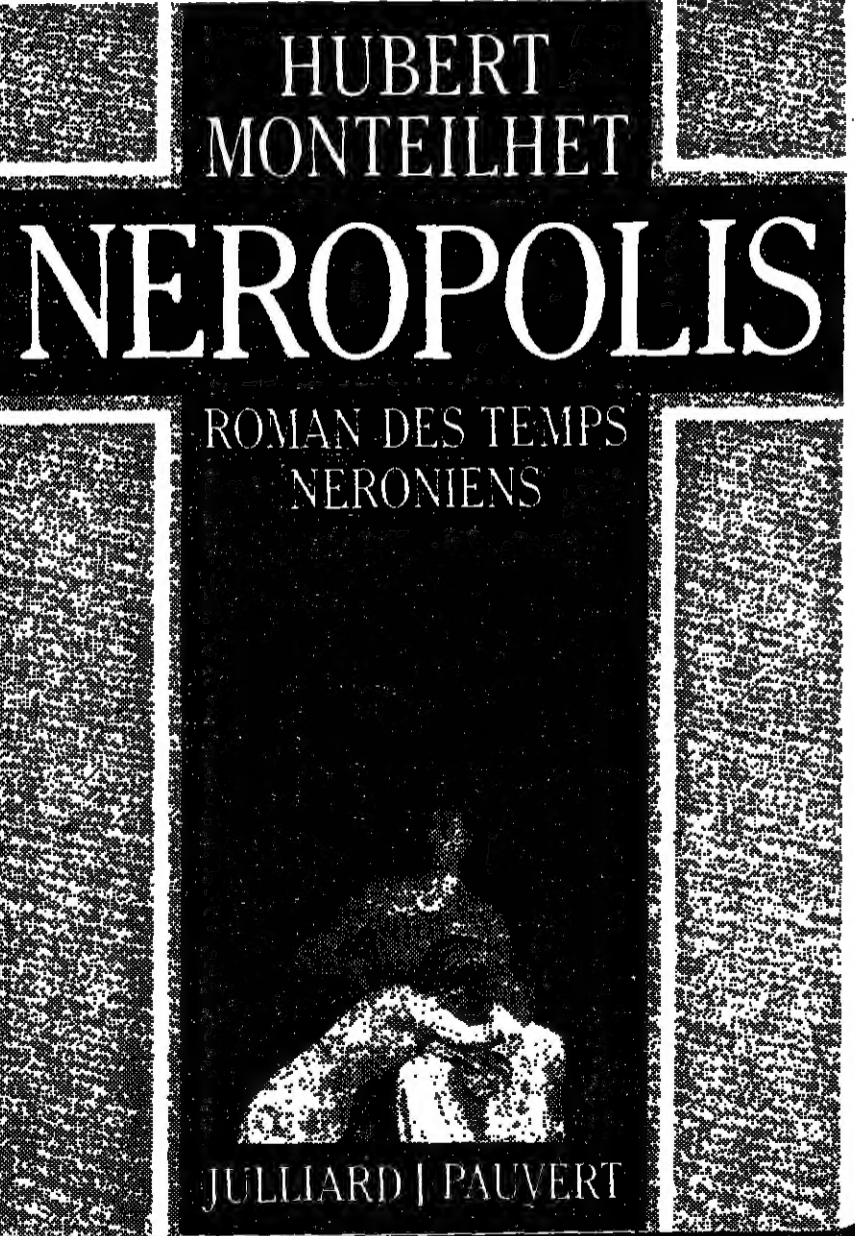
M. Houchang Nahavandi, ancien directeur de cabinet de l'impératrice Farah Diba, estime pour sa part que les Iraniens ne pardonneront jamais à Bagdad son agression de 1980, et que tous ses compatriotes « considèrent cette guerre comme la leur ». Comme autrefois pour ses vases monarchistes, il a mis beaucoup d'eau dans son vin. Il admet certes, comme MM. Bakhtiar et Amini, que les excès de Khomeiny ont créé en Iran une certaine nostalgie à l'égard de la monarchie. Mais il ne pense pas que dans les conditions actuelles, la dynastie des Pahlavi puisse constituer une solution de rechange. « Il faudrait pour cela, affirme-t-il, que le prince héritier soit capable de mobiliser ses partisans. Ce n'est, hélas, pas le cas. Le prince Reza pourrait être un excellent roi de type suédois, il n'est cependant pas capable de conduire son peuple à la conquête du pouvoir à Téhéran ».

M. Freidoune Sahebjam, journaliste et écrivain iranien, qui fut autrefois un chaud partisan des Pahlavi, doute que ces derniers puissent un jour revenir au pouvoir. Il rappelle que, depuis vingt-cinq siècles, plus de vingt-cinq dynasties différentes se sont succédées en Iran, sans que jamais l'une d'elles ait réussi à supplanter son trône après en avoir été chassée. « Une chose est certaine, affirme-t-il, ceux qui ont eu la responsabilité des affaires durant les trente dernières années n'ont pratiquement aucune chance en Iran. Ils ont trop promis, trop parlé, trop écrit et trop trompé, et des milliers de leurs partisans se sont fait tuer en leur nom ».

Prochain article :

UN DIVORCE  
A AUVERS-SUR-OISE

# Un immense succès A lire et à offrir



“Un tour de force”  
JACQUELINE PATHER “LE MONDE”  
“Conforme à la vérité historique”  
PIERRE GRIMAL “LE MONDE”







Etats-Unis s'apprêtent à confirmer leur retrait de l'UNESCO

Washington, 20 décembre. Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils se retireraient de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Cette décision, prise par le Congrès, est la conséquence d'un vote en faveur du retrait de l'Assemblée nationale, qui a eu lieu le 15 décembre. Le président Jimmy Carter a annoncé qu'il approuverait cette décision. Les Etats-Unis ont rejoint l'UNESCO en 1954, mais ont été suspendus en 1964 en raison de leur refus de reconnaître le régime de Cuba. Ils ont été réintégrés en 1984, mais la décision de se retirer est maintenant définitive.

Le retrait des Etats-Unis de l'UNESCO est une décision importante qui a des implications internationales. L'UNESCO est une organisation internationale qui vise à promouvoir la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. Elle a été créée en 1945 et compte aujourd'hui plus de 100 membres. Les Etats-Unis ont été l'un des fondateurs de l'organisation et ont joué un rôle important dans son développement. Cependant, leur retrait est une perte pour l'organisation et pour le monde entier.

Le retrait des Etats-Unis de l'UNESCO est une décision qui a été prise par le Congrès, mais qui n'a pas été approuvée par le président Carter. Le président Carter a déclaré qu'il ne pouvait pas signer la loi sur le retrait de l'UNESCO, car elle était contraire à ses principes. Il a déclaré qu'il continuerait de soutenir l'UNESCO et qu'il continuerait de travailler pour la réintégration des Etats-Unis dans l'organisation.

Le retrait des Etats-Unis de l'UNESCO est une décision qui a des implications internationales. L'UNESCO est une organisation internationale qui vise à promouvoir la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. Elle a été créée en 1945 et compte aujourd'hui plus de 100 membres. Les Etats-Unis ont été l'un des fondateurs de l'organisation et ont joué un rôle important dans son développement. Cependant, leur retrait est une perte pour l'organisation et pour le monde entier.

Le retrait des Etats-Unis de l'UNESCO est une décision qui a des implications internationales. L'UNESCO est une organisation internationale qui vise à promouvoir la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. Elle a été créée en 1945 et compte aujourd'hui plus de 100 membres. Les Etats-Unis ont été l'un des fondateurs de l'organisation et ont joué un rôle important dans son développement. Cependant, leur retrait est une perte pour l'organisation et pour le monde entier.

LES GISCARDIENS DU PR FACE AU « FAIT BARRISTE »

## Les limites d'un débat « loyal »

As conseil national de leur parti à Joinville-le-Pont, les 20 et 21 octobre dernier, les barristes du PR n'avaient pas osé franchir le pas et s'organiser en courant. Ils s'étaient même montrés discrets. Seul M. Charles Millon, député de l'Ain, était intervenu pour insister sur la nécessité d'ouvrir un débat à propos de la stratégie et de la tactique du PR dans la perspective des élections législatives de 1986.

Deux mois plus tard, ils ont paru goûter une sorte de revanche en assistant à l'importante manifestation organisée à Toulouse le 13 décembre par la fédération de Haute-Garonne du PR en l'honneur de M. Barre.

C'était alors au tour de M. Léotard de faire grise mine. « Le fait barriste » était officiel. Aujourd'hui, les barristes du PR lancent un bulletin de liaison - « Le Contrat libéral », mensuel ou bimestriel de huit pages, qui veut alimenter ce débat sur les choix stratégiques du parti. Des députés comme MM. Clément, Mayoud, Micaux, Fèvre, Kergueris ou Perrut, des sénateurs comme MM. Pasch ou Mathias, des responsables de fédération, participent au comité d'orientation. M. François D'Aubert, député de la Mayenne, est directeur de la rédaction, M. Francis Delattre, maire de Francouville, directeur de la publication, et M. Charles Millon président du comité d'orientation.

Une telle initiative, si elle peut paraître naturelle dans le cadre d'un débat loyal au sein d'un parti qui se veut respectueux du pluralisme, n'est pas sans risque de susciter quelques tensions. M. Léotard, secrétaire général, a mal digéré Toulouse et le forçage des barristes.

Une épreuve de force est ainsi engagée entre giscardiens et barristes, qui devraient connaître bien des péripéties tant les conceptions d'un débat loyal au sein d'un parti que M. Léotard veut fidèle à M. Giscard d'Estaing peuvent diverger. Nous publions ci-dessous le point de vue de chacun des deux camps.

CHRISTINE FAUVET MYCIA

### M. Léotard : garder les clefs de la maison

« Regrettez-vous d'être allé à Toulouse assister à la réunion publique organisée en l'honneur de M. Barre ?

Il est normal que le patron du Parti républicain assiste à une manifestation importante organisée par une fédération qui compte de nombreux militants. J'ai bien fait d'y aller. J'ai voulu montrer que le Parti républicain n'est pas prêt à donner les clefs de la maison à des visiteurs de passage.

Considérez-vous que cette manifestation est une sorte de remise en cause du conseil national du PR de Joinville-le-Pont ?

Non. Je me réjouis que la manifestation de Toulouse ait été une réussite mais il ne faut pas confondre l'assistance avec la fédération du PR. Il n'y a pas adéquation entre les deux. Je tiens à dire que si l'on veut, pour influencer le débat à l'intérieur du PR, utiliser d'autres voies que les voies démocratiques mises en place dans le parti, on utilise une démarche tortueuse et politicienne.

C'est-à-dire...

Si l'on veut continuer, une fois exprimée le choix du parti, à gêner le secrétaire général avec des questions de personnes, on ne trouve. Je suis Corse, combattif et, quand on me cherche, on me trouve.

Vous craignez les querelles de personnes, le « combat des chefs » ?

Non. Je suis moins inquiet qu'impressionné. Je crois que le PR est devenu un parti plus adulte qui est davantage attaché au débat d'idées qu'aux querelles de personnes. Le PR, nous voulons faire notre travail, et la seule chose qui compte c'est de savoir comment nous serons jugés par l'opinion. Je pense que son jugement sera impitoyable, qu'elle ne pardonnera pas les démarches personnelles qui apparaîtront comme des démarches carriéristes. Elle ne tolérera pas non plus que des partis deviennent des chapelles. Si je me suis rendu à Toulouse, c'est justement pour montrer qu'au PR nous n'avons ni refus, ni blocages, ni tabous. Je crois que sur ce point le PR est relativement sérieux.

Au conseil national de Joinville-le-Pont, vous avez affirmé que vous n'étiez pas hostile à l'organisation d'un débat sur les choix stratégiques au sein du PR s'il n'empêcherait pas une « déstabilisation ». Quelles limites précises fixez-vous à ce débat et dans quel cadre doit-il se dérouler ?

Le débat au PR doit être le plus libre et le plus organisé possible. Il doit être préparé par les représentants et sanctionné par un vote. La seule instance dans laquelle il peut avoir lieu est le bureau politique qui est une instance statutaire. Il a déjà commencé. Il a porté sur le mode de scrutin avec des rapports établis par Alain Madelin et Charles Millon. Le

vote qui interviendra en fin de discussion déterminera la ligne du parti. Si certains membres du bureau ne sont pas d'accord, ils pourront continuer à exprimer leur point de vue, mais en rappelant quelle est l'orientation générale choisie par le parti.

Ce qui ne sera en tout cas jamais discutable c'est le fond doctrinal, la référence au libéralisme, à ce que nous avons écrit depuis une dizaine d'années.

Je considérerais qu'il y a déstabilisation quand seront menées des attaques contre la direction du parti, contre le secrétaire général, à des fins politiciennes.

Il vous est arrivé, par le passé, de considérer favorablement l'organisation des courants au sein du PR. Quand il s'agit du PR vous semblez manifester une moins grande compréhension.

Le PR est un parti qui a besoin de s'affirmer. Si des courants s'organisent aujourd'hui ils porteraient uniquement sur les hommes. Je ne crois pas que cela soit une bonne formule. Si le débat au PR n'est pas aussi organisé qu'au PS il n'existe pas. Le document que nous avons élaboré à Joinville-le-Pont est le fruit de débats et de discussions. Il n'y avait pas de courants mais cela revient au même. Les discussions ont surtout porté sur l'école et l'économie. Ce sont les plus libéraux qui l'ont emporté.

Pour rester à la pointe du courant libéral, le PR ne tombe-t-il pas dans l'ultra-libéralisme ?

Le PR souhaite être le vecteur du courant libéral. Actuellement on voit un certain nombre de gens revenir aux idées libérales. C'est la raison pour laquelle nous allons prochainement lancer une campagne sur le thème : « Vérifiez les étiquettes, ce qu'on vous vend sous l'appellation de libéralisme ». Nous disons, nous, quand d'autres persistent à prétendre que nous sommes allés assez vite et assez loin, le plus vite et le plus loin possible. On nous taxera d'ultra-libéraux, ce n'est pas grave.

Que pensez-vous de l'initiative des barristes du PR de publier un bulletin de liaison ?

Il y a actuellement plus de quatre-vingt titres locaux du PR et je ne sais combien de bulletins municipaux. Qu'il y ait un bulletin, c'est très bien. Si ce bulletin est consacré à un débat d'idées sur de grands sujets, pourquoi pas ! Nous avons ce débat au bureau politique. S'il s'agit d'une remise en cause systématique du secrétaire général, de l'équipe dirigeante et des orientations du PR, alors, ce serait inacceptable.

Le débat doit rester loyal. Il doit porter sur de vrais sujets et se conclure par un vote. Je dis oui au débat mais pas à un débat sans fin sur le sexe des anges. Oui, il débouche sur des décisions opérationnelles.

Pensez-vous que vous pourriez rapidement effectuer des choix stratégiques, en ce qui concerne tout le mode de scrutin que la question des alliances ou de la cohabitation ?

Je connais mon parti et je peux déjà vous dire quelles seront ses réponses. Je sens se dessiner les majorités : oui à la cohabitation, non à la proportionnelle pour l'instant ; oui à l'alliance UDF-RPR mais non à l'alliance avec le Front national et enfin, pas question de choisir un présidentiable dès maintenant.

Une fois que ces choix seront intervenus et ils peuvent intervenir dans un mois, pas plus, il ne s'agira plus de dire qu'ils sont mauvais. On ne peut pas demander un débat, le voir se dérouler et se conclure et continuer à manifester ensuite son désaccord. Ce serait ridicule. Les débats ne peuvent être éternels, même s'il peut y avoir des éclaircissements différents.

Etes-vous favorable à l'élaboration rapide d'une plateforme commune de gouvernement RPR-UDF ?

Je pense qu'il faut aller très vite et qu'il faut entendre certains de nos amis parler de fin 85, je suis très inquiet. C'est beaucoup trop tard. Il aurait même fallu élaborer cette plateforme avant les élections cantonales. Ceux qui se refusent à progresser dans ce domaine prendraient une très grande responsabilité.

Pensez-vous que le RPR et le PR doivent avoir des liens privilégiés ?

Peut-il y avoir une autre stratégie pour l'opposition que l'alliance de l'UDF et du RPR ? Y a-t-il le chemin de l'UDF, le chemin du RPR et un troisième chemin ? Moi, je dis non. Cette alliance n'implique pas le choix d'une liste ou d'une candidature unique.

Plus précisément au sein de cette alliance, pensez-vous qu'il faille favoriser la constitution d'un axe privilégié RPR-PR ?

D'une certaine manière oui, si il apparaît, et c'est le cas actuellement, que nos positions sont très proches, notamment dans le domaine économique.

L'UDF vous fatigue-t-elle toujours ?

Je continue de penser que son fonctionnement doit être plus démocratique. Pour l'instant, elle suspend surtout son souffle en attendant de connaître le nouveau mode de scrutin.

Vous pensez que l'UDF, en choisissant la stratégie de la liste unique aux européennes, s'engageait dans un processus de non-existence politique. Le pensez-vous encore ?

Le jugement que j'ai porté sur l'UDF au moment des européennes reste entier. Cela n'a pas été pour elle un moment très glorieux. Je reste persuadé que l'UDF est nécessaire à l'équilibre de la vie politique française.

Estimez-vous que les barristes, qui s'étaient montrés très discrets lors du conseil national du PR, à Joinville-le-Pont, ont pris leur « revanche » à Toulouse ?

La réunion de Toulouse ne peut être considérée comme une revanche sur Joinville mais comme la simple démonstration qu'il existe au PR, quoi qu'on dise et quoi qu'on écrive, de nombreux militants et sympathisants qui apprécient la démarche de Raymond Barre.

En ce cas, pourquoi ne se sont-ils pas manifestés davantage à Joinville ?

Je ne peux pas parler au nom de ceux qui se réfèrent à M. Barre mais en mon nom personnel, j'ai toujours dit que je souhaitais que le Parti républicain soit un parti pluraliste qui accepte les différences d'analyses tactiques et stratégiques. J'avais obtenu sur ce point des engagements de François Léotard. Il n'était pas dans mon intention, à Joinville, de placer le débat sur le terrain du choix du présidentiable. Je suis très attaché à l'unité et à l'harmonie de ma famille politique. Mais prises de positions n'iront jamais dans le sens d'une éventuelle scission ou d'un tiraillement impossible à supporter à l'intérieur du PR.

Créer officiellement un courant vous fait peur ?

A Joinville, ce n'était ni le lieu ni le moment avec la venue de M. Giscard d'Estaing et de M. Chirac. L'opinion publique demande aux hommes politiques d'avoir des convictions et une approche réaliste des choses. C'est tout.

### M. Millon : non à la scission

Elle ne comprendrait pas qu'on puisse lui exposer des problèmes stratégiques ou tactiques qui doivent être débattus au sein des partis. Je cherche à garder une attitude sereine pour permettre à mon parti d'effectuer, à mon avis, les meilleurs choix stratégiques. Mais je ne suis pas un exhibitionniste.

M. François Léotard s'est engagé à organiser un débat au PR sur les choix stratégiques. Ce débat a même commencé au bureau politique. N'était-ce pas ce que vous souhaitiez ? Pourquoi créez-vous un bulletin de liaison ?

François Léotard peut très bien admettre le pluralisme et continuer comme d'habitude à exprimer des opinions personnelles. Je crois qu'il est intéressant que, dans un parti, important du fait qu'il est porteur d'un projet libéral, il y ait un débat d'idées alimenté non seulement par des discussions orales mais aussi par des écrits. Il est normal qu'il existe des bulletins, des lettres, des journaux qui soutiennent des thèses différentes. Notre initiative n'a rien à voir avec une tendance scissionniste, comme certains voudraient le faire croire. Nous voulons simplement organiser un rôle de réflexion qui alimente le débat d'idées sans esprit conflictuel.

Quelles limites, selon vous, M. Léotard fixe-t-il au débat ?

Il ne veut pas qu'il y ait des problèmes de personnes. Il a mon assurance. La création du débat d'idées ne doit pas donner lieu à un combat d'hommes. On a trop souffert en 1981 du combat des chefs.

pour le restaurer avant 1986. François Léotard ne m'a pas dit qu'il désapprouvait le lancement de ce bulletin. Il m'a dit qu'il comprenait, mais il n'est pas allé plus loin.

Vous voulez avec votre bulletin aider le PR à choisir la meilleure stratégie pour 1986. Si dans un mois ou plus le bureau politique du PR, au terme d'un débat, opère un choix qui ne correspond pas à ce que vous souhaitez, que ce choix est sanctionné par un vote, continuerez-vous à défendre des thèses opposées ?

Le PR n'est pas un parti monolithique. Chacun garde sa liberté de jugement et, à titre personnel, je continuerai à faire connaître mon opinion. Je ne suis plus secrétaire général adjoint ; je n'ai pas d'obligation de réserve.

Je considère que le débat sur les choix stratégiques ne peut se limiter au bureau politique. Il concerne toutes les fédérations. Il me paraît d'autre part difficile de clore rapidement un tel débat. Les positions des uns et des autres peuvent évoluer, comme a évolué François Léotard sur le mode de scrutin, compte tenu de la conjoncture politique. Je crois enfin qu'il faut relativiser les prises de positions dites définitives du bureau politique, qui, deux semaines après avoir voté pour deux listes aux élections européennes, s'est rallié à la liste unique.

Si vous revenez au pouvoir en 1986, rejetez-vous toutes les réformes mises en place par le gouvernement actuel ?

Je refuse l'idéologie socialiste, mais je ne refuse pas tout ce qui a été mis en œuvre quand il s'agit de réformes qui n'ont rien à voir avec le socialisme comme, par exemple, le statut de la femme d'artisan. Toutes les autres réformes devraient être revues de fond en comble car elles sont toutes d'inspiration socialiste.

Vous avez récemment estimé que l'opposition avait gagné la bataille des idées. Ne craignez-vous pas comme certains leaders - telle M<sup>me</sup> Veil (le Monde du 29 novembre) - quelques dérives ultra-libérales ?

Les idées libérales sont tellement admises par tout le monde que l'on court le risque d'en arriver à oublier les contraintes sociales et économiques du moment pour construire un modèle théorique. C'est la raison pour laquelle je pense que, même si la bataille des idées est pratiquement gagnée, il nous faut encore accompagner le débat et y participer pour empêcher certaines dérives qui pourraient déprécier les idées auxquelles nous tenons.

Le rôle des hommes politiques aujourd'hui est de montrer qu'ils sont capables de tenir compte de ces contraintes, de respecter les pesanteurs qui sont naturelles parce qu'humaines la plupart du temps et de ne pas tomber dans un système théorique qui serait froid.

Etes-vous favorable à l'élaboration rapide d'un projet commun de gouvernement RPR-UDF ?

Il est normal que des partis politiques qui ont pour ambition de prendre en main les affaires de la France se réunissent pour réfléchir aux réformes à mettre en œuvre. Mais, pour entamer ce genre de discussions, il faut que chacun des participants ait déjà élaboré un projet. Je souhaite que l'UDF mette au point ce document de travail avant de commencer les discussions communes avec le RPR. Je pense aussi qu'il convient d'éviter le danger d'un programme chiffré, d'une part parce que ce n'est pas ce qu'attendent nos concitoyens et d'autre part parce que nous ne connaissons pas les contraintes que nous devrions supporter quand l'alternance aura joué. Nous devons d'abord rappeler quelles sont nos valeurs de référence, définir clairement le rôle que nous souhaitons assigner à l'Etat, et ce d'une manière très précise domaine par domaine, et enfin fixer les priorités.

Ce projet devrait être élaboré dans le courant de l'année 1985.

Craignez-vous la constitution d'un axe privilégié RPR-PR et éventuellement une marginalisation de M. Barre et des barristes ?

Les premiers alliés du PR sont à l'intérieur de l'UDF. Toute négociation avec le RPR doit passer par l'UDF. Quant à la crainte d'une marginalisation de M. Barre, la manifestation de Toulouse montre qu'elle ne correspond pas une réalité. M. Barre ne peut être atteint par un traumatisme de la solitude.



**PAUL BELMONDO**  
 SCULPTURES  
 DESSINS  
 AQUARELLES

Le plus beau, le plus tendre hommage que Jean-Paul Belmondo pouvait rendre à son père le sculpteur...  
 Un superbe album...  
 Un panorama impressionnant du génie de Paul Belmondo.

395 F  
 Jacqueline Cartier - France-Soir  
 Chêne

### LE CNIP ET L'UNIR CRÉENT UNE CONFÉDÉRATION DES RÉPUBLICAINS LIBÉRAUX

MM. Philippe Malaud, président du CNIP, et Jean-Marie Lévêque, président du mouvement UNIR, ont annoncé, mardi 18 décembre, la création « en vue des prochaines élections législatives » de la Confédération des républicains libéraux. Ils ont souligné leur volonté de s'opposer tout autant au « socialisme doctrinaire » en vigueur depuis mai 1981 qu'au « socialisme de négrier », et ils déclarent : « un véritable libéralisme » (le Monde du 18 décembre). Au sein de cette confédération qui se veut ouverte à d'autres partenaires que les deux mouvements fondateurs, « chaque organisation gardera son autonomie », a précisé M. Lévêque.

Citée en 1982 par l'ancien président du CNIP, commercial de France, l'UNIR (Union nationale pour l'initiative et la responsabilité) cherchera, par le biais de cette confédération, à « intervenir directement dans le débat politique ». Elle souhaite présenter un certain nombre de candidats dès les élections cantonales de mars prochain, a indiqué M. Lévêque.

Nous nous adressons aux Français qui ont peur du déjà-vu, à ceux qui ne se reconnaissent dans aucune des trois formations existantes de l'opposition : RPR, UDF ou Front national », a-t-il ajouté.







150

EN NOUVELLE CALÉDONIE

Le Monde

On peut sauver des millions d'enfants

Le Rapport Annuel de l'UNICEF

Ultimatum de Rome à vingt-quatre religieuses

EN BREF

Éducation

La force de FO

Moins de morts, moins de vivants

Unités de Pédagogie Active

Avatars uriniens

La thérapie par réhydratation orale

La vaccination

La surveillance de la croissance

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

La CFDT perd des voix

Le Monde

Le Rapport Annuel de l'UNICEF

On peut sauver des millions d'enfants

« Les enfants sont peut-être deux millions à mourir en présentant les symptômes terminaux de la rougeole, plus d'un million à rendre fluide secoué par les épidémies atroces de la coqueluche, ou d'une inflammation des poumons due à la pneumonie, que leur organisme affaibli est incapable de supporter. Et ils sont plus de quatre millions à mourir chaque année dans l'état d'hébétement que provoque la déshydratation. Mais c'est moins la maladie dont ils souffrent au moment de leur mort que la fréquence des affections dont ils ont été victimes tout au long de leur vie. »

Environ quinze millions d'enfants meurent chaque année dans le monde. Dans son rapport annuel présenté mercredi 19 décembre, à Londres, le directeur général de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), M. James P. Grant, a rappelé qu'il existe des méthodes simples, peu coûteuses, pour protéger et sauver ces enfants.

Il a surtout expliqué que ces méthodes ne peuvent être appliquées que si l'on parvient à toucher les familles, à persuader les mères qu'elles peuvent prendre en charge la santé de leurs enfants. Mais, selon l'UNICEF, cet immense travail ne peut se faire sans une réelle volonté politique, sans l'aide de tous les représentants et de toutes les communautés.

Le protectionnisme, la baisse des importations et le refus des taux d'intérêt dans les pays occidentaux ont essouffé le tiers-monde, dont les revenus ont chuté et dont les dettes se sont aggravées. Les familles les plus pauvres sont les plus touchées. La partie de leurs revenus consacrée aux produits de première nécessité (nourriture, eau, combustible, santé) ne cesse de diminuer.

Une étude faite à Sri-Lanka révèle que, pour les enfants nés dans les milieux les plus pauvres, 76 % des bébés nourris au sein atteignent, à l'âge de huit mois, 90 % du poids considéré comme normal, alors qu'ils ne sont que 29 % quand ils sont nourris au biberon.

« L'état de subordination dans lequel se trouvent les femmes et parfois l'exploitation éhémère dont elles sont l'objet font que la mère est souvent malade, fatiguée et totalement incapable de fournir l'effort supplémentaire que peut exiger une alimentation de bon niveau de son enfant. » Mais l'UNICEF s'adresse aussi aux gouvernements pour l'implantation de points d'eau le plus près possible des habitations, et pour un meilleur assainissement. Elle s'adresse également aux pays industrialisés dans des termes non équivoques pour leur dire : « Il s'agit ici d'une occasion précise de sauver la vie d'environ sept millions d'enfants par année et de protéger le développement normal de nombreux millions d'autres, à un coût qui n'excède certainement pas une petite partie du 1 % du produit international brut du monde entier. »

L'UNICEF constate que la taille moyenne des enfants dans le nord de la Zambie a diminué, que les insuffisances pondérales à la naissance se multiplient dans certaines régions du Brésil et que le nombre des enfants actuellement soignés pour malnutrition grave a triplé au Costa-Rica. L'organisation mondiale estime que « l'heure est venue de confier les premières mailles d'un filet de sécurité à l'intention des familles les plus pauvres, les plus vulnérables [...], de distribuer des rations alimentaires, de dispenser des soins de santé primaires, une éducation élémentaire, et de mettre en place des équipements d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable, à condition de pouvoir financer l'un des coins de ce filet à des politiques d'aide et de commerce internationales à la fois équitables et stables ».

Depuis 1981, on lutte d'ailleurs contre l'utilisation du biberon, et plusieurs pays essaient de promouvoir l'allaitement au sein.

Sur les 464 millions de femmes du tiers-monde, on estime qu'au moins 230 millions souffrent d'anémie. Elles sont donc moins résistantes aux maladies et finissent par mettre au monde des enfants déjà handicapés.

L'objectif de l'UNICEF est modeste et peu coûteux. Il suffirait de mettre la thérapie par réhydratation orale à la portée de toutes les familles pour vaincre les diarrhées mortelles, de vacciner tous les enfants, d'aider les mères à prendre conscience de l'importance de l'allaitement au sein et de mieux dominer la période de sevrage. Enfin, il faudrait que tous les parents disposent des moyens nécessaires pour surveiller la croissance de leurs enfants, ce qui leur permettrait de prévenir la malnutrition.

La malnutrition est souvent inapparente, et de nombreux enfants meurent avant d'être atteints. Ils ne font donc pas le geste qui pourrait les sauver.

La surprise de ces élections réside dans le nombre des candidats. La participation a été forte dans les catégories d'enseignants. En moyenne, la progression du nombre de votants est de 5 %. Le taux d'abstention se situe entre 10 et 25 %, ce qui est assez rare dans des élections professionnelles. Cette forte participation semble avoir favorisé les syndicats les plus anciennement implantés au détriment du nouveau venu FO. Réflexe de défense des enseignants envers une FEN attaquée : beaucoup d'anciens adhérents semblent avoir apporté leurs voix à des organisations qu'ils avaient quittées depuis longtemps.

Malheureusement, moins de 15 % des familles connaissent et utilisent cette technique à travers le monde. Mais l'UNICEF estime qu'elle pourrait être, avant cinq ans, utilisée par la moitié des familles et qu'elle permettrait de sauver environ deux millions d'enfants chaque année.

La malnutrition n'est pas due au manque de nourriture mais à la fréquence des maladies infectieuses qui affaiblissent l'organisme et conduisent à une perte de poids impossible à rattraper par la suite.

La surprise de ces élections réside dans le nombre des candidats. La participation a été forte dans les catégories d'enseignants. En moyenne, la progression du nombre de votants est de 5 %. Le taux d'abstention se situe entre 10 et 25 %, ce qui est assez rare dans des élections professionnelles. Cette forte participation semble avoir favorisé les syndicats les plus anciennement implantés au détriment du nouveau venu FO. Réflexe de défense des enseignants envers une FEN attaquée : beaucoup d'anciens adhérents semblent avoir apporté leurs voix à des organisations qu'ils avaient quittées depuis longtemps.

Cela suppose tout d'abord que la mère allaite l'enfant, car l'allaitement est considéré comme une protection contraceptive importante même si il n'est pas complètement fiable.

Enfin l'UNICEF attache beaucoup d'importance aux parents qui doivent être amenés à se rendre compte que la planification familiale peut améliorer leur situation.

Le ministre de l'éducation nationale justifie ces décisions par un souci de meilleure coordination des enseignements des premier et second degrés et de cohérence dans la gestion des enseignants de second degré.

« L'administration centrale du ministère de l'éducation nationale fait l'objet d'une réorganisation prévue par un décret publié au Journal officiel daté 17-18 décembre. Ce texte crée une direction générale des enseignements scolaires à laquelle sont désormais rattachées les directions des lycées, des collèges, des écoles et le service de l'éducation physique et sportive. A cette nouvelle direction générale sont également rattachées les missions de l'action culturelle et des cultures et langues régionales. Une mission des technologies nouvelles est créée. D'autre part, la direction des personnels enseignants des lycées s'occupe aussi des enseignants des collèges. »

Le ministre de l'éducation nationale justifie ces décisions par un souci de meilleure coordination des enseignements des premier et second degrés et de cohérence dans la gestion des enseignants de second degré.

Le ministre de l'éducation nationale justifie ces décisions par un souci de meilleure coordination des enseignements des premier et second degrés et de cohérence dans la gestion des enseignants de second degré.

« L'administration centrale du ministère de l'éducation nationale fait l'objet d'une réorganisation prévue par un décret publié au Journal officiel daté 17-18 décembre. Ce texte crée une direction générale des enseignements scolaires à laquelle sont désormais rattachées les directions des lycées, des collèges, des écoles et le service de l'éducation physique et sportive. A cette nouvelle direction générale sont également rattachées les missions de l'action culturelle et des cultures et langues régionales. Une mission des technologies nouvelles est créée. D'autre part, la direction des personnels enseignants des lycées s'occupe aussi des enseignants des collèges. »

Le ministre de l'éducation nationale justifie ces décisions par un souci de meilleure coordination des enseignements des premier et second degrés et de cohérence dans la gestion des enseignants de second degré.

Le ministre de l'éducation nationale justifie ces décisions par un souci de meilleure coordination des enseignements des premier et second degrés et de cohérence dans la gestion des enseignants de second degré.

« L'administration centrale du ministère de l'éducation nationale fait l'objet d'une réorganisation prévue par un décret publié au Journal officiel daté 17-18 décembre. Ce texte crée une direction générale des enseignements scolaires à laquelle sont désormais rattachées les directions des lycées, des collèges, des écoles et le service de l'éducation physique et sportive. A cette nouvelle direction générale sont également rattachées les missions de l'action culturelle et des cultures et langues régionales. Une mission des technologies nouvelles est créée. D'autre part, la direction des personnels enseignants des lycées s'occupe aussi des enseignants des collèges. »

Le ministre de l'éducation nationale justifie ces décisions par un souci de meilleure coordination des enseignements des premier et second degrés et de cohérence dans la gestion des enseignants de second degré.

Le ministre de l'éducation nationale justifie ces décisions par un souci de meilleure coordination des enseignements des premier et second degrés et de cohérence dans la gestion des enseignants de second degré.

« L'administration centrale du ministère de l'éducation nationale fait l'objet d'une réorganisation prévue par un décret publié au Journal officiel daté 17-18 décembre. Ce texte crée une direction générale des enseignements scolaires à laquelle sont désormais rattachées les directions des lycées, des collèges, des écoles et le service de l'éducation physique et sportive. A cette nouvelle direction générale sont également rattachées les missions de l'action culturelle et des cultures et langues régionales. Une mission des technologies nouvelles est créée. D'autre part, la direction des personnels enseignants des lycées s'occupe aussi des enseignants des collèges. »

Le ministre de l'éducation nationale justifie ces décisions par un souci de meilleure coordination des enseignements des premier et second degrés et de cohérence dans la gestion des enseignants de second degré.

Le ministre de l'éducation nationale justifie ces décisions par un souci de meilleure coordination des enseignements des premier et second degrés et de cohérence dans la gestion des enseignants de second degré.

Ultimatum de Rome à vingt-quatre religieuses

Vingt-quatre religieuses américaines sont menacées d'exclusion de leurs congrégations si elles ne « rétractent pas publiquement » une déclaration à propos de l'avortement. Ces religieuses figurent parmi les 97 signataires d'un texte publié, comme publicité payante, par l'organisation « Catholicism for a Free Choice » dans le New York Times du 7 octobre, sous le titre « Une diversité d'opinions concernant l'avortement parmi les catholiques engagés ».

Cela se passait pendant la campagne électorale américaine, après la prise de position de Mme Geraldine Ferraro, candidate démocrate à la vice-présidence des Etats-Unis, en faveur de la législation permettant l'avortement. Dans un communiqué publié mardi 18 décembre, la congrégation romaine pour les religieuses demande à « chacune des religieuses » de faire une rétractation publique, faute de quoi elle se verra obligée de « les poursuivre dans le cadre du droit canonique, qui n'exclut pas des menaces d'exclusion pour cause d'insubordination obstinée » (canons 687 et 697).

Selon le préfet de la congrégation, Mgr Jérôme Hamer, qui a signé le communiqué, « dans un domaine aussi important que celui de l'avortement, souscrire à des doctrines condamnées par l'autorité de l'Eglise constitue un véritable scandale et un motif suffisant pour que tous religieux ou toutes religieuses, coupables d'une telle action, soient exclus de leur congrégation ». Cette mesure vise aussi deux religieux et un prêtre diocésain, dont le cas sera réglé par leur supérieur ou évêque.

Accompagné de M. Pierre Joux, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, M. Laurent Fabius, premier ministre, a visité, entre 23 heures et minuit, mardi 18 décembre, l'un des commissariats du sixième arrondissement de Paris, situé place Saint-Sulpice. Cette visite imprévue dans un commissariat récemment équipé de matériel informatique avait pour but de préparer l'émission mensuelle de M. Fabius, sur TF1, « Parloir France », qui, mercredi 19 décembre, devait en partie être consacrée aux problèmes de sécurité et de prévention de la délinquance.

Cet entretien télévisé intervient au lendemain de la réunion plénière du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), dont le premier ministre est président en titre, et qui rassemble des élus des quatre grandes familles politiques. A cette occasion, le doublement des crédits accordés au CNPD a été confirmé, passant de 24 à 28 millions de francs (et non de 25 à 30 comme nous l'avons écrit dans nos éditions du 19 décembre).

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et député européen depuis le 17 juin, avait invoqué son immunité parlementaire pour soutenir qu'il ne pouvait être l'objet de deux poursuites engagées contre lui, sur plainte du MRAP, pour provocation à la haine ou à la discrimination raciale.

La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris devant laquelle il avait présenté cette demande l'a rejetée en constatant que les poursuites avaient été engagées le 29 mars 1983 et le 11 mai 1984, dates auxquelles M. Le Pen n'avait pas encore la qualité de membre du Parlement européen.

La révision du procès Agret ajournée

Comme il l'avait annoncé depuis plusieurs jours, Roland Agret ne s'est pas présenté, mardi 18 décembre, devant la cour d'assises du Rhône, désignée par la Cour de cassation pour réviser le procès au terme duquel il avait été condamné par les assises du Gard en 1973 à quinze ans de réclusion pour complicité d'assassinat.

Roland Agret a toujours proclamé son innocence, mené plusieurs grèves de la faim, avant d'obtenir en 1977 une libération conditionnelle.

A Pau : annulation des arrêtés d'expulsion de seize réfugiés basques espagnols

(De notre correspondant.) Bayonne. — Le tribunal administratif de Pau a annulé mardi 18 décembre les arrêtés d'expulsion et d'assignation à résidence pris en début d'année par le ministère de l'intérieur, à l'encontre des seize réfugiés basques espagnols. Pour sept d'entre eux, expulsés en Amérique latine, les juges ont suivi les conclusions du commissaire du gouvernement, considérant que ne se justifiait pas l'utilisation de la procédure d'urgence empêchant de saisir la commission spéciale des expulsions. Neuf arrêtés d'assignation à résidence ont d'autre part été cassés pour absence de motivation.

Ce verdict, intervenant après la décision de la commission des requêtes du Conseil d'Etat d'accorder le statut de réfugié politique à quatre Basques espagnols, est interprété à Bayonne comme un changement dans la politique française en matière d'asile telle que l'avait définie M. François Mitterrand lors de sa visite en octobre dernier : « Tout Basque espagnol qui voudra l'asile en France l'obtiendra dès lors qu'il renoncera à partir de France à l'action violente. »

En fait, l'un et l'autre ont été condamnés à six mois d'emprisonnement avec sursis.

THE JOHNS HOPKINS UNIVERSITY BOLOGNA CENTER  
SCHOOL OF ADVANCED INTERNATIONAL STUDIES  
Bologna, Italy

Université américaine offre programme d'études internationales aboutissant à un diplôme (un an) ou à un Master's Degree (deux ans). Le programme interdisciplinaire comprend notamment des cours d'économie internationale et d'économie politique, de droit international, de politique du développement, d'histoire contemporaine européenne et de politiques des pays européens. Aide financière limitée pour 1985-1986.

Date limite d'inscription : 15 mars 1985

Pour tous renseignements écrire à : The Registrar, Bologna Center, Via Belmonte 11, 40125 Bologna, Italy. Candidats américains : Administrative Office SAHS, The Johns Hopkins University, 1740 Massachusetts Ave., N.W., Washington, D.C. 20038, USA.

Unités de Pédagogie Active

COURS DE VACANCES : 3 à 6 semaines au choix du 6 juillet au 30 septembre pour entrées en 2<sup>e</sup> - 1<sup>re</sup> - Terminales - Universités - (NOEL-PAQUES).

COURS PARTICULIERS : 6<sup>e</sup> à Terminale - math sup. - Lettres Sup. Bio.

COURS ANNUELS : 2<sup>e</sup> à Terminales - math sup. - Lettres Sup. Bio - du lundi au vendredi de 9 h à 12 h - 14 h à 17 h.

ANGL / ALLEM / ESP / AR / HEB / LAT / GR

M. SARI - 68, avenue d'Iéna, 75016 Paris - Tél. : 720.36.80

RECTIFICATIF. — Dans notre information sur le jugement dans l'affaire des cambemberts d'Isigny (le Monde du 13 décembre) nous avons écrit par erreur que M. Fernand Loustau, directeur à Paris de la société de gardiennage Normandy Sécurité, et Bernard Aubert, secrétaire général du groupe Benier, ont été condamnés à dix mois d'emprisonnement avec sursis.

En fait, l'un et l'autre ont été condamnés à six mois d'emprisonnement avec sursis.







# aux ns de 200 F

**LES** boutiques parisiennes à signaler sont nombreuses. De galettes bretonnes en cidre bouché, les *Produits de Bretagne et des Pyrénées* (42, bd Saint-Germain, tél. 354-72-96) peuvent être donnés en exemple. Les *Bonnes Choses* (13, rue de Valenciennes, tél. 265-11-09) proposent les vins choisis par Jean-Pierre Coffe, quelques bonnes découvertes de table, un camembert prestigieux. Paul Corcellet n'est plus à nommer (46, rue des Petits-Champs, tél. 256-51-82). Vous y trouverez l'insolite, le classique, d'innombrables gâteries inattendues (ah! ces schardis (1), ces marrons glacés au cacao et au cognac), *Tantrale* (18, rue Vignon, tél. 742-26-59), qui, à ses confitures que déjà Balzac et Grimod de la Reynière vantaient, ajoute, cette saison, de succulents marrons glacés. *Fouquet* (22, rue François-1<sup>er</sup>, tél. 723-30-36) et ses bonbons.

Au rayon des douceurs, la province n'est point en retard.

A Tours, les pruniaux fourrés s'achètent chez *Poirault* ou chez *Sabat* (respectivement 31 et 76, rue Nationale). A Montargis, les lambeaux pruniaux viennent de chez *Mazet* (43, rue du Général-Locle). Les macarons de Nancy et les bergamotes peuvent être signés *Lalonde* (20, rue Emmanuel-Héris). A Moret, vous trouverez les sucres d'orge de la maison *Rousseau*. A Nice, les fruits confits du *Vieux Nîmes* (quel qu'en soit le nom), les 500 articles des 5 continents, de M. Arosteguy (5, avenue Victor-Hugo), Etc.

# un bouquet

**LES** fleurs s'achètent chez *Debarre et Gallat* (30, rue de Saint-Pérs), qui régalaient déjà les Muses balzaciennes, et l'excellente maison *Jannin* (6, rue de Chaligny).

Nul doute que, pour arroser congruement ces repas de fête, vous

**JVC**

CHOC ARNI

**MACYS**

## Gourmandises...

**LES** boutiques parisiennes à signaler sont nombreuses. De galettes bretonnes en cidre bouché, les *Produits de Bretagne et des Pyrénées* (42, bd Saint-Germain, tél. 354-72-96) peuvent être donnés en exemple. Les *Bonnes Choses* (13, rue de Valenciennes, tél. 265-11-09) proposent les vins choisis par Jean-Pierre Coffe, quelques bonnes découvertes de table, un camembert prestigieux. Paul Corcellet n'est plus à nommer (46, rue des Petits-Champs, tél. 256-51-82). Vous y trouverez l'insolite, le classique, d'innombrables gâteries inattendues (ah! ces schardis (1), ces marrons glacés au cacao et au cognac), *Tantrale* (18, rue Vignon, tél. 742-26-59), qui, à ses confitures que déjà Balzac et Grimod de la Reynière vantaient, ajoute, cette saison, de succulents marrons glacés. *Fouquet* (22, rue François-1<sup>er</sup>, tél. 723-30-36) et ses bonbons.

Au rayon des douceurs, la province n'est point en retard.

A Tours, les pruniaux fourrés s'achètent chez *Poirault* ou chez *Sabat* (respectivement 31 et 76, rue Nationale). A Montargis, les lambeaux pruniaux viennent de chez *Mazet* (43, rue du Général-Locle). Les macarons de Nancy et les bergamotes peuvent être signés *Lalonde* (20, rue Emmanuel-Héris). A Moret, vous trouverez les sucres d'orge de la maison *Rousseau*. A Nice, les fruits confits du *Vieux Nîmes* (quel qu'en soit le nom), les 500 articles des 5 continents, de M. Arosteguy (5, avenue Victor-Hugo), Etc.

**LES** fleurs s'achètent chez *Debarre et Gallat* (30, rue de Saint-Pérs), qui régalaient déjà les Muses balzaciennes, et l'excellente maison *Jannin* (6, rue de Chaligny).

Nul doute que, pour arroser congruement ces repas de fête, vous

**Glenmac**



Une grille prestigieuse de pull-overs en lambswool et cashmere à offrir pendant l'Exposition-Vente "The Best of Britain" jusqu'au 29 Décembre chez

**Burberrys**

8, bd Malesherbes, Paris 8<sup>e</sup> 266.15.01

**LES** fleurs s'achètent chez *Debarre et Gallat* (30, rue de Saint-Pérs), qui régalaient déjà les Muses balzaciennes, et l'excellente maison *Jannin* (6, rue de Chaligny).

Nul doute que, pour arroser congruement ces repas de fête, vous

**LA BAGAGERIE**

Tout en souplesse, en agneau "toucher savon". 5 coloris mode. 975 F

Paris: 12, rue Tronchet 41, rue du Four 74, rue de Passy Tour Maine-Montparnasse

## LIVRES

### Document sur notre époque

Avec la fin du deuxième millénaire, nous assistons à la fin d'une civilisation dans une lumière crépusculaire, avec une révolte contre les règles d'un art hérité de la Grèce. Toutes les images de l'album *Les Années 80 - la Création en France* par Christian Schlatter trahissent la peur et le recours à l'étrange comme si le mauvais goût, telle la tête de la Méduse, pouvait pétrifier le danger - les dangers. Ce qui frappe peut-être le plus, c'est la solitude de ces êtres qui masquent leur beauté sous une insoutenable laideur. Ce livre est un documentaire précieux pour les sociologues et les psychologues, et le lecteur en ce qu'il démontre un instant de triomphe de la matière sur l'esprit.

Les Amies 88 - la Création en France, Flammarion 275 F.

### Les bijoux témoin

Les Indes galantes, celles des maharadjahs, les Ballets russes, ceux des grands-ducs, un monde disparu que *Cartier* a habillé de ses ors, de ses pierres. Un monde à l'heure *Cartier* donnée par ses pendants de matières précieuses et peuplée de ses chimères, de ses dragons et de ses félins superbement mis en scène par Hans Nadelfor, expert chez Christie du département de joaillerie.

Plus que tout autre objet, le bijou est le témoin d'un art, d'une époque, d'une civilisation. Que saurait-on de la Gaule sans eux ? Que saurait-on de l'avant-guerre et de l'entre-deux-guerres sans *Cartier* ? Tout est plus que le vêtement, il fixe les canons de la beauté féminine d'un moment, sans doute parce que plus près du corps.

Cartier, Editions du Regard, 450 F.

### La femme d'aujourd'hui

Témoin lui aussi de son temps, Jean-Gabriel Domergue peint ses jeunes femmes sans le moindre bijou, soucieuses de les montrer libérées de toute contrainte. A lire Jean-Gabriel Domergue - *L'Art et la Mode* par Gérard-Louis Soyer, on découvre avec délices le précurseur de la femme d'aujourd'hui, pin-up ou sportive. Pas d'ajouts de diamants ni de diamants, et si ses biches sont coiffées, c'est de fleurs et les oreilles ornées, c'est de fruits, comme au temps des cerises. C'est la femme au printemps de sa vie sous la lumière de l'été. Une femme n'ayant auprès de laquelle l'homme n'est là que son ombre portée. Les tissus

imprimés se fondent dans le décor d'une nature joyeuse. Epanouissement fugitif qu'on se plaît à regarder de peur que ne vienne l'automne.

Jean-Gabriel Domergue - *Art et la Mode*, Editions sous le Vent, 475 F.

### Au secours de la maison

Rien n'est plus agaçant, voire déprimant, que les multiples petits tracas qui entravent la vie quotidienne à la maison. De la tache de vin sur le tapis à la porte qui grince ou à la plante qui s'étiole, le *Guide des trucs* a réponse à tous les problèmes. Ce livre relié, illustré de nombreux dessins en couleurs, est divisé en trois parties : chacune a un sommaire à repères colorés permettant de trouver, rapidement, le renseignement recherché. En début d'ouvrage, 80 trucs pour les taches s'avèrent un guide précieux pour éliminer une tache sur n'importe quelle surface. Les « trucs » pour la maison sont des recettes de bonne femme mises au goût du jour et vont des conseils cuisiniers à ceux d'entretien de toute la maison. La dernière partie du guide apprend à vivre en bonne compagnie avec les plantes d'intérieur.

J. A. Le Guide des trucs, Editions Solar, 60 F.

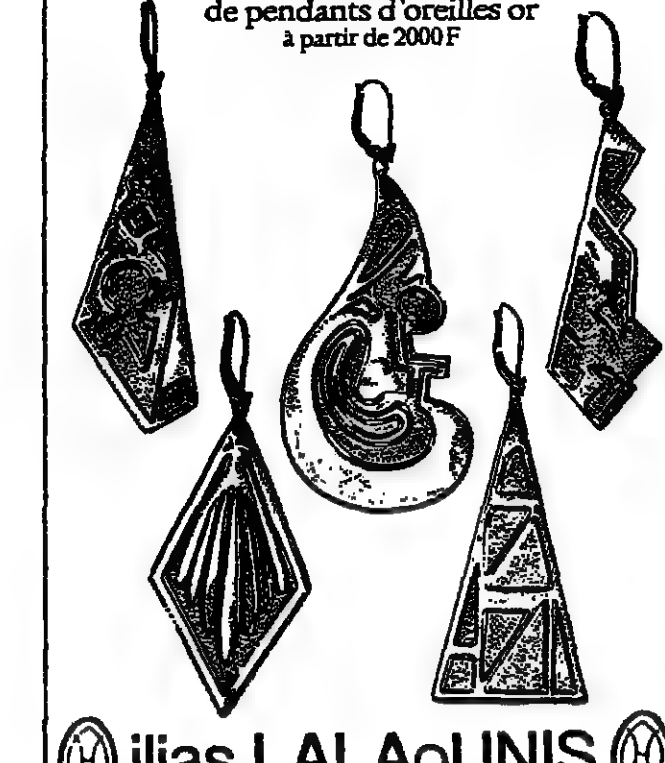
### Hauts lieux de la porcelaine

Les Chinois ont su fabriquer la porcelaine presque un millénaire avant les Européens. Depuis ces fameuses porcelaines des dynasties chinoises jusqu'aux créations contemporaines, *L'Histoire de la porcelaine* est un périple d'une dizaine de siècles en Extrême-Orient et en Europe. Illustré de très belles photographies, en noir et blanc et en couleurs, cet ouvrage relié de grand format est traduit de l'anglais. Ce qui explique les chapitres importants consacrés à la porcelaine transportée vers l'Europe par la Compagnie des Indes et à la porcelaine de l'ère victorienne. Mais la Manufacture de Vincennes, puis celle de Sevres et les porcelainiers de Limoges figurent honorablement dans cette histoire conçue par d'éminents spécialistes, sous la direction de Paul Attier. Le livre se termine par un glossaire de la porcelaine et par un chapitre sur les contrefaçons et les faux, qui donne quelques indications sur les marques des principales manufactures.

J. A. Histoire de la porcelaine, Editions Atlas, 290 F.

**Dimitra L.**

présente sa 1<sup>re</sup> collection de pendants d'oreilles or à partir de 2000 F



**ilias LALAOUNIS**

364, rue Saint-Honoré, Paris 1<sup>er</sup>  
Tél. 261.55.65 (Place Vendôme)

ATHÈNES - NEW YORK - ZÜRICH - GENÈVE - HONG KONG - TOKYO

**LA BAGAGERIE**



Serviette en porc 299 F  
Attaché-case en porc, doublé cuir, compartimenté 750 F

Paris: 12, rue Tronchet 41, rue du Four 74, rue de Passy Tour Maine-Montparnasse

**CHARLES JOURDAN**

Cadeaux de fin d'année au masculin. Il y a mille et une idées au magasin Homme de Charles Jourdan

98, rue du Faubourg St-Honoré 75008 Paris

Chaussures, cuir, maille, chemises, pantalons, accessoires.

**Piano Center**

Promotion du mois JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1984

60 PIANOS D'ÉTUDE A. HERRMANN L'un des meilleurs rapports qualité-prix.

MODELE 110/45  
Finition Acajou: 15.300 F 14.900 F  
Finition Noyer: 20.950 F 15.670 F

MODELE 110/48  
Finition Acajou: 16.150 F 12.590 F

Tous financements possibles.

A crédit 343,46 F par mois 60 mens.  
Taux 21,50 % coût total 20.607,60 F s. t. s.

71, rue de l'Aigle, 92250 LA GARENNE (La Défense). Tél. 781.93.11

124, rue de Paris, 93100 MONTREUIL (M<sup>e</sup> Robespierre). Tél. 857.63.38

**LA BAGAGERIE**

Fantastique choix de maroquinerie de poche, en 20 teintes.



Paris: 12, rue Tronchet 41, rue du Four - 74, rue de Passy - Tour Maine-Montparnasse

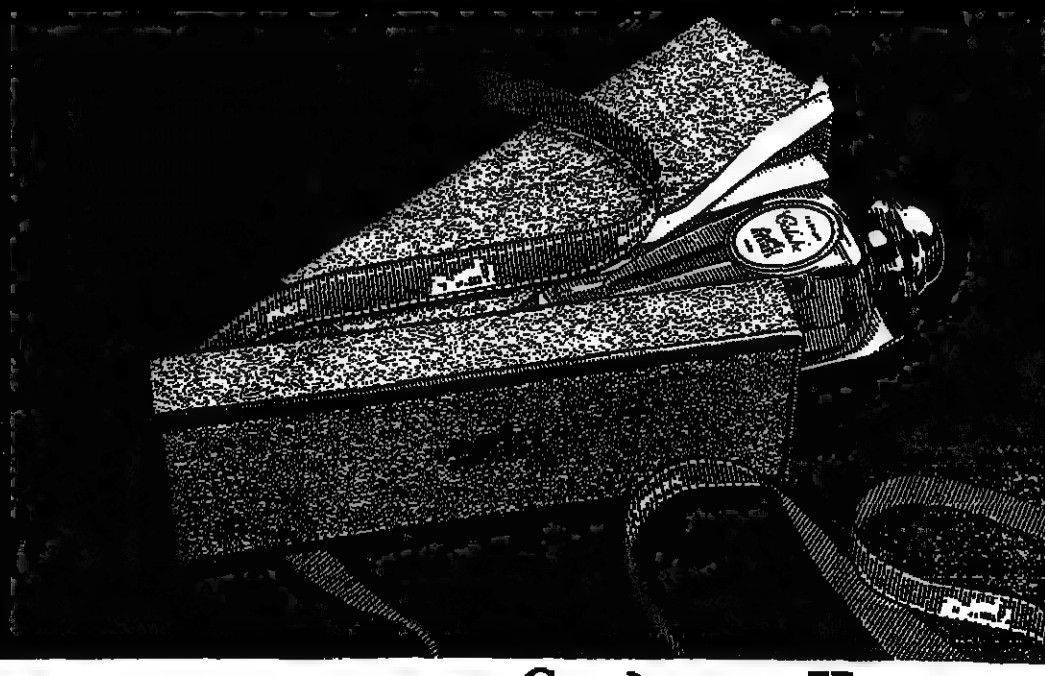
**Fiorino**

Chemisier Habilleur

les Chemises  
les Pantalons  
les Cravates  
les Costumes  
les Lanerossi coupe italo-anglaise  
les Cuir  
J.L.G.

les plus beaux au monde

76, rue Monge, 5<sup>e</sup> 707.35.59



**CALÈCHE D'HERMÈS.**



**Demain, toutes les musiques seront inoubliables. Nous avons déjà 3000 titres sur disques compact-laser en mémoire.**

**HI-FI 84 Triomphe du disque compact-laser.**  
- Reproduction sonore parfaite. - Nombre de titres en hausse (- 20 % sur les nouveautés pendant 2 mois). - Un catalogue FNAC unique : tous les titres nationaux et d'importation et leur durée.



finac

# La fnac. L'oxygène de la tête.

[illegible]

## la comète facétieuse de Chabrier

**C**réée en 1877 aux Bouffes-Parisiens, disparue après quarante représentations, elle renaît en 1941 à l'Opéra-Comique qui la fait à nouveau, en 1946, l'*Etoile de France*, ressemblée à une comédie musicale, ce qui se fait attendre et qui, en 1948, d'une leur éclatante mise en scène, *Venus de Lyon*, d'André Favart, a su la prendre au jeu et la renouer jusqu'au 31 décembre, date fatidique à partir de laquelle on ne pourra plus voir l'opéra. Le pal ni la princesse, l'honneur du bon temps « en chapeau noir et à deux hommes », le costume, le circo, vanter les mérites de la charcuterie verte...

improvement in the quality of the health care system has been a major preoccupation of the health care industry. As the study indicates, there is much work to be done in the areas of training, quality of care, and cost containment. The study also indicates that the health care industry is not doing enough to improve the quality of care and to contain costs. The study also indicates that the health care industry is not doing enough to improve the quality of care and to contain costs.

les trois « Bleu » de Miro

[illegible]

mon et l'ancien ministre du  
Cuba.

Touta premièrement, nous  
détourner pour aller  
trouver un autre passage  
au large de Cuba, en  
prépare à une nouvelle  
expédition, pour aller  
chercher le trésor de l'île  
d'Or, maintenant en  
doute. Car nous ne  
savons pas si nous en  
avons encore.

Touta deuxième, si  
certaines choses ne se  
font pas, nous allons  
chercher le trésor de l'île  
d'Or, maintenant en  
doute. Car nous ne  
savons pas si nous en  
avons encore.

150 ١٥٠



150

Le Monde

# ARTS ET SPECTACLES

## Une sélection pour les fêtes

### Le plus beau dessin animé c'est « le Conte des contes »

**A**UX Olympiades de Los Angeles, en juillet 1984, trente-cinq créateurs de dessins animés de pays du monde entier ont été mis en présence : ils avaient pour mission de désigner, par leur vote, le plus beau film d'animation depuis l'origine du cinéma. Le vainqueur a été le *Conte des contes*, un film de vingt-six minutes réalisé il y a cinq ans par les Soviétiques Francesca Iarbovska et Iouri Norstein (ils sont mariés). Ce film, accompagné de quelques autres plus courts des mêmes auteurs, est projeté au cinéma Cosmos, à Paris.

Déjà, les téléspectateurs français qui avaient eu la bonne idée d'appuyer sur le bouton de la troisième chaîne le 18 novembre à l'heure du dîner ont pu voir et entendre Iouri Norstein (il était seul, Francesca sans doute faisait un point à sa chaise ou préparait les films), Norstein donc filmé dans son atelier de Moscou par Louisette Neill et Didier Deleskiewicz, c'était une émission de l'INA.

Cet homme de quarante-trois ans, déjà couronné vingt fois dans les festivals internationaux, alors qu'il n'a réalisé que quatre dessins animés en sept ans, et qui est tenu à juste titre, pour ces seuls films, pour l'un des plus grands cinéastes de l'histoire (films de toute nature compris), a un physique étrange. Tout d'un coup, on dirait un gosse de quinze ans, à demi Poil de Carotte à demi Gavroche, et, la seconde d'après, il a l'air d'un vieux moine du film *André Breton*. Il a une voix claire, très douce. Un regard plutôt timide. L'émission de la troisième chaîne le montrait surtout assis devant la bizarre machine que sa femme et lui ont bricolée pour faire leurs films, qui ressemblait plutôt à un vieux métier à tisser la laine, et aussi à un clavier.

Le cinéma du tandem Iarbovska-Norstein est en complète rupture avec ce que nous connaissons jusqu'ici du dessin animé.

Les films d'animation, même les plus beaux, ont été toujours, jusqu'au *Conte des contes*, des œuvres d'illustrateurs plutôt que de peintres. Cet art, jusqu'à un certain point, « simplifiait » les choses, simplifiait le graphisme, les données de l'espace sensible, simplifiait la ligne du récit. Le son du cinéma d'animation, lui, semblait affecté d'un curieux quotient de « caricature sonore » comme si la nature plutôt décadente des images et des pensées trouvait un corrélatif nécessaire dans la criallerie ou la béatification « maternelle » des sons.

Le *Conte des contes*, tout d'abord, malgré son titre, n'est pas un conte, une fable, une historiette, un conte, comme la quasi-totalité des films d'animation. C'est quelque chose d'informel. Cela tient de la lettre tout à fait intime à un ami de toujours (comme l'a dit Norstein dans son interview de la télé), cela tient aussi d'un examen de conscience solitaire, d'une méditation non dirigée, d'une ronde de souvenirs lointains, d'une rêverie, et d'un journal tenu pour soi seul.

Les deux époux, Francesca et Iouri, mêlent ici un certain nombre de mirages, d'îles de mémoire, lancinantes, qui rémergent, dans leurs nuits. Ces mirages reviennent, comme spontanément, dans le film. Ce sont parfois des sensations brèves. Il y a par exemple l'« effroi brusque » de lumière provoqué par les phares d'une voiture qui trontent, en passant très vite, les arbres d'un bois, la nuit. Il y a la vapeur de la pomme de terre brûlante que l'on retire des cendres rouges, avec les doigts. Il y a la vision surprenante

d'un poisson sombre absolument immobile dans le cours rapide d'un torrent, et cela, soit dit en passant, c'est vrai, c'est bien observé, j'ai personnellement été frappé, une fois, sous un barrage à côté de Stalingrad, par la grande forme toute noire d'un esturgeon d'au moins 2 mètres, les yeux filaient à toute vitesse, bouillonnaient, et lui restait là, fixe, sans rien bouger : incroyablement.

Des sensations de ce genre, des images aussi « gratuites », celle aussi, entre autres, des pommes atardées qui tombent de l'arbre dans la neige, sont relayées, dans le film, par des sensations plus marquantes, plus familiales et plus inscrites dans la vie du pays, bien sûr, la berceuse lorsqu'on était tout petit, la corde à sauter, la maman qui vous demande, parce qu'il faut empêcher le lait de se sauver, qui vous demande de la relayer : il s'agit d'agiter le landau du petit frère qui hurle. Le retour du père avec le filet de pêche. Le vagabond qui passe, invité à partager le repas. Mais, surtout, il y a les premiers jours de la guerre, les hommes qui s'en vont, la séquence magnifique du bal, les femmes qui continuent de danser, mais, un à un, leurs cavaliers s'effacent, elles dansent seules, puis elles cessent, puis, coupant le bal, à travers elles, s'éloignent les soldats, en vareuses, nous ne voyons que leurs dos, fastosomatiques.

Toutes ces images, et celle de la mère qui fait cuire le pain dans le four, et celle du poète qui sèche devant sa grande page blanche, apparaissent comme nouées l'une à l'autre, d'une manière hasardeuse, ou dédoublée, par un petit loup gris, qui est le personnage principal de la berceuse. Et nous ne savons pas si c'est le loup ou l'enfant qui a des visions plus rêvées, comme celle du taureau géant qui tient de l'un des



Croquis rapide de Pouchkine dont s'est inspirée Francesca Iarbovska pour créer l'image du petit loup gris de la comptine dans le film de son mari « le Conte des contes ».

sabots la corde sur laquelle saute la petite fille, sorte de grand-papa minutaire.

C'est le songe de la mémoire d'une vie, qui apparaît et disparaît, et pour figurer cette mémoire, Francesca Iarbovska et Iouri Norstein usent d'un art pictural d'une extrême délicatesse, fait de fondus, de transparences, d'effacements, d'illusions, avec une saisie très émouvante de la profondeur de l'air, de l'espace. C'est plus proche de la détrempe, de la lithographie, que du dessin proprement dit, et l'image elle-même, son style, ne doit rien à personne, mais, pour donner une idée, c'est un peu comme si des aquarelles de Rembrandt et de Picasso et de Goya et de Klee, par exemple, échangeaient des impressions, des lubies.

Norstein, dans son interview, disait que sa femme — c'est elle qui

dessine et peint — s'était particulièrement inspirée de la légèreté, de la transparence, des dessins de Pouchkine, et aussi de la lumière si fine qui, pour les Russes, caractérise tout de suite l'écriture des poèmes de Pouchkine.

Le son du film est retenu, les voix sont douces, parfois lointaines, la musique de la berceuse et celle du bal sont comme filtrées par le lointain, il y a du Bach aussi.

Le jury international de Los Angeles ne s'est pas trompé : le *Conte des contes* est le plus grand et beau film d'animation réalisé à ce jour, et il fera date, parce qu'il marque à la fois l'entrée de l'art de peindre et de la poésie dans le dessin animé, et l'entrée de la rêverie entièrement libre et personnelle dans le cinéma.

MICHEL COUNOT.

\* Voir « les films nouveaux ».

## La comète facétieuse de Chabrier

**C**RÉÉE en 1877 aux Bouffes-Parisiens, disparue après quarante représentations, reprise seulement en 1941 à l'Opéra-Comique qui la laisse échapper en 1946, l'étoile de Chabrier, ressemble à une comète facétieuse qui se fait attendre et brille, ça et là, d'une lueur éblouissante mais fugace. Venue de Lyon, la salle Favart a su la prendre au vol et la retenir jusqu'au 31 décembre, date fatidique à partir de laquelle on ne pourra plus voir fonctionner le pal, ni la princesse se donner du bon temps « en chatoillant un p'tit jeune homme », ni l'astrologue Siroco vanter les mérites de la chartreuse verte...

Sans doute la mise en scène de Louis Erlo et Alain Merlatrat

surprendra-t-elle ceux qui n'ont pas besoin, pour rêver, qu'on leur tienne les yeux ouverts, mais la perversion étonnante de verve et de subtilité est à elle seule un enchantement dont on subit le charme avec délectation : certes on rit moins qu'à Offenbach, mais les oreilles attentives y découvrent de truculents détails d'orchestre et d'harmonie en contrepoint d'une écriture vocale pleine de rouerie. Comme la distribution, jeune d'âge ou d'esprit, entretient le plus équilibré des copieux bouffes, on peut être sûr que, en dépit des préjugés, 1984 s'achèvera sous une bonne étoile.

G. C.

\* Salle Favart.

## Les trois « Bleu » de Miro

**B**LEU de ciel, bleu catalan, bleu de Majorque ou d'azur mallorquin qui vous hante longtemps après... Un bleu pour l'humaine et certains volants, blottis trois fois, en trois grands tableaux, peut-être moins grande qu'il ne le paraissent (270 x 355). Ils ont été réunis au 4<sup>e</sup> étage du musée en travaux, au cœur de l'acrosage renouvelé des collections depuis 1945 et des enrichissements récents, comme l'un de ces « Bleu », d'ailleurs : *Bleu II*, offert en 1984 par la Miro Foundation en souvenir de Jean de Menil : les deux autres ont été prêtés pour fêter cette entrée. Une vraie fête libératrice, au-dessus des lois de la pesanteur, où presque rien, quelques points, quelques taches, quelques traces, une ligne, deviennent événements extraordinaires : le trait rouge de feu, passage sordide de la plus formidable des comètes, les taches noires en suspension, la répercu-

sion à l'infini d'une phrase multicolore. Trois peintures longuement méditées pour arriver au dépouillement voulu, préparées avant le passage au geste comme on se prépare à une compétition, a dit Miro, prenant l'exemple des archers japonais : « Expiration, expiration, expiration... ce combat m'a éprouvé... Ces toiles sont l'aboutissement de tout ce que j'avais essayé de faire. »

Trois « Bleu » de 1961, quelques choses comme la résonance des formes des années 20 après le choc de la découverte de la nouvelle peinture américaine des années 50 et dont Miro pousse l'énergie libératrice jusqu'à l'au-delà des limites, dans le bleu couleur de ses rêves.

B. B.

\* Centre Georges-Pompidou.

## Zouc et les empreintes de la vie

**B**EN posé sur le cou droit, le visage de Zouc est de marbre ou d'opale selon le jeu de la lumière. Est juvénile ou défait selon l'expression de la bouche et des yeux, est décoloré par les ans, revêtu de rideaux...

Zouc, au canapé rouge au milieu du noir, amène sur scène des gens obsédés par la mort. Mais ce ne sont pas des fantômes, ce sont des êtres humains, vulnérables, désolés, poignants, qui traquent courageusement les miettes du bonheur. Une Américaine dont la sœur est mongoloïde, une pauvre narcissique, une femme trop dévouée, une autre trop maltraitée : des femmes désemparées, face à leur bonhomme, face aux hommes.

C. G.

\* Théâtre de Paris.

## Noureev, fils de Petipa

**O**N conçoit difficilement les fêtes de fin d'année sans un grand spectacle de ballet, de préférence un conte de fées signé Marius Petipa. Ainsi reviennent en alternance dans tous les théâtres d'Europe Centrale, le *Belle au bois dormant* et le *Lac des cygnes*.

L'Opéra de Paris, fidèle à la tradition, affiche le *Lac des cygnes* dans une nouvelle production de Noureev. Ce ballet plus que centenaire, inspiré à la fois d'Andersen et de Pouchkine, a été l'objet de nombreuses variantes qui, toutes (à l'exception d'une récente « relecture » de Neumeier), suivent scrupuleusement la partition narrative de Tchaïkovski.

Succédant à la version de Bourmeister, montée en 1960 et remaniée en 1974 par Jean Sorell, Ru-

aux autres. Et cette vieille dans le linéaire blanc de son lit d'hôpital, et cette concierge qui sur le tard a appris à aimer...

Des femmes. Zouc les raconte en quelques phrases simples, indéniables. En quelques gestes dépourvus, nets. Dans sa robe noire, avec ses cheveux tirés et son petit chignon, elle est un masque de théâtre, réceptacle qui reçoit les empreintes de la vie. Au-delà du bien et du mal, du comique et du pathétique, Zouc redessine d'un trait aigu l'impalpable vérité de ce qu'il faut bien appeler les âmes.

C. G.

\* Théâtre de Paris.

## LE ROMAN DE FRANÇOIS TRUFFAUT



### UN NUMÉRO SPÉCIAL DES CAHIERS DU CINÉMA

40 témoignages de personnalités du cinéma, collaborateurs ou amis du cinéaste

148 pages - 200 photos

EN VENTE DANS LES KIOSQUES

M. M.

\* Opéra de Paris (Palais Garnier).







## pour les fêtes

## Cinéma

## AMADEUS

de Milos Forman  
Mozart, le génie, mais le physique et les manières d'un paf-fremer. «Saher», compositeur officiel de la cour d'Autriche, ne peut admettre que Dieu ait donné l'inspiration musicale sublime à ce rustaud. L'histoire de son combat contre l'ange impur est racontée dans la folie de sa vieillesse. D'où la mise en scène flamboyante, exagérée, visionnaire, de Forman, retrouvant la culture d'Europe centrale, le réalisme historique du dix-huitième siècle comme champ clos d'une confrontation qui vise au fantastique. Débat sur l'art, la haine, vengeance et mort, enchantement des opéras mozartiens.

GREYSTOKE  
LA LÉGENDE  
DE TARZAN

de Hugh Hudson.  
Enfant sauvage élevé par des singes d'Afrique, adulte ramené à la civilisation et à sa famille aristocratique, ce « Grey-stoke » révèle la vérité profonde du premier roman d'Edgar Rice Burroughs sur Tarzan. Hugh Hudson brise la coquille du mythe hollywoodien, et fait du prodigieux acteur Christopher Lambert un être déchiré, divisé entre l'état de nature et son héritage humain de lord écossais. Grand spectacle d'aventures, drame étonnant. Le ci-

néaste s'implique dans la dualité de son personnage.

## GREMLINS

de Joe Dante

Il était une fois une petite ville américaine, avec de la neige dans les rues parce que c'était Noël. Pour Noël, un inventeur plutôt maladroit offrit à son fils un adorable petit animal, cousin de E.T., un « mogwai ». Vous pouvez trouver des mogwai dans les magasins de jouets. Mais attention : si vous les exposez à la lumière, ils se multiplient. Si vous leur donnez à manger après minuit, ils se métamorphosent en punks mal-faisants appelés gremlins. Les gremlins vivent en bande, chahutant, ne respectant rien. Pour notre malice et notre plaisir, Joe Dante, cinéaste pervers, s'amuse beaucoup avec les ambiguïtés de la morale.

## FLEURS DE PAPIER

de Gur Dutt

Un spécimen rare de film indien à grand spectacle qui se veut en même temps expression très personnelle de la vision du cinéma selon l'auteur. Gur Dutt parle du monde des grands studios qu'il connaît - nous sommes à la fin des années 50. Stars, chansons et danses y servent de toile de fond au drame d'un metteur en scène à la mode qui voit sa carrière brisée pour des raisons affectives.

Gur Dutt vit le mythe à l'échelle hollywoodienne, un Hollywood transposé à Bombay. Utilisant pour la première fois en Inde le cinémascope, mais en noir et blanc, il raconte avec une sensibilité à fleur de peau cette romance de quatre sous du pauvre cinéaste ébloui par le mirage.

INDIANA JONES  
ET LE TEMPLE  
MAUDIT

de Steven Spielberg

Non seulement il est beau, intrépide, malin, marrant, sexy, macho, héros, mais il parle des quantités de langages rares et il lit des écritures antiques : Indiana Ford, Harrison Jones, son frère et son fouet dans le temple maudit où des enfants indiens travaillent comme des nègres pour le compte de malabars terrifiants et peints à l'huile. Indiana Jones protège les femmes et enfants. Il tombe les uns et séduit les autres. Délire, vertige, poursuites, magie des effets spéciaux, charmes de la caméra roublarde : Spielberg est un sorcier.

1984  
de Michael Radford

Le roman de George Orwell porté à l'écran par le fort en thème du cinéma anglais. Michael Radford en fait une science-fiction du déclinage généralisé de notre civilisation de consommation et renvoie aussi bien à nos sociétés modernes, avec leur langue de bois et la « réification » des rapports humains. John Hurt et Richard Burton extraordinaires.

## MARIA'S LOVERS

d'André Konchalovski

Un G.I.'s regagne après 1945 sa ville natale en Pennsylvanie. Il retrouve sa petite amie et l'épouse, mais se révèle incapable de concevoir.

ser sa passion pour l'être dont il n'a cessé de rêver au plus fort des combats. André Konchalovski, tournant son premier film américain, regarde ce pays neuf pour lui avec des yeux éblouis, et enrobe le paysage d'une lumière magique. Il dirige ses acteurs, et d'abord Nastassja Kinski et John Savage, comme à la plus belle époque hollywoodienne, mais avec un léger décalage qui fait tout le prix des personnages.

LES NUITS  
DE LA PLEINE LUNE

d'Eric Rohmer

Une jeune femme tente d'aménager son indépendance pour mieux vivre l'amour et l'amitié avec les hommes. Jeu à la fois excitant et dangereux où Pascal Ogier (on ne regrettera jamais assez sa disparition prématurée) est prise alors qu'elle croyait prendre. Personne ne sait aussi bien que Rohmer décrire, dans les arabesques subtiles de l'image et du verbe, le comportement, la mentalité des couples modernes. Chez lui, le cœur et l'esprit trouvent leur compte.

LA VENGEANCE DU  
SERPENT A PLUMES

de Gérard Oury

Comédie vaudevillesque et grand film d'aventures à la française d'un metteur en scène perfectionniste. Coluche, François moyen riche et réac, est transformé par amour, court à travers le Mexique et sauve vingt-trois chefs d'Etat d'un complot terroriste.

LA DIAGONALE  
DU FOU

de Richard Dombro

Suspens d'un championnat d'échecs engageant la vie des joueurs. Deux récompenses en fin d'année, dont un prix Delius sur-

prise, valent à ce film, pour les fêtes, une nouvelle et nécessaire sortie.

## BOY MEETS GIRL

de Leos Carax

Le héros est de ces jeunes graves et prédestinés au récit qui éprouvent leur vie comme un roman et traversent amours et nuits en incorrigibles poètes. L'auteur est très jeune, lui aussi, il filme ses personnages comme il écrit leurs dialogues, avec une insolence pessimiste démentie par un talent sentimental et nostalgique.

BROADWAY  
DANNY ROSE

de Woody Allen

Il était une fois un agent de Broadway qui s'occupait des artistes les plus ringards, et quand par hasard ils devenaient célèbres, bien sûr ils changeaient d'agent. Hommage de Woody Allen à la misère glorieuse et à la gloire misérable, à la naïveté irrésistiblement comique des artistes.

## PARIS, TEXAS

de Wim Wenders

Un cheminement vers la parole, l'histoire d'un homme parti du désert et qui retrouve les siens, l'histoire aussi d'un cinéaste que le grand public rencontre soudain. Un film (Palme d'or au Festival de Cannes) et un livre d'admirables photographies (Editions de l'Étoile, Cahiers du cinéma).

## SOS FANTOMES

d'Ivan Reitman

Ghoultos ou carrement maléfiques, les fantômes parasitent Manhattan. Ils trouvent leurs maîtres, trois parapsychologues bourrés d'idées et bardés d'appareils sophistiqués. Le film est d'une agréable déraison.

## Les rencontres de Georges Sadoul

EN juillet 1942, Georges Sadoul écrit, de Toulouse (alors en zone libre), une lettre à l'historien américain Jay Leyda, auquel il a pu donner de nouvelles depuis trois ans. Il ne sait pas si cette lettre arrivera au destinataire, il la lance comme « une bouteille à la mer ».

Sadoul parle à Leyda de la façon dont il a vécu la guerre et la défaite de 1940, de son *Histoire du cinéma* entreprise le 15 août 1939, et dont « les *loisirs forcés* de la vie provinciale dans une grande ville méridionale sole, ensoleillée, mal bâtie » lui ont permis d'achever la rédaction (il s'est arrêté à 1914). Il y a beaucoup de détails sur ce travail que Sadoul considère comme une folie, une gageure, dans la situation où se trouve le monde. Sera-t-il édité ? On sent le doute, mais pas le désespoir.

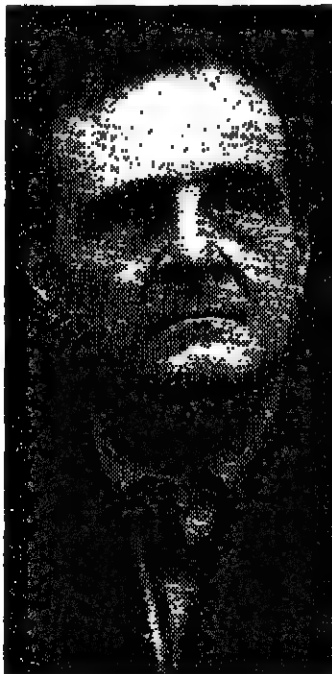
Pourquoi insister sur un texte qui est tout juste l'ouverture d'un gros volume intitulé *Rencontres, I - Chroniques et entretiens* regroupant des articles (choisis et annotés par Bernard Eisenschitz) de critiques cinématographiques et des entretiens avec des réalisateurs ? C'est qu'on y retrouve la subjectivité, la tournure d'esprit, l'acuité d'observation du *Journal de guerre 1939-1940*, publié en 1977. C'est que l'homme - Lorrain exilé en Languedoc - est présent, avec ce don de raconter qui était, chez lui, une façon essentielle de communiquer. C'est que cette lettre, qui va droit au cœur de ceux qui ont connu Sadoul, même seulement un peu, éclaire, en fait, toute la démarche du chroniqueur. Sa subjectivité appelle la nôtre.

On m'a fait observer que Georges Sadoul, depuis la parution complète de son *Histoire générale du cinéma*, n'est plus à découvrir. Ce n'est pas vrai. Il a tenu, dans la critique française, une place dont on n'a pas encore vraiment mesuré toute l'importance (comme pour André Bazin,

dont l'activité s'est portée sur un autre terrain de réflexion, dont l'œuvre est différente, en raison surtout de ses engagements politiques, *celle d'une fois pour toutes*, pour ne plus y revenir. Une chose était de lire, autrefois, au fil des semaines, les chroniques de Sadoul dans les *Lettrés françaises*. Autre chose est de les lire aujourd'hui rassemblées par les réalisateurs (Antonioni, Bresson, Bunuel, Dovjenco, Dreyer, Flaherty, Ivens, Kurosawa, Visconti) et complétées, en somme, par quelques articles parus ailleurs.

Personne, jusqu'ici, n'a songé à écrire une *vie* de Georges Sadoul. Ce ne serait sans doute pas aisé, mais sa vie transparaît dans ses chroniques. Ainsi, les thèmes récurrents de la jeunesse et des rapports avec le mouvement surréaliste, de la découverte du cinéma, de l'amitié privilégiée pour Bunuel, de la hantise du travail, jamais considérée comme parfait, définitif. La vérité, c'est que Sadoul n'a pas cessé d'être un écrivain qui confiait, sans qu'on y prenne garde, ce qu'il avait dans la tête et dans le cœur. Il a mené des tonnes de documentation, mais son écriture n'est pas celle d'un archiviste, d'un érudit maniaque.

Ses *Souvenirs d'un témoin* nous rappellent que, pour lui, la découverte du cinéma dans les années 20 fut liée à une fascination, à partir de laquelle son existence fut déterminée. Son éblouissant pastiche (paru dans *Positif*, novembre 1955) d'une biographie imaginaire considérée comme réelle : *Sur les traces de Burnan*. Quelques signes de piste, contribution à un canular alors monté par la revue, est caractéristique de sa méthode. L'élan romanesque s'y allie à la précision du détail historique. Le récit d'une rencontre à Cannes avec Mack Sennett, celui d'un dîner avec Buster Keaton, ont les mêmes résonances, mais par rapport, en ces cas, à la réalité.



Georges Sadoul  
par Paul Strand

Georges Sadoul, jusqu'à sa mort en 1967, a écrit à des époques où le pouvoir des images cinématographiques, la personnalité des réalisateurs, n'étaient pas banalisés par les médias, les procédés techniques de reproduction, l'inflation galopante de la multi-exploitation. Son style de chroniqueur est étroitement lié aux impressions visuelles, à la chaleur d'affinités et de relations nées du contact avec les images (il insiste sur le fait qu'il préférait voir les films dans les salles avec le public), à la curiosité vis-à-vis de ceux qui les avaient filmés.

Chez Sadoul, la mémoire de l'historien s'associait au rêve, à la conscience de sensibilités différentes de la sienne, l'éclairant peut-être sur ses propres pulsions. D'où cette manière d'analyser les films (on le verra, par exemple, avec la « suite Anto-

nioni ») en les racontant clairement comme il les avait ressentis, en les associant, chaque fois, au contexte de leur réalisation.

Il fut un des rares à comprendre ce que représentait, à l'époque, le cinéma, le dernier film de Dreyer, *Gertrud*, très mal accueilli à sa sortie. D'où un article admirable qui reste un modèle pour nous tous. Rien d'étonnant donc à ce que cette forme de critique subjective ait abouti, lors des rencontres avec certains cinéastes, à des entretiens psychologiques où apparaît la générosité d'un homme attentif aux autres. Oui, il y a, décidément, beaucoup de choses à découvrir dans ce livre. Mais, pour terminer, écoutons-le parler de Bunuel : « Si je pense à mon ami Luis Bunuel, Tolède se lève d'abord dans ma mémoire. Nous y étions ensemble à la fin de l'été 1934, alors que couvait le grand incendie espagnol. Nous logions à la Casa del Maestro. Bunuel avait garé sa voiture, place du Zocodover, dans un local demi-ruiné qu'ornaient des sculptures hispano-mauresques. Dans la ville du Greco, il me persuada de ne voir aucune toile du maître, mais suscita des fantômes dans la nuit lunaire des étranges ruelles. Et il me désigna le grand crucifix de pierre où, l'année précédente, Pierre Unik, Federico García Lorca, Rafael Alberti et lui-même en étaient venus aux mains, pour une querelle politique, avec les Cadets de l'Alcazar, ces Junkers de l'Espagne. »

Ces souvenirs viennent au début d'un article publié dans l'*Ecran français* en décembre 1951. Les mots n'y sont-ils pas des images ?

JACQUES SICLIER.

\* Rencontres, I - Chroniques et entretiens, de Georges Sadoul. Editions Denoël. 384 p., ill., 225 F.

## Théâtre

## CYRANO DE BERGERAC

à Mogador

Depuis plus d'un an, son nez arrogant illumine la façade du théâtre, et les cadets de Gasconne, embarqués au siège d'Arras, se battent frileusement dans le crépuscule des batailles boueuses. Cyrano meurt d'amour pour la belle Roxane jusqu'à la fin de l'année, et Jacques Weber reprend le rôle avant d'aller le jouer dans son Théâtre du VIII<sup>e</sup> à Lyon. Quelques jours encore et ce sera *Bye bye show biz*, un autre spectacle de Jérôme Savary, avec le Magic Circus, qui, en matinée, fait rire et danser les enfants avec les rocambolesques aventures du Petit Cochon qui voulait malgré pour épouser Cochonette...

## DE SI TENDRES LIENS

au Studio des Champs-Élysées

Une femme vieillit doucement en regardant son enfant grandir. Cycle de la vie qui tourne sur elle-même. Entre Jeanne et Charlotte, l'amour s'exprime doucement. Amour égoïste de la petite fille puis de l'adolescente. Amour de chair et de sang de la mère qui pardonne et comprend, câline et carresse. Lolli Bellon connaît des mots qui, sans avoir l'air de rien, se posent sur les cœurs. Mises en scène par Jean Bouchaud, Nelly Borgeaud et Dominique Blanchard interprètent cette histoire de tendresse, de rires et de larmes.

## LETTERS HOME

au Théâtre de Paris

Pourquoi Sylvia Plath, écrivain et poète, se donna-t-elle la mort à l'âge de trente et un ans ? Pour tenter de répondre à cette question, sa mère fit publier sa correspondance. Celle-ci, adaptée pour le théâtre par Rose Leiman Goldemberg, est pleine de murmures, de confessions, de cris de douleur. Sylvia Plath, interprétée par Coralie Seyrig, était une écorchée vive, une exaltée, dévorée par sa passion d'écrire et dont l'esprit bascula. Delphine Seyrig incarne Aurélia Plath. De lettre en lettre elle se souvient, et sa fille, par-delà la mort, lui répond, l'appelle, lui tend les bras. C'est François Mérie qui a mis en scène ce dialogue impossible aux accents parfois douloureux.

## LE DINDON

au Palais-Royal

Le dindon, c'est M. de Pontignac (Jean Piat), un bellâtre gonflé, un dandy façon début du siècle. Sourire encoeurant et bottines vernies, il séduit une femme sans savoir qu'elle est l'épouse de son meilleur ami. Mis en scène par Jean Meyer, *Le Dindon* est un spectacle pour les inconditionnels de Georges Feydeau. On y retrouve quiproquos et chassés-croisés, amour canaille et badin. Dans ces décors où ne manque aucun pompon, la distribution est brillante. C'est le genre de comédie où la morale, égratignée, est à la fin toujours épargnée.

## L'ILLUSION

au Théâtre de l'Europe

En comptant sur les miracles de Noël, on peut espérer trouver des places pour les enchantements stroboscopiques. Quelques places pour l'histoire du théâtre selon Corneille, ou les voyages dans la grotte du magicien, où les ombres prennent corps, où les corps sont des créatures de fiction.

## LES MUMMENSCHANZ

au Théâtre de la Ville

Trio de mimes suisses, pareils à ces personnages de dessin animé, capables de s'aplatir, de s'élever, de se rouler en boule, de devenir chien, hérisson, pieuvre, éléphant, animal fantastique, clown transparent... En Suisse allemande, *mummenschanz* veut dire « mascarade ». Le spectacle des Mummenschanz est un carnaval poétiquement surréaliste.

## AU PETIT-ODÉON

Femme du contestataire tchèque Pavel Kohout, Jelena Kohout a écrit une pièce qui démonte, avec un sens de l'absurde très national, le processus destructeur de la dénonciation. La logique interne de ce processus fait que le dénonciateur doit être à son tour dénoncé. L'absurde de la chose est que les dénoncés sont innocents, que leur seul crime est d'avoir dénoncé d'autres dénonciateurs. Alliance bizarre de comique et d'horreur, le spectacle est mis en scène avec clarté et sensibilité par Viviane Théophilides. Les acteurs sont épatants.

## MESSIEURS

LES RONDS-DE-CUIR

à la Comédie de Paris

Les lois particulières du monde bureaucratique font, dans le monde entier, la joie des satiristes. Courteline, lui, s'en prend à un phénomène plus vrai et plus grave : la dégradation des personnes sous l'effet de la claustration dans un même lieu pendant les années productives de leur vie, au service d'un travail répétitif, et tellement flou qu'il en devient abstrait. Ce sont les *Temps modernes* en masses de justine. Le spectacle détache bien net le comique noir de Courteline.

## MY FAIR LADY

au Théâtre de Boulogne-Billancourt

Des chansons que l'on fredonne et une ambiance britannique en diable. Des rires et, de temps en temps, une larme d'émotion au bord des cils. *My fair lady* (mise en scène de Paul Glover) est un spectacle indémodable. Claudine Coster interprète Eliza Doolittle. Un peu empruntée en marchande de violettes, elle a un charme irrésistible en femme du monde, naturelle et encore naïve. Paul-Emile Deiber, Henri Higgins, entre deux et campé de cuir est un séducteur qui s'ignore. C'est sa force. Claude Bessy a réglé le chorégraphie de ce spectacle qu'il serait de bon ton de regarder en buvant du thé au lait, le petit doigt en équerre.

## Jazz

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17

du 14 au 17





















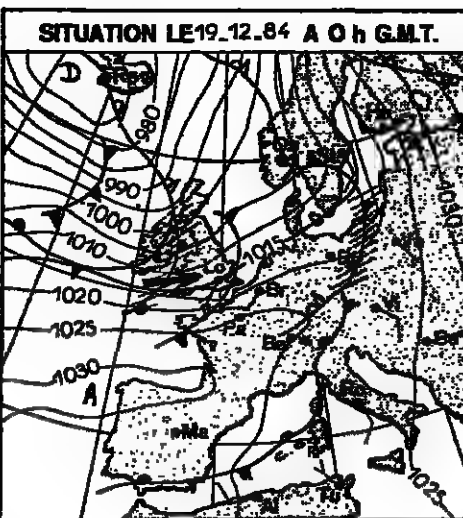




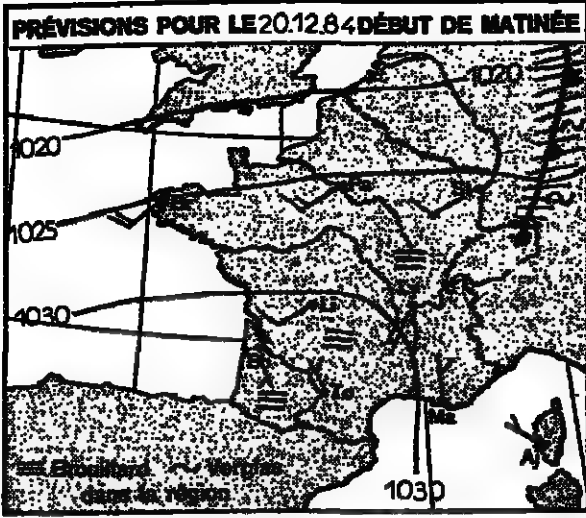


# INFORMATIONS «SERVICES» LE CARNET DU Monde

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 19.12.84 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 20 DÉCEMBRE A 0 HEURE (GMT)

Evolution probable du temps prévu en France entre le mercredi 19 à 0 heure et le jeudi 20 à 24 heures.

L'anticyclone centré sur la péninsule Ibérique protégera temporairement le sud du pays du flux perturbé océanique d'où il circule au nord du 45° parallèle.

Jusqu'à la fin de la nuit, les conditions météorologiques seront marquées par la douceur relative du vent de nord soufflant modérément. De l'Aquitaine au sud du Massif Central et des Alpes, des brouillards, parfois épais, se formeront au cours de la nuit, avec toutefois de belles éclaircies en montagne; la visibilité s'améliorera lentement au cours de la journée, mais les nuages resteront abondants.

Plus au nord, un temps gris et humide sera observé sur toutes les régions; les nuages donneront souvent de faibles pluies ou bruines se transformant en flocons de neige sur le relief de l'Est au-dessus de 1000 mètres environ.

Au cours de l'après-midi, un renforcement sensible des précipitations se produira sur les régions du Nord-Ouest, de la Vendée et de la Bretagne au Nord, ces pluies se déplaceront vers le sud-est.

Le vent d'ouest à sud-ouest soufflera assez fort près des côtes du Nord-Ouest, modérément sur le littoral Nord.

Les températures minimales voisines de 4 à 8 degrés seront toutefois inférieures à 0 degré de l'Aquitaine au sud des Alpes. L'après-midi, les maxima s'élèveront de 5 à 10 degrés, 12 degrés à 14 degrés près de la Méditerranée.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer à 1013 hPa, le 19 décembre, à 1014 hPa, le 20 décembre, à 1015 hPa, le 21 décembre, à 1016 hPa, le 22 décembre, à 1017 hPa, le 23 décembre, à 1018 hPa, le 24 décembre, à 1019 hPa, le 25 décembre, à 1020 hPa, le 26 décembre, à 1021 hPa, le 27 décembre, à 1022 hPa, le 28 décembre, à 1023 hPa, le 29 décembre, à 1024 hPa, le 30 décembre, à 1025 hPa, le 31 décembre, à 1026 hPa.

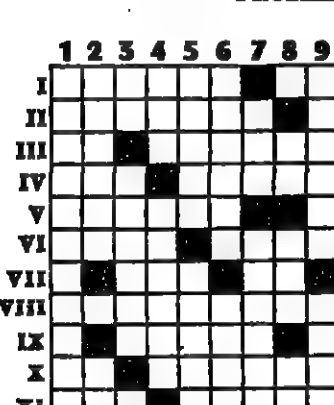
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 décembre; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20 décembre):

Alger, 14 et 6; Amsterdam, 6 et 2; Athènes, 18 et 10; Berlin, 5 et 0; Brest, 5 et -2; Bruxelles, 22 et 17; Copenhague, 3 et 2; Dakar, 23 et 19; Djibouti, 19 et 13; Genève, 8 et -1; Istanbul, 12 et 8; Jérusalem, 13 et 5; Lisbonne, 15 et 7; Londres, 6 et 1; Luxembourg, 4 et -3; Madrid, 10 et -2; Montréal, 2 et -5; Moscou, -8 et -8; Nairobi, 24 et 10; New-York, 15 et 6; Palma-de-Majorque, 17 et 6; Rio-de-Janeiro, 25 (nuit); Rome, 17 et 13; Stockholm, -1 et -1; Téhéran, 20 et 12; Tunis, 15 et 10.

second, le minimum de la nuit du 19 au 20 décembre):

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3864



### HORIZONTALEMENT

1. Pas toujours joyeux. Interjection. - II. Ne suivent de directives que celles de leur propre chef. - III. Négation. Enlevée sans être emballée par quelque chose d'enlevé. - IV. Le pur-sang du rail. Mignon quand il est favori. - V. Prendre l'air. - VI. Méconnaît les droits. On lui fait mordre ce qu'on veut parfois ronger. - VII. Abréviation liturgique. Participe passé. - VIII. Font de détail l'essentiel. - IX. Objet d'art ou restaurateur d'ustensiles. - X. Bien que sans importance, il faut compter avec lui. Pigeon blanc. - XI. Il faut être bête pour ressentir un tel désir. Mets le nez dans les affaires d'autrui.

### VERTICALEMENT

1. Ne tourne pas au studio en hiver. - 2. Os de poulet. Fort dépourvu. - 3. Note. On la rend souvent après l'avoir reçue. - 4. Est parfois piqué avant d'être mordu. Occupe une place prépondérante dans la Société française. - 5. Fra-

### Solution du problème n° 3863

Horizontalement  
I. Lestement. - II. Espèces. - III. Statue. En. - IV. Bar. Silo. - V. Inter. Far. VI. Escalier. - VII. Nice. Acis. - VIII. Naumachie. - IX. Séria. - X. Nenni. - XI. Vent. Etoc.

### Verticalement

I. Lesbienn. - 2. Estancia. Ré. - 3. Spartacus. - 4. Têt. Élément. - 5. Ecu. Ré. Are. - 6. Més. Racine. - 7. Es. If. Chant. - 8. Eln. II. Io. - 9. Ténoriser.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 19 décembre:

### UN DÉCRET

Complétant le décret du 25 novembre 1983 relatif au commerce, à la conservation, à l'expédition et à la destruction de certaines armes (1°, 4°, 5° et 7° catégories).

### UN ARRÊTÉ

Relatif à la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

## PARIS EN VISITES

VENDREDI 21 DÉCEMBRE

« La cathédrale russe », 14 h 45, 12, rue Durr, M° Halles.  
« Auguste Rodin », 15 heures, 77, rue de Valenciennes, M° Bercy.  
« La Marais », 15 heures, 6, place des Vosges, M° Saint-Paul.  
« Le château de Vincennes », 15 heures, entrée avenue de Paris, M° Guilleminot (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Le château de Saint-Ouen », 15 heures, mairie de Saint-Ouen (Approche de l'art).  
« L'Hôtel de Ville », 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville (Arcus).  
« Quartier Montferrand », 15 heures, rue Mouffetard, devant l'église (M. Banassat).  
« Faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, métro Madeleine (Les Filancas).  
« L'Opéra », 13 heures, hall d'entrée, à droite (M° Hagar).  
« Watteau », 16 h 30, Grand Palais (M. C. Lasnier).  
« La demeure de Victor Hugo », 15 heures, 6, place des Vosges (Paris et son histoire).  
« Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (M. Polyver).  
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

## DO YOU SPEAK FRANÇAIS ?

La chambre de commerce et d'industrie de Paris organise en janvier et juin 1985 deux sessions d'examen de français des affaires pour les étrangers de toutes nationalités voulant approfondir leur connaissance du français commercial.

★ Renseignements et inscriptions : 14, rue Chateaubriand, 75008 Paris. Tél. : (1) 561-99-00. (Prix 451).

## SPORTS

### A LA FINALE DE LA COUPE DAVIS

#### Une démonstration du tennis venu du froid

Göteborg. — La troisième journée « pour la gloire » de la finale de la Coupe Davis à Göteborg — la Suède ayant déjà gagné la revanche par trois victoires à zéro sur les Etats-Unis — a été une ultime démonstration de la sportivité des Suédois. Les joueurs, les arbitres, les spectateurs, les douze mille spectateurs du Scandinavium, auront décemment fait leur admiration tout au long de la compétition.

Dans l'avant-dernier match des simples, disputé en trois sets, Mats Wilander aurait pu se contenter d'une honorable défaite devant McEnroe. Celui-ci, enfin détendu, allant jusqu'à rendre une balle comptée en sa faveur, jouant à la vitesse du son, déversant une pluie d'aces à la commande, prouvait surabondamment qu'il était le roi de la terre battue, quand il le voudrait.

Il menait 6-3, 5-4 et 2, puis 3 balles de match. N'importe qui aurait baissé les bras. Pas Wilander ! Il retourna la situation et empocha cette manche par 7-5. Au troisième set, le bûcheron suédois s'était mis à cogner comme un sourd, tandis que le harpiste américain commençait à rater quelques accords. Les jeux et les chances s'égalisaient à trois partout lorsque McEnroe, retrouvant son merveilleux défilé, parvenait à se dégager de l'emprise de Wilander. Bouclant le set par 6-3, le champion de Wimbledon et de Flushing Meadows avait la consolation de gagner ce match qui aurait constitué la rencontre au sommet s'il avait été disputé sans que le résultat soit encore connu, et sur la distance officielle des cinq sets.

Aucune rivalité, aucune jalousie, aucune forfanterie entre ces érudits du froid : une amitié simple, brute, fruste, d'où sont exclus les débordements sentimentaux, à plus forte raison des caprices de prima donna. Les vrais chefs de file de la jeunesse tennis suédoise, ce sont bien ces quatre « daviscupmen » : Mats Wilander, né le 22 août 1964 à Växjö; Henrik Sundström, né le 29 février 1964 à Lund; Anders Jarryd, né le 13 juillet 1961 à Lidköping, et Ste-

## Naissances

— Gail, Guillaume et Amélie ont la joie de faire part de la naissance de

Adeline,

le 24 octobre 1984.

M. Luc-Jean Gontelle et M<sup>me</sup> née Bernadette Gontelle, 18, rue de la Grande-Chaumière, 75006 Paris.

## Décès

— Nous apprenons la mort de notre confrère

Roger Dapoigny, ancien collaborateur de l'Agence France-Presse,

décédé mardi 18 décembre à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses obsèques auront lieu vendredi après-midi à 14 heures, à l'église Saint-Philippe (Yonne), commémoration à 16 heures.

— M<sup>me</sup> Edmond Debovey-Adam, son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Edmond DEBOVEY,

survécu le 17 décembre 1984,

dans sa quatre-vingt-neuvième année, à L'Etang-la-Ville.

Les obsèques auront lieu à Gennevilliers, dans l'intimité familiale.

78420 L'Etang-la-Ville,

39, chemin des Borneaux,

1425 Borneaux-Air, 1959, La Pompe.

— La direction de France Culture a le regret de faire part du décès, survenu accidentellement le 12 décembre 1984,

de

Mario-François DESGOUTTES,

journaliste.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église de Saint-Jean, 17600, le jeudi 20 décembre 1984, à 10 heures.

— Nous apprenons le décès de

Maurice DURIFF.

Maurice Duriff (PS), maire de Four et conseiller général de la Nièvre, est décédé le 18 décembre des suites d'un accident de la route, survenu entre Nevers et Decize alors qu'il regagnait son domicile.

[Né le 24 janvier 1923 à Saint-Germain-Champagne (Yonne-Départ). Maurice Duriff était instituteur. Il avait été conseiller municipal de Four en 1985 et était devenu maire après les élections municipales de 1971. Il avait été élu à la tête de la municipalité en 1977 et en 1983.]

Maurice Duriff était conseiller général de canton de Four depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1979. Il avait été élu à la tête d'une section partielle destinée à pourvoir au remplacement de Pierre Charlet, conseiller général socialiste décédé.]

— Lyon, Vanotte (07),

Chaponnot, les Déserts (73).

Le mardi 4 décembre 1984,

le Seigneur a accueilli

dans sa tendresse,

M<sup>me</sup> Charles FAVRE,

née Denise Romet,

professeur de lettres

au collège de Frémont,

enlevée à l'affection de tous les siens.

La messe de sépulture a eu lieu à

Vanotte dans l'intimité.

Dans l'attente de la résurrection,

une messe sera célébrée le jeudi 20 décembre

1984 à 19 heures en la basilique Notre-

Dame de Fourvière, à Lyon,

sa famille, ses amis, ses collègues, ses

élèves.

Elle sera célébrée par Mgr Albert de

Courmayeur.

De la part de

M. Charles Favre,

M. et M<sup>me</sup> Edmond Gillet,

leurs enfants et petits enfants,

M. et M<sup>me</sup> Claude Rondet,

leurs enfants et petits enfants,

Le baron et la baronne

Loy du Marais

et leurs enfants.

Les familles Favre et Felly,

Rondet et Escoffier,

Et tous ses amis.

— Lyon,

l'Amicale judéo-chrétienne de France

a la tristesse de faire part de la mort de

l'épouse et compagne de l'engagement

de toute une vie de son vice-président

national catholique Jacques Favre

M<sup>me</sup> Charles FAVRE

La messe des obsèques sera célébrée

par Mgr Albert de Courmayeur, archevêque

de Lyon, en la basilique Notre-

Dame de Fourvière à Lyon, le jeudi

20 décembre 1984, à 19 heures.

« Vous avez, nous vous prions »

MATHIEU, 24/44.

— M. Cécil Ghanem,

M. et M<sup>me</sup> Nabli Ghanem,

le docteur et M<sup>me</sup>

Suzette Elieff,

M. et M<sup>me</sup> Joseph-Antoine Ghanem,

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Isaac

et Cécilia Abou-Merhi,

Les familles Ghanem, Harfouch,

Pyle, Zabal,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Dô Samine GHANEM,

survécu le 17 décembre 1984

à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 21 décembre 1984 à 10 h 30

en l'église Notre-Dame du Liban,

17, rue d'Ulm, Paris-5<sup>e</sup>.

Des dons seront reçus pour les orphelins

du Liban (Caritas Liban).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Jean Méary,

M<sup>me</sup> Ferdinand Méary,

Jacques et Annie Méary,

Patrick et Claire Guyon-Méary,

Richard et Françoise Lalande,

Paul Méary,

Olivier et Renard Méary,

Adeline et Nicolas Lenoir,

Thierry et Marie Lalande,

M. et M<sup>me</sup> René Antier,

M. Michel Antier,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean MEARY,

officier de l'Écluse d'honneur,

inspecteur général honoraire

de l'industrie et du commerce,

leur époux, fils, père, grand-père, frère,

beau-frère, oncle et parent,

survécu le 16 décembre 1984, à Paris.

La cérémonie religieuse et l'inhumation

ont eu lieu dans l'intimité familiale

à Saint-Germain (Seine).

163, rue de la Convention,

75015 Paris.

93, rue de Strasbourg,

38000 Grenoble.

— L'AEP (Association nationale

pour la formation professionnelle

des adultes),

a la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Claude PIROT,

adjoint au chef

du service des actions

internationales,

survécu accidentellement

le 12 décembre 1984

à Garges-Jossigny.

Elle transporte à sa famille et à ses

proches ses plus sincères condoléances.

La cérémonie religieuse sera lieu le

jeudi 20 décembre 1984 à 10 heures

en l'église Saint-Etienne de Mont, Paris-9,

où l'on se réunira.

— M<sup>me</sup> Claude Rey,

M. et M<sup>me</sup> Michel Rey,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Saladier,

Sébastien, David et Laurence Cadier,

Alex, Raphaël et Florent Sablier,

ont la grande peine de faire part du

décès de

M. Claude REY,

chevalier de la Légion d'honneur,

coût de guerre 1939-1945,

officier du Mérite maritime,

membre de l'Académie de marine

et de l'Académie

des sciences d'outre-mer,

directeur honoraire

à la Compagnie générale transatlan-

que,

survécu le 17 décembre 1984, dans sa

quatre-vingt-neuvième année.

Le service religieux sera célébré le

vendredi 21 décembre 1984, à 10 h 30,

en l'église réformée de l'Oratoire

du Louvre, 145, rue Saint-Honoré,

Paris-1<sup>er</sup>.

« Quel est donc Calixt-ci et qui

obéissent même la vent et la mer ? »







Le Monde

économie

ÉTRANGER

L'ÉLARGISSEMENT DE LA CEE

Les Dix sont parvenus à un accord sur le volet industriel de la négociation avec l'Espagne

Bruxelles (Communautés européennes). — La session ministérielle entre la CEE et l'Espagne, qui s'est déroulée les 17 et 18 décembre, n'a pas abouti à une conclusion d'ensemble, mais de créer une dynamique de la négociation. C'est chose faite : dans la nuit de mardi à mercredi, les Dix sont parvenus à un accord sur le volet industriel de cette négociation, sur celui concernant la sidérurgie, ainsi que sur les institutions. Ces trois chapitres sont désormais définitivement clos, le rôle central du côté de la Communauté ayant été joué par M. Étienne Davignon, le vice-président de la commission chargée des affaires industrielles qui avait reçu mandat des Dix pour négocier en leur nom.

Il restera à traiter, à partir de janvier, de l'agriculture et de la pêche. Une série de dossiers difficiles, où les positions en présence demeurent éloignées et pour lesquels M. Moran, le ministre espagnol des affaires étrangères, a estimé, mardi, que la meilleure manière de procéder serait de rechercher un compromis d'ensemble. M. Lalumière, qui inaugurait à Bruxelles ses nouvelles fonctions de ministre des affaires européennes, a émis un avis analogue.

Les Dix, dont les travaux, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, seront présidés par l'Italie, disposeront d'un trimestre pour y parvenir. Le principal objet du conseil européen, qui se tiendra les 19 et 20 mars à Bruxelles, pourrait être de définir les ultimes concessions à offrir aux Espagnols afin de conclure. L'intention de tous reste que l'adhésion de l'Espagne et du Portugal puisse prendre effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Les difficultés promettent d'être très vives. Ainsi, au cours des deux jours passés, les deux parties ont

délibéré des produits agricoles autres que le vin sans parvenir au moindre progrès. Le dossier se divise en deux parties. D'une part, les fruits et légumes pour lesquels la Communauté veut obtenir une période de transition de dix ans (au lieu d'un régime normal de sept ans), divisée en deux étapes, la première de quatre ans — avec une protection voisine de celle d'aujourd'hui — la deuxième de six ans. D'autre part, les produits agricoles qui sont sensibles pour les Espagnols (produits d'élevage, céréales, sucre), et pour lesquels ceux-ci réclament un régime très protecteur.

Tension

Une certaine tension est apparue entre M. Natali, le vice-président de la commission, à qui le conseil avait confié une mission exploratoire, et les Français. Ceux-ci ont constaté que la commission cherchait à obtenir du conseil un mandat de négociation aussi vague que possible afin, pensent-ils, de pouvoir prendre un maximum de libertés avec les « positions communes » arrêtées par les États membres. S'agissant ainsi des fruits et légumes, les Français, au vu des quelques indications fournies par M. Natali, l'ont soupçonné de vouloir remettre en cause le régime des étapes, en d'autres termes, d'envisager des solutions qui ouvriraient davantage le marché des Dix aux fruits et légumes espagnols dès la première étape de quatre ans.

Le vice-président Natali, ancien ministre italien de l'agriculture, qui, au sein de la commission, a la charge de l'élargissement (responsabilité qu'il cumule avec celle de la

politique de développement à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain), est un homme sérieux et habile. À l'évidence, les Français se méfient d'une situation où les Italiens, dont les intérêts sont souvent différents des leurs, assurent désormais à tous les niveaux — Conseil et commission — le pilotage de la négociation.

Un obstacle à la poursuite normale de celle-ci a été écarté : les Grecs ont levé la réserve qui, depuis le Conseil européen de Dublin, empêchait que soient présentées aux Espagnols les « positions communes » arrêtées par les Dix et sur la pêche. Athènes se réserve le droit de bloquer l'accord avec l'Espagne, si, dans l'intervalle, les Dix ne sont pas parvenus à un arrangement lui donnant satisfaction sur les PIM (programmes intégrés méditerranéens). Il s'agit du financement, par la Communauté, du projet sur la modernisation des régions méditerranéennes de l'actuelle CEE. Il avait été entendu que la Grèce serait un bénéficiaire prioritaire de ces PIM.

M. Davignon, le négociateur du volet industriel, a abandonné, mardi soir, l'idée d'obtenir au cours des trois premières années suivant l'adhésion, un « écrêtement » des tarifs les plus élevés qui protègent environ cent vingt produits espagnols. En contrepartie, il a été décidé d'accroître légèrement le démantèlement des droits de douane. Leur réduction (déclassement au total sur sept ans) atteindra 55 %, en lieu des 50 % prévus précédemment, à l'issue de trois ans.

Autre point d'accrochage, le contingent d'importation, en Espagne, de voitures à droits réduits (17,4 %) au cours des prochaines années. Ce contingent, en 1984, est fixé à 15 000 voitures. Il sera porté à

32 000 en 1985, à 36 000 en 1986 et à 40 000 en 1987. Avec, chaque année, une réserve de 4 000 voitures pour le Royaume-Uni et l'Italie, dans l'hypothèse où les constructeurs de ces deux pays atteindraient le plafond qui leur sera alloué (le Royaume-Uni et surtout l'Italie estimant qu'ils sont actuellement discriminés sur le marché espagnol). Dans cette affaire, les Français, dont les deux groupes automobiles ont investi en Espagne, se trouvent du côté des autorités de Madrid et souhaitent, pour limiter la concurrence allemande ou italienne, des quotas aussi faibles que possible.

À propos de la sidérurgie, il a été entendu que les Espagnols s'engageraient, après l'adhésion, à réduire leur capacité de production de produits laminés à chaud de 3 millions de tonnes en trois ans (de 21 millions à 18 millions de tonnes). Durant cette phase de restructuration, les pouvoirs espagnols pourront continuer à accorder des aides à leurs entreprises sidérurgiques, mais, en contrepartie, les exportations espagnoles vers le reste de la Communauté devront être limitées à 827 500 tonnes par an.

L'accord s'est fait également sur les institutions. Les Espagnols auront deux commissaires et disposeront de six sièges au sein de l'Assemblée européenne.

As cours des deux derniers jours, la négociation avec le Portugal a progressé de façon satisfaisante. A vrai dire, elle pourrait être « bouclée » rapidement, si la majorité du conseil, ainsi que la commission n'estiment pas politiquement souhaitable de la faire cheminer parallèlement aux pourparlers, beaucoup plus difficiles, avec l'Espagne.

PHILIPPE LEMAITRE.

AGRICULTURE

LES MANIFESTATIONS PAYSANNES

Le CNJA souligne « la situation critique » des jeunes éleveurs

Dans la plupart des départements où domine l'élevage, les producteurs de lait ont manifesté, mardi 18 décembre, en allant réveiller les préfets et la population des villes à « l'heure du laitier ». D'une façon générale, ces bruyantes démonstrations de mécontentement se sont déroulées sans heurts avec les forces de l'ordre, à l'exception de quelques départements, Finistère, Côtes-du-Nord et Orne, où des dégâts matériels ont été commis. A Quimper, la municipalité estime à 300 000 F le coût des dégradations. Certains producteurs ont choisi la manière douce en distribuant des bédardes de lait, comme à Albi, dans les boîtes aux lettres.

Les producteurs sont inquiets de la baisse de leur revenu qu'ils estiment à 9 % pour l'année. Ils réclament — la FNSEA et le CNJA avec eux — la convocation par M. Laurent Fabius d'une conférence sur le revenu. Les producteurs protestent surtout contre les quotas laitiers et

l'ajustement qui leur a été imposé par l'ONILAIT (Office du lait). A l'issue de la conférence laitière (le 19 décembre), il est convenu que le quota alloué aux laitières serait équivalent à la production de 1983, diminué de 2 %.

Pour satisfaire les besoins d'augmentation des producteurs « jeunes » (jeunes installés, jeunes récents), la diminution moyenne demandée à l'ensemble des autres a été relevée de 0,8 %, les prévisions initiales s'étant révélées erronées. Non seulement les éleveurs n'admettent pas cette remise en cause des résultats de la conférence laitière, mais ils jugent injuste l'attribution des quotas par les laitières, qui, d'ailleurs, s'y refusent. Le CNJA souligne « la situation extrêmement critique des jeunes qui ne peuvent faire face à leurs lourdes échéances faute d'une production suffisante, ou bien voient leur projet d'installation complètement bloqué ».

Dialogue à Rodez

Dans l'Aveyron, les organisations syndicales, FOSEA et CUMA, ont choisi une formule originale pour faire connaître la situation des éleveurs du département. Au lieu de défilé en ville, voire de destruction des équipements urbains, ce qui défoule peut-être mais fait rarement progresser le dialogue, elles ont invité, lundi 17 décembre, les habitants de Rodez et les non-agriculteurs à un débat dans une salle où les journalistes de la presse locale, régionale et nationale ont suivi le débat de médiocrité. Pour cette première, les agriculteurs étaient fort nombreux, plus que les citadins ; mais c'est la présence de nombreux professionnels dont l'activité est liée à l'agriculture qui a permis d'animer cette rencontre.

Il est apparu que le manque qui pèse sur l'emploi agricole, du fait du blocage des productions animales, aurait des répercussions importantes sur l'emploi en général et l'économie de l'ensemble du département. Le rapprochement a pu être fait entre les difficultés et les licenciements que connaissent les salariés, notamment ceux des « zingueurs » de la Vieille Montagne, à Villefranche, et la situation des agriculteurs. Aide au tiers-monde, revenu et impôts, coexistence et diversification des productions furent aussi les thèmes de cette confrontation. Vers minuit, les agriculteurs sont, malgré tout, allés réveiller, aux aussi, leur commissaire de la République, qui les attendait, tranquille.

AFFAIRES

Le chiffre d'affaires d'EUROCOM devrait augmenter de 20 % en 1984

M. André Rousselet, président-directeur général de l'Agence Havas et de sa filiale EUROCOM, holding spécialisée dans la publicité, a présenté, le 18 décembre, à la presse, l'émission de 100 millions de francs d'obligations avec bons de souscription d'actions qu'EUROCOM va

lancer. C'est le premier appel au marché financier depuis l'introduction en Bourse, « après dix-huit mois de bonheur », selon ses propres termes. A cette occasion, M. Rousselet et ses collaborateurs ont rappelé les résultats d'EUROCOM et présenté leurs projets.

LA FIRME PHARMACEUTIQUE BEECHAM ÉTEND SES ACTIVITÉS DANS LES COSMÉTIQUES

La firme pharmaceutique britannique Beecham (6,3 milliards de francs de chiffre d'affaires) va racheter au groupe BAT Industries (British American Tobacco) ses activités dans l'industrie des cosmétiques regroupées sous le chapeau de BAC (British American Cosmetics). Le prix de cession a été fixé à 125 millions de livres (141 milliards de francs). Grâce à cette acquisition, Beecham va doubler le montant de ses ventes dans les cosmétiques et, avec un chiffre d'affaires désormais de 400 millions de livres (4,5 milliards de francs), arrivera au sixième rang mondial dans cette spécialité, derrière Shiseido (Jap.), numéro un, L'Oréal (Fr.), Avon (E.-U.), Revlon (E.-U.), Estée Lauder (E.-U.).

La société britannique ajoutera à la liste de ses produits déjà très connus (Lancaster, Margaret Astor, Jovan, Aqua Velva) les marques Yardley, Lenherie, Morny, Juvena et Germain Montbell. Cette opération va permettre à Beecham de reprendre les chemins de l'expansion que la stagnation de ses activités pharmaceutiques, dû principalement à l'absence d'une découverte majeure, l'empêchait de trouver. Pour l'exercice clos le 31 mars dernier, ses ventes avaient seulement augmenté de 3,6 % (contre 20,7 % l'année précédente) et son bénéfice de 5,8 % (contre 16,5 %).

BAT Industries pourra continuer de se diversifier dans l'assurance. Le groupe vient de prendre le contrôle d'Hambro Life (assurance sur la vie) pour une somme d'environ 7,6 milliards de francs. BAT avait déjà au début de l'année pris le contrôle, pour 9 milliards de francs, d'Eagle Star, sixième compagnie d'assurances du Royaume-Uni.

Le chiffre d'affaires consolidé d'EUROCOM s'établissait, en 1983, à 6,9 milliards de francs. Composée de 6,3 milliards de francs pour l'activité publicitaire et de 0,6 milliard pour l'activité hors médias (emballages, restauration rapide, immobilier), il devrait, en 1984, augmenter de 20 % (16 % si l'on ne tient pas compte de l'intégration du réseau régional d'Havas-Conseil) pour l'activité publicitaire et de 15 % pour le hors médias. En 1984, le bénéfice consolidé d'EUROCOM s'établirait à environ 48 millions de francs (contre 40,5 millions en 1983), une plus-value de 8 millions de francs après impôt, venant de la cession du siège social de Goulet-Turpin à Reims, s'ajoutant à ce total.

La marge brute d'EUROCOM est due pour 70 % (880 millions de francs) à la publicité et pour le reste (413 millions) à l'activité hors médias, le groupe « emballages » représentant à lui seul 318 millions de francs.

L'activité publicitaire, qui apportait au groupe 67 % de son bénéfice consolidé en 1983, n'en fournira que 55 % en 1984, la part de l'immobilier stagnante (de 20 % à 19 %) et l'activité hors médias doublant sa contribution (de 13 % à 26 %). En 1985, l'objectif des responsables d'EUROCOM est d'accroître cette croissance des activités hors médias, la part du bénéfice consolidé en provenance de ce secteur devant atteindre 38 %, contre 15 % pour l'immobilier et 47 % pour la publicité.

EUROCOM compte dans les prochaines années, accroître ses activités internationales, intensifier sa diversification par la création de filiales répondant au « concept général de communication globale » et développer ses activités dans l'emballage. Pour ce faire, le groupe envisage, pour les trois prochaines années, des investissements d'un montant de 300 millions de francs dont la moitié à l'étranger.

Les bonnes formules du CNPF

« Pour lutter contre le chômage, il n'y a pas de panacée, il n'y a que des palliatifs » : « Des entreprises sous pression ne peuvent pas être des donneuses de sang » : « La France sera marchande ou ne sera plus » : « Nous attendons du gouvernement qu'il définit de bien faire il évite de mal faire ».

M. Yvon Gattaz, président du CNPF, a le goût des « formules choc », que ce soit à propos de la décentralisation — organe de décision qui fixe la politique générale du CNPF —, dont font désormais partie M. Claude-Noël Martin, président du directeur de Générale Biscuit (12 000 salariés), et Jean Montagnon, PDG de la société Pica (220 salariés), spécialisées dans les titres d'opération.

Dans son rapport économique, M. Guy Brana, récemment « moins de trains et plus d'acier », a proposé de réaliser un « troisième mois de l'exportation ».

« Le transfert de la taxe professionnelle sur le TVA — impôt déductible à l'exportation — pourrait favoriser l'émergence de nouvelles entreprises exportatrices dont nous payons un bel prix », a-t-il dit. « 1 % du commerce mondial en plus, c'est 100 milliards de francs d'activités en plus ».

Pour cela, il faut que l'Etat cesse d'intervenir « de manière malthusienne et nocive », a indiqué M. Gattaz. Et M. Michel Maury-Larbatière, qui préside la commission de l'action territoriale, a renchérit : « Les élus s'attachent de plus en plus à l'entreprise. Évitez qu'ils ne s'en emparent. La décentralisation peut devenir le moteur d'une révolution libérale si on évite qu'une interventionnisme régional ne se substitue à l'interventionnisme national ».

Mais l'interventionnisme décentralisé doit tout de même avoir du bon : il suffit de voir la cohorte d'entreprises, en difficulté ou pas, qui se présentent aux guichets à subventions des régions, des départements et des villes.

F. Gr.

La Renault 5 en campagne

Renault le reconnaît : les ventes actuelles de Supercinquant sont inférieures à l'objectif qui s'était fixé la Régie. Aussi la prévision pour 1985 d'une part de marché de 12 % vient-elle d'être ramenée à 11 % ; mais la Régie compte sur l'Europe pour compenser ce recul et tenir ses objectifs de production (2 000 par jour en janvier 1985 et 2 800 en 1986 contre 1 100 à Flins et 300 en Belgique actuellement). C'est ce qu'a annoncé le 18 décembre le nouveau directeur commercial, M. D'Armentau.

Certes, la nouvelle venue a obtenu de bons résultats tant en octobre (5,4 % du marché) qu'en novembre (6,9 %), mais l'effacement des ventes de l'ancienne R 5 (la « Laureate ») fait que, globalement, les ventes de R 5 ont reculé.

On ne s'alarme pas chez Renault d'une telle évolution car l'on estime que l'adaptation de la clientèle à la Supercinquant nécessite une « maturation ». L'élargissement de la gamme R 5, avec quatre modèles économiques, lancés en janvier (dont l'un à moins de 40 000 F) puis, dans le courant de 1985, les versions cinq

portes, GT turbo, automatique et Diesel, devrait, selon les dirigeants, permettre de concurrencer les étrangères en bas de gamme et la Peugeot 205.

Ce redressement est indispensable. Renault, on le sait, a perdu 3,6 milliards de francs au premier semestre, et l'absence de redressement des ventes (la Régie vendra 20 % de voitures de moins qu'en 1983) laisse penser que le déficit pourrait, pour l'année, dépasser 7 milliards de francs, soit pratiquement l'équivalent des pertes des deux groupes sidérurgiques français. Or les principaux concurrents de Renault sortent du rouge.

Le groupe français concurrent Peugeot SA, s'il supporte encore le poids de Talbot et surtout de Citroën, devrait enregistrer un quasi-équilibre pour la marque Peugeot elle-même. Le risque n'est pas mince que, dans la campagne électorale qui s'amorce, la comparaison Peugeot-Renault — et leur restructuration — devienne un élément politique majeur.

BRUNO DETHOMAS.

Le groupe hôtelier Nova Park est menacé de faillite

Le groupe hôtelier zurichois Nova Park SA a été déclaré en faillite le 18 décembre par l'office local des faillites, après le recours intenté par un des créanciers de cette société qui avait prêté 5,3 millions de francs suisses (environ 19 millions de francs français) pour le financement en co-entreprise de l'hôtel Nova Park Elysée, un des établissements les plus luxueux de Paris. Aux termes de la législation suisse, le groupe dispose d'un délai de dix jours pour faire appel de cette décision de justice dont l'initiative revient à une autre société zurichoise, la Fortschrittungs und Finanz AG, détenue à 100 % par une banque suisse.

Sans attendre ce délai de dix jours, le conseil d'administration du groupe Nova Park SA déposait cependant, le même jour, un recours contre l'ouverture de cette procédure de faillite prononcée contre elle. Selon le fondateur de Nova Park, M. René Hart, des négociations entreprises avec un groupe américain d'investissement — dont l'identité n'a pas été révélée — permettraient de rembourser la somme de 5,3 millions de francs suisses, objet du litige, évitant ainsi la procédure de faillite.

Nova Park, qui possède des établissements de prestige à Paris, au Caire et à Djeddah, connaît, depuis de nombreux mois, de graves difficultés liées notamment à l'hôtel de New-York, le Gotham's. La construction de cet hôtel de très grand luxe a déjà coûté 110 millions de dollars et il manque encore 30 millions de dollars pour le terminer. Les actionnaires arabes du groupe Nova Park avaient manifesté leur réprobation au sujet du mode de financement des fins de travaux de cet hôtel, alors que les actionnaires suisses soutenaient plutôt la position du président, M. Hart.

Les dettes du groupe Nova Park s'élevaient actuellement à 200 millions de francs suisses, dont 73 millions font l'objet de poursuites. Le groupe est soutenu par un consortium de banques à majorité ouest-allemande, composé, notamment, de

le Deutsche Anlagen Leasing (RAL), la Westdeutsche Landesbank Düsseldorf (RAL), la Bayerische Landesbank München (RAL), la Hessische Landesbank Frankfurt (RAL), et la Landesbank Rheinland-Pfalz und Saar (Lussembourg).

Une société financière, European Banking Company, étudie actuellement les possibilités d'assainissement du groupe. Elle doit faire part de ses conclusions le 15 janvier prochain, lors d'une assemblée générale extraordinaire de Nova Park.

UN DISPOSITIF D'AIDE AUX ENTREPRISES DU BATIMENT VA ÊTRE MIS EN PLACE LE 1<sup>er</sup> JANVIER

Un dispositif d'aide aux entreprises du bâtiment et des travaux publics « touchées par la réduction de leurs activités » va être mis en place le 1<sup>er</sup> janvier prochain. C'est ce qu'a annoncé le 18 décembre le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.

Pour aider ce secteur à « s'adapter aux mutations de son marché », l'essentiel du dispositif « transitoire et exceptionnel » consiste en un assouplissement des procédures existantes. Les prêts participatifs simplifiés pourront être accordés à des entreprises employant cent personnes (et non plus seulement cinquante), ce qui devrait permettre d'augmenter le poids relatif du BTP, jusqu'ici défavorisé par rapport aux autres secteurs industriels, dans l'investissement global de 1,2 milliard de francs destinée à ces prêts. En matière de contrats de modernisation (passés avec les entreprises innovatrices), le ministre souhaite accroître l'enveloppe de 35 millions de francs consacrée à cette politique industrielle.

Une instance consultative sera mise en place auprès de chaque commissaire de la République de région, « afin de faciliter la détection des dossiers jugés prioritaires et de les choisir de la manière adaptée ».

M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, avait annoncé la création de ce dispositif, le 26 juin dernier, à Toulouse, lors d'une réunion du bureau national de la Fédération nationale du bâtiment (FNB).

ÉNERGIE

Nouvelles menaces sur le nucléaire

Les producteurs de l'Europe du Nord ont récemment tenu une conférence à Paris pour discuter de la situation du nucléaire en Europe.

D'ici l'été, les producteurs de l'Europe du Nord ont récemment tenu une conférence à Paris pour discuter de la situation du nucléaire en Europe. Les producteurs de l'Europe du Nord ont récemment tenu une conférence à Paris pour discuter de la situation du nucléaire en Europe.

Les producteurs de l'Europe du Nord ont récemment tenu une conférence à Paris pour discuter de la situation du nucléaire en Europe. Les producteurs de l'Europe du Nord ont récemment tenu une conférence à Paris pour discuter de la situation du nucléaire en Europe.

Les producteurs de l'Europe du Nord ont récemment tenu une conférence à Paris pour discuter de la situation du nucléaire en Europe. Les producteurs de l'Europe du Nord ont récemment tenu une conférence à Paris pour discuter de la situation du nucléaire en Europe.

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

« L'essor de la production industrielle en octobre... »

BASES DU PAYS DE TERRES PREMIÈRES

« Les prix des minerais... »

Consommation

« M. Laurent... »

Énergie

« L'électricité... »

Prévisions

« Les prévisions... »

150 000







# DÉVELOPPEMENT

## L'AVENIR DU TIERS-MONDE

### Prospecter les gisements d'épargne

(Suite de la première page.)  
Premières constatations faites par le professeur Denis Kessler, à l'occasion d'une synthèse préparatoire à cette rencontre (1) : la seule façon de rompre le cercle maudit de l'endettement est de stimuler au maximum la croissance à partir des ressources internes. (Ce qui ne signifie pas que l'on doive se passer de tout concours extérieur et d'autres volets d'une politique globale de développement.) Il existe une épargne des ménages plus abondante qu'on ne le pense, et surtout des gisements potentiels d'épargne (sauf évidemment du côté des individus disposant de revenus qui n'assurent même pas leur subsistance).

Un environnement favorable, et notamment la stabilité politique, est l'une des conditions du succès de toute politique d'épargne, mais pour les pays en développement, bien des questions spécifiques restent ouvertes. M. Dominique Strauss-Kahn en a distingué quatre :

1) Quels taux d'intérêt ? S'ils sont trop bas, on arbitre mal entre le présent et le futur, s'ils sont trop élevés, le mur de la solvabilité des pays en développement arrêtera vite l'expérience. « On voit mal comment des taux d'intérêt réels élevés pourraient être durablement plus élevés que la productivité moyenne du capital » (thèse soutenue également par M. Lucien Pfeiffer) ;

2) Quelles structures ? Faut-il développer des réseaux financiers calqués sur les modèles occidentaux ? Certes, ils permettent une redistribution vers des emplois plus productifs de l'argent, mais leur coût est beaucoup plus élevé que les circuits « informels » traditionnels qui existent dans les villages et dans les villes. La sagesse voudrait que l'on pousse prudemment dans les deux directions ;

3) Quelles motivations pour l'épargne ? Les facteurs humains sont ici primordiaux, et il est important de relier l'acte d'épargne à un projet que l'individu se donne à court, moyen et long terme (acheter des outils, un logement, une échoppe d'artisan, etc.) ;

4) Quelle stratégie de développement ? Toutes les politiques de mobilisation de l'épargne sont bonnes à prendre, à condition de les replacer dans un ensemble plus vaste sur le sens que l'on veut donner à la croissance. Tant que les États-Unis restent à ce point importateurs de capitaux, le monde marchera sur la tête. Peut-on admettre que des pays pauvres mobilisent leurs ressources pour alimenter les caisses des pays riches ?

(Publicité)

### 'VELUX' premier fabricant français de fenêtres pour toits en pente

Poursuivant sa politique d'investissement, VELUX a procédé, au cours des deux dernières années, au développement des capacités de production de son usine de la Somme ; cela pour répondre à la demande croissante des maîtres d'ouvrages, bâtisseurs sociaux et constructeurs privés.

Ainsi, toutes les principales gammes des fenêtres VELUX, notamment le modèle GGL, qui offre un rapport qualité-prix exceptionnel, les recordereuses U et L, et les fenêtres GPL, sont aujourd'hui fabriquées dans la Vimeux.

VELUX a également mis en place une unité très moderne réalisant les vitrages isolants qui équipent non seulement les fenêtres des toits sortant des chaînes françaises, mais sont exportés vers d'autres usines du groupe.

Des fenêtres VELUX et recordereuses d'origine picarde sont également acheminées vers les pays du Marché commun.

Enfin, VELUX utilise, dans différentes unités de production européennes, des composants ou matières premières importés de France.



VELUX, premier fabricant français de fenêtres de toits en pente (usine de la Somme).

### Tam-tam et tontines

L'imagination... Vertu très demandée, et particulièrement en Afrique, pour que les banques, les caisses d'épargne ou les coopératives puissent collecter l'argent disponible après consommation. Il existe, et, contrairement à ce que l'on pourrait penser, plus dans le secteur rural que dans le secteur urbain. Non pas seulement parce qu'il y a là (encore) plus de monde, mais parce que la vertu d'épargne est plus répandue dans les campagnes qu'à la ville. Surtout plus affirmée d'habitude, les vieux jours, de se bâtir une maison, de renouveler son petit outillage, de réuser l'éducation de ses enfants. « Votre argent nous intéresse », disent en chœur les institutions financières, mais il leur faut procéder à quelques acrobaties pour l'atteindre dans les zones rurales.

M. Mauri, directeur de Finfrat de Milan, a suggéré quelques innovations qui ne sont pas tombées dans l'oreille d'un sourd. Outre la classique simplification des procédures, il convient, explique-t-il, de raccourcir le temps qui s'écoule entre la demande et l'octroi d'un prêt, de rendre plus flexibles les remboursements en les rapprochant du moment où arrivent les revenus nés de la vente des produits agricoles, de ne pas hésiter à attribuer les prêts à la consommation, dans les cas particuliers, de financer des « prêts collectifs » à des associations de villages, et à ceux qui ont des objectifs spécifiques, etc.

Le plus important est peut-être, étant donné le facteur humain en la circonstance, d'adopter ce que Denis

Kessler a appelé la « stratégie de la couleur », les institutions financières devant se couler dans l'environnement pour qu'elles inspirent confiance, et remplir un rôle pédagogique et d'information, à travers les notables reconnus par les paysans.

M. Dia, directeur de la Caisse nationale d'épargne du Sénégal, fut particulièrement explicite. L'étude du milieu est indispensable. Il faut distinguer les populations alphabétisées (20 à 30 %) et les autres, les placements des immigrants qui s'intéressent au taux d'intérêt servi et les autres, pour qui les rendements financiers ne comptent pas, repérer les islamiques, qui ont une notion restrictive du service d'intérêt, etc.

Une fois le terrain balisé, il convient de faire connaître aux futurs clients les services rendus, leur parler dans les langues nationales existantes, notamment par la radio, la presse écrite, l'affichage et les moyens de communication traditionnels : foires, marchés, palabres à la veille des récoltes, tam-tam à l'occasion des fêtes.

Deux représentants camerounais insistent également sur l'importance de la discrétion (la peur de la jalousie d'autrui existe, et des maris demandent que leur femme soit tenue dans l'ignorance du dépôt) et sur les dangers de garder l'argent « sous les matelas » en cas d'incendie ou de pillage.

Mais si le problème est ici, d'abord, de conserver son argent et, dans un deuxième temps seulement, de le faire fructifier, l'épargne ne permet pas de faire face à tous les risques, et l'assurance, qui reste très modeste dans les pays du tiers-monde, pourrait normalement se développer, surtout du fait de l'exode vers les villes, qui se traduit souvent par la rupture de ces anciennes solidarités qui tenaient lieu d'assurance, comme le souligne Mme Yvette Chassagne, présidente de l'UAP.

Malgré leurs efforts, souvent couronnés de succès (en quatre ans, la

Caisse d'épargne du Sénégal a multiplié par quatre le montant de ses clients et par six le montant des sommes recueillies), les institutions financières doivent le plus souvent céder le pas en zone rurale au secteur « informel », ou traditionnel, peu importent les mots.

On connaît les prêteurs à gages mais beaucoup moins les « tontines », petites associations de gens qui se créent pour se consentir des prêts mutuels, selon leurs affinités (voisins, commerçants qui vont ensemble au marché, fonctionnaires, cultivateurs d'un village, etc.). Le point de départ est le plus souvent l'entraide et la solidarité. En gros on peut distinguer deux sortes de ces groupements : les tontines dites de consommation, les sociétés accumulant leur argent pour faire face au moment venu à un besoin inhabituel, et les tontines d'investissement, d'où se dégage un vrai phénomène d'épargne. Leur seul trait commun, c'est la cotisation régulière, car elles ne s'inscrivent pas dans un cadre juridique, ne servent aucun intérêt, ou parfois un intérêt très élevé. Un représentant camerounais citait le cas d'une tontine qui mettrait l'argent aux enchères : celui qui offrirait le plus haut taux d'intérêt emporterait le crédit !

### Halte au Vol

1 semaine à 5 points  
PICARD  
+ d'autres marques  
Matériel  
GARANTI 5 ANS  
+  
1 blindage acier  
15/10  
+  
4 goujons d'acier  
anti-dégénération  
+  
3 cornières  
anti-pince  
à l'extérieur sur le  
pourtour de la porte  
OFFRE EXCEPTIONNELLE  
3.600 F TTC  
Frais et dédit, compt.  
PARIS-BANQUE  
Sté S.P.P.  
11, rue Minard  
92130 Issy-les-Moulineaux  
☎ 554.58.08  
554.41.25  
FACILITES DE Paiement

# MARCHÉS FINANCIERS

### Une hausse française

Une hausse d'une ampleur inédite en France, celle de la semaine dernière, a été observée sur les marchés financiers parisiens. Le CAC 40 a gagné 121,33 points, soit 2,11 %, pour se situer à 5 711,57. Cette performance s'explique par une conjonction de facteurs : une amélioration des perspectives de croissance, une baisse des taux d'intérêt, et une reprise de l'activité industrielle.

Sur le marché des obligations, les rendements ont baissé, reflétant la baisse des taux d'intérêt. Les actions ont également bénéficié de cette hausse, avec une performance particulièrement marquée pour les valeurs technologiques.

En conclusion, la semaine dernière a été marquée par une hausse générale des marchés financiers français, reflétant une optimisme croissant des investisseurs.

### PARIS, 18 décembre

#### Nouveau et sensible rallye

Le CAC 40 a terminé la semaine à 5 711,57, en hausse de 121,33 points. Cette performance s'explique par une conjonction de facteurs : une amélioration des perspectives de croissance, une baisse des taux d'intérêt, et une reprise de l'activité industrielle.

Sur le marché des obligations, les rendements ont baissé, reflétant la baisse des taux d'intérêt. Les actions ont également bénéficié de cette hausse, avec une performance particulièrement marquée pour les valeurs technologiques.

### LA VIE DES SOCIÉTÉS

**SE-POLLONCE.** - Le groupe SE-POLLONCE a annoncé la nomination de M. Jean-Pierre Duvy comme directeur général. M. Duvy a rejoint le groupe en 1983, après avoir travaillé pendant plusieurs années pour la société de conseil et d'audit.

**PERCE WATERHO.** - La société PERCE WATERHO a annoncé la nomination de M. Jean-Pierre Duvy comme directeur général. M. Duvy a rejoint la société en 1983, après avoir travaillé pendant plusieurs années pour la société de conseil et d'audit.

## Quelle est la 6<sup>e</sup> escale desservie en direct par Air France aux U.S.A?

### La réponse est dans le billet.



**AIR FRANCE**

Un billet Air France pour les États-Unis, c'est maintenant la possibilité d'aller à Washington en direct au départ de Paris Charles-de-Gaulle. Avec le billet Air France, la liaison entre la capitale des États-Unis et Paris est assurée 3 fois par semaine en Boeing 747 en prolongement du vol Paris-New York. Le billet Air France pour Washington, c'est la possibilité de choisir entre Air France Première, Le Club et la Classe Économique. Chaque classe est adaptée à vos besoins et vous offre un rapport qualité-prix très performant. Enfin, pour répondre encore mieux aux exigences de vos affaires, le billet Air France vous offre également en exclusivité des vols sans escale de Paris à Houston, Chicago, Los Angeles et Anchorage.

## Le billet tous services

### RENDES QUOTIDIENS

19.12.84

Devise	100 F	100 \$	100 Y
Allemagne	119,1	118,1	
Belgique	53,2	83	
Canada	140,5	178,8	
Grande-Bretagne	140,5	178,8	
Italie	140,5	178,8	
Japon	140,5	178,8	
Maroc	140,5	178,8	
Népal	140,5	178,8	
Norvège	140,5	178,8	
Pays-Bas	140,5	178,8	
Portugal	140,5	178,8	
Royaume-Uni	140,5	178,8	
Suède	140,5	178,8	
Suisse	140,5	178,8	
Turquie	140,5	178,8	
USA	140,5	178,8	
Yugoslavie	140,5	178,8	

### LES AGENTS DE CHANGE

19.12.84

Devise	100 F	100 \$	100 Y
Allemagne	119,1	118,1	
Belgique	53,2	83	
Canada	140,5	178,8	
Grande-Bretagne	140,5	178,8	
Italie	140,5	178,8	
Japon	140,5	178,8	
Maroc	140,5	178,8	
Népal	140,5	178,8	
Norvège	140,5	178,8	
Pays-Bas	140,5	178,8	
Portugal	140,5	178,8	
Royaume-Uni	140,5	178,8	
Suède	140,5	178,8	
Suisse	140,5	178,8	
Turquie	140,5	178,8	
USA	140,5	178,8	
Yugoslavie	140,5	178,8	

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE

19.12.84

Devise	100 F	100 \$	100 Y
Allemagne	119,1	118,1	
Belgique	53,2	83	
Canada	140,5	178,8	
Grande-Bretagne	140,5	178,8	
Italie	140,5	178,8	
Japon	140,5	178,8	
Maroc	140,5	178,8	
Népal	140,5	178,8	
Norvège	140,5	178,8	
Pays-Bas	140,5	178,8	
Portugal	140,5	178,8	
Royaume-Uni	140,5	178,8	
Suède	140,5	178,8	
Suisse	140,5	178,8	
Turquie	140,5	178,8	
USA	140,5	178,8	
Yugoslavie	140,5	178,8	

### LE DOLLAR À TOKYO

19.12.84

Devise	100 F	100 \$	100 Y
Allemagne	119,1	118,1	
Belgique	53,2	83	
Canada	140,5	178,8	
Grande-Bretagne	140,5	178,8	
Italie	140,5	178,8	
Japon	140,5	178,8	
Maroc	140,5	178,8	
Népal	140,5	178,8	
Norvège	140,5	178,8	
Pays-Bas	140,5	178,8	
Portugal	140,5	178,8	
Royaume-Uni	140,5	178,8	
Suède	140,5	178,8	
Suisse	140,5	178,8	
Turquie	140,5	178,8	
USA	140,5	178,8	
Yugoslavie	140,5	178,8	

السوق المالية



150

# épargne

Un mouvement de hausse d'une ampleur assez considérable, et comme l'on n'en avait plus vu à New-York depuis quatre mois, s'est brusquement développé, mardi, à Wall Street. Amorcé dès l'ouverture, il s'est poursuivi durant toute la séance à vive allure et, à la clôture, après avoir franchi la barre des 1 200, l'indice Dow Jones des industrielles s'élevait à 1 211,57 (+ 34,79 points), soit au volume de son plus haut niveau de la journée (1 212,53). Il faut remonter au 30 août dernier (+ 36 points) pour retrouver une aussi forte progression.

Faible ces derniers temps, le volume des transactions a soudainement gonflé, et 169,06 millions de titres ont changé de main (contre 140,6 millions le 19 décembre), contre 89,5 millions la veille. Le bilan de la journée a été à la hauteur de ces résultats. Sur 2 062 valeurs traitées, 1 437 ont monté, 313 seulement ont baissé et 317 ont été sans variation. Les meilleures performances ont été réalisées par les valeurs de haute technologie. Celles-ci ont été suivies par les pétroles, les automobiles et les services. La baisse des taux d'intérêt, déclenchée par la Fed, a entraîné une hausse de 10 3/4 %, à la clôture, du rendement des obligations fédérales à 30 ans. Pour les investisseurs, il ne faut pas se laisser distraire par la déception de ce résultat et la réaction fédérale à l'effacement de l'aider pour favoriser

## MARCHÉS FINANCIERS

### NEW-YORK

#### Une hausse frénétique

Une reprise de l'expansion en réduisant le taux de l'escompte. Autour du Big Board, l'optimisme, absent ces derniers jours, était revenu en force. Beaucoup d'investisseurs ne se prononçaient pas sur la hausse de la semaine à venir. Une véritable hausse de Noël qui, d'après les prévisions, devrait être suivie de rachats que les vendeurs à découvert vont nécessairement faire.

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### PARIS, 18 décembre

#### Nouveau et sensible repli

Déjà pas très vaillants en début de semaine, la Bourse de Paris s'est assez franchement alourdie mardi. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est poursuivi durant toute la séance et, à la clôture, l'indice CAC 40 a perdu 1,1 %. En l'espace de quarante heures, sa perte atteint maintenant 1,6 %, si bien que cet indice, les divers indices sont revenus légèrement en dessous de leurs niveaux de fin novembre.

Cette séance avait la denture du mois houleux et perturbé, de l'année sur le marché RM. La liquidation générale avait, en effet, lieu ce jour-là, avec les ajustements de position effectués en cette période de l'année, le repli des cours lui est très largement imputable. Au regard des baisses, les investisseurs ont été très prudents. Une quinzaine de valeurs seulement ont baissé de 2 % à 4,5 % (SCRE). C'est surtout leur nombre qui a été déterminant, celui

### LA VIE DES SOCIÉTÉS

**RHÔNE-POULENC.** - Le groupe chimique a acheté 51 % de la société américaine Brown Disc, filiale de la firme Dyan, de même nationalité. Dans le même temps, Rhône-Poulenc s'est porté acquéreur de warrants (droits à option), qui ont une échéance d'un an et qui donnent à leur possesseur le droit d'acheter une participation supérieure à 80 % dans le capital de Brown Disc. Installée depuis trois ans à Colorado Springs (Etat du Colorado), Brown Disc fabrique des disques souples destinés à la micro-informatique, son chiffre d'affaires s'élevait en 1983 à 45 millions de dollars. Le présent accord prévoit également le rachat à Dyan (dont Rhône-Poulenc possède 20 % du capital) de l'usine des achats effectués en 1979-1980 des 45 % qui détiennent dans la société

### PRIC WATERHOUSE DELOITTE, HASKINS AND SELLIS.

Ces deux multinationales d'experts-comptables, qui figurent parmi les principales firmes d'audit internationales, ont finalement renoncé au projet de fusion qu'elles avaient annoncé en septembre dernier. Le Monde du 15 septembre 1984) et qui aurait fait du groupe ainsi constitué le « numéro un » mondial de la profession avec un effectif total de cinquante-sept mille personnes et un réseau de sept cent quatre-vingt-cinq bureaux. Cette décision résulte d'une consultation entreprise par un cabinet d'avocats et dont le résultat, récemment communiqué aux directions des deux firmes, aurait démontré l'opposition résolue au projet manifestée « dans certains pays importants », notamment en Grande-Bretagne.

### INDICES QUOTIDIENS

(NSEE, base 100 = 29 déc. 1983)

Indice général : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice CAC 40 : 83,2 18 déc. 83,2 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

Indice DAX : 178,5 18 déc. 178,5 19 déc.

Indice CAC 40 : 119,7 18 déc. 119,1 19 déc.

## BOURSE DE PARIS Comptant 18 DECEMBRE

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### SECONDE MARCHÉ Hors-cote

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### Actions au comptant

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### Étrangers

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### SECONDE MARCHÉ Hors-cote

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### Actions au comptant

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### Étrangers

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### SECONDE MARCHÉ Hors-cote

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### Actions au comptant

VALEURS	Cours de clôture	Différence
Alcoa	18 1/2	+ 1/2
A.T.T.	54 1/8	+ 1/8
Boeing	54 1/8	+ 1/8
Chrysler	48 1/8	+ 1/8
General Motors	48 1/8	+ 1/8
IBM	112 1/2	+ 1/2
Intel	43 3/4	+ 1/4
Johnson & Johnson	43 3/4	+ 1/4
Merck	43 3/4	+ 1/4
Microsoft	43 3/4	+ 1/4
Oracle	43 3/4	+ 1/4
Rockwell	43 3/4	+ 1/4
Sony	43 3/4	+ 1/4
Texas Instruments	43 3/4	+ 1/4
United Technologies	43 3/4	+ 1/4
Walt Disney	43 3/4	+ 1/4
Xerox	43 3/4	+ 1/4

### Étrangers

13 80	13 80	Parco Cinema	193	174 40	Kubota	12 80	12 20	Fr. Oil (max.)	389 76	391 92	Swiss	180 28	180 71
48 90	48	Parco-Marcos	135 90	139	Lanolin	245	240	Francis	247 87	238 44	Swissair	180 95	180 79
210	218 40	Plas-Wooder	137 90	167 d	CEC			CEC	247 87	238 44	Swissair	180 95	180 79



## Ils sont partout